

EXEMPLAIRE SOLIDAIRE

FLANDRE

La résistible ascension de l'extrême droite

VUE PAR LA GAUCHE FLAMANDE

Le trimestre

LE RETOUR DE LA BÊTE

Social

HISTOIRES DE LA SOLIDARITÉ

Un livre

LE FIL ROUGE DE LIEBMAN

DÉBOISEMENT ET ÉVOLUTION DU PAYSAGE EN WALLONIE (ET PAS QU'EN WALLONIE)...

Jean-Claude Salemi



SALEMI

SOMMAIRE

En rouge : les articles repris dans cet exemplaire

- 2 LA CHRONIQUE DESSINÉE DE JEAN-CLAUDE SALEMI
- 4 Le retour de la bête | LE TRIMESTRE D'HENRI GOLDMAN
- 7 Bye bye and see you soon | LA CHRONIQUE EUROPÉENNE DE VAÏA DEMERTZIS

LE DOSSIER

La résistible ascension de l'extrême droite

- 8 Présentation
- 10 Le Vlaams Belang, un parti d'influence – *Benjamin Biard*
- 14 D'autres voix en Flandre – *Lode Vanoost*

Premières ripostes

- 17 L'extrême droite est le symptôme d'une société – *Paula Burghraeve, Eric Corijn et Paul Verbraeken*
- 23 20 ans après – *Eric Corijn*
- 26 Manifeste – *Charta 91*
- 27 Le cordon sanitaire est une passoire – *Jan Blommaert*
- 41 Une stratégie juridique – *entretien avec Luc Walley*

Bien cerner l'adversaire

- 47 Pour la « renaissance des peuples européens » – *Ico Maly*
- 52 Alost, Asse ou Londerzeel ? – *Lode Vanoost*
- 57 Pas de muraille de Chine entre la N-VA et le Vlaams Belang – *entretien avec Vincent Scheltiens*
- 63 Droite radicale : de la marge au « mainstream » – *Samira Azabar*
- 66 3 questions à la gauche politique – *Geert Asman, Jan Bertels et Jeremie Vaneckhout*

La bataille culturelle

- 73 Faire face à l'intimidation – *Dominique Willaert*
- 78 Comment les médias flamands traitent les partis populistes de droite – *Leonie de Jonge*
- 83 Jambon 1^{er}, ministre de la Propagande – *Robrecht Vanderbeeken*
- 89 Le front des festivals – *Thomas Decreus*

- 93 Du régime « universel » de retraite | LA CHRONIQUE SOCIALE DE MATEO ALALUF

- 94 UN LIVRE
Le fil rouge de Liebman – *Hugues Le Paige*

- 105 Buchanan, Trump et le nativisme | LA CHRONIQUE AMÉRICAINE DE JÉRÔME JAMIN

Social

HISTOIRES DE LA SOLIDARITÉ De la sécurité sociale à l'OIT

- 107 Présentation – *Vaïa Demertzis*
- 108 La sécu : une belge histoire – *entretien avec Harald Franssen et Yannick Bovy*
- 113 « Pour que les corps se redressent » – *entretien avec Jean-François Tamellini*
- 116 Les 100 ans de l'OIT en débat – *François Vandamme et Cédric Leterme*
- 125 Une protection sociale mondiale – *François Perl*

- 129 Quand la vie privée devient publique | LA CHRONIQUE MÉDIATIQUE DE MARYAM BENAYAD

- 130 Adolfo Kaminsky, photographe de l'ombre | LA CHRONIQUE IMAGE DE HUGUES LE PAIGE



LE TRIMESTRE D'HENRI GOLDMAN

Le retour de la bête

« Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde »
Bertolt Brecht, *La résistible ascension d'Arturo Ui*, 1941

La « bête immonde » qu'évoquait Brecht, c'est évidemment le nazisme. En 1941, il ne s'était pas encore révélé totalement, puisque l'extermination des Juifs d'Europe ne fut décidée qu'au printemps 1942. Pour Brecht, son ascension était « *résistible* » : elle n'était pas inéluctable.

À la Libération, cette phrase de Brecht hanta les pays qui avaient connu l'occupation allemande. On l'associa à une injonction mémorielle : « *Plus jamais ça!* ». Plus jamais la guerre. Plus jamais le fascisme. Plus jamais le racisme. Rapidement, notre continent allait être divisé par un « rideau de fer », mais, de notre côté, celui du « monde libre » comme on disait à l'époque, on allait bâtir une Europe fraternelle qui abolirait tous les nationalismes. Le point d'orgue de cette aspiration à tourner à jamais la page eut lieu le 7 décembre 1970 lors d'une visite en Pologne de Willy Brandt, premier chancelier socialiste de la République fédérale allemande. Ce jour-là, il s'agenouilla devant le monument commémorant la liquidation par la Wehrmacht du ghetto de Varsovie en 1943. Les vieux démons étaient bien terrassés.

Ce qui rendait crédibles les promesses d'une Europe sans racisme et sans fascisme, c'était la prospérité sans précédent qui répandait alors ses bienfaits. On avait confiance dans l'avenir, même si on préférerait ne pas savoir que cette prospérité était largement alimentée par le pillage des pays du Sud. Les compromis sociaux se passaient à l'intérieur de nos propres sociétés et tout le monde en sortait gagnant.

Le racisme avait-il disparu ? Les Juifs constituaient alors la seule minorité bien identifiée sur notre continent et la culpabilité européenne à leur égard refoulait toute forme d'antisémitisme trop démonstratif. Les Marocains et les Turcs, importés par trains entiers, n'arrivèrent que dans la seconde moitié des

années 1960. Pendant quelques dizaines d'années encore, ils se firent tout petits, confinés dans des positions subalternes sans revendiquer des droits de citoyens.

Et le fascisme ? Sans doute, de petits groupes de nostalgiques de l'Ordre nouveau s'étaient maintenant partout. Ils étaient très reconnaissables, notamment en Flandre où ils se mobilisaient pour l'amnistie des anciens collaborateurs, défilaient dans les rues en tenue paramilitaire et cultivaient la nostalgie des casques à pointe. On se rassurait : jamais les jeunes Flamands, enfants de Woodstock, d'Elvis et ouverts sur le monde, ne marcheraient dans de telles combines archaïques.

À partir des années 1980, cette image d'Épinal commença à se craqueler. Et aujourd'hui, au XXI^e siècle, tout recommence. L'Europe est submergée par une vague de populisme identitaire qui force, ici et là, les portes du pouvoir et qu'on ne sait plus comment en digérer. On a d'abord essayé de l'ignorer. Ensuite de l'isoler. On essaie aujourd'hui de l'apprivoiser...

En référence à Brecht, nous avons choisi de titrer le dossier de ce numéro consacré à la Flandre *La résistible ascension de l'extrême droite*. Le dernier succès électoral du Vlaams Belang fut pour beaucoup un coup de tonnerre : on n'avait rien vu venir. En récupérant la plus grande partie de l'électorat du VB, la N-VA avait fait, pensait-on, œuvre de salubrité démocratique. Car, au départ, il n'y avait pas grand monde pour contester au parti de Bart De Wever sa qualité de parti démocratique. Nationaliste, conservateur, mais pas d'extrême droite. Le 26 mai 2019, ce scénario de recyclage avouait son échec. Pire : le VB progressait nettement plus que la N-VA ne reculait. Ce qui signi-

fié deux choses : il a aussi pris des voix aux autres partis et il a su séduire les jeunes qui votaient pour la première fois. Ces jeunes qui, autrefois, votaient systématiquement plus à gauche que leurs parents...

D'autres digues sautent, et des plus dramatiques. Il n'y a pas si longtemps, l'Europe fut confrontée à une vague de terrorisme d'inspiration islamiste. Terrorisme antisémite ciblé comme au musée juif de Bruxelles, à l'hypercasher de la porte de Vincennes ou à l'école juive de Toulouse, terrorisme aveugle comme au Bataclan, au métro Maelbeek ou à l'aéroport de Bruxelles-national. L'horreur, mais importée : on se rassurait en pensant que les terroristes n'étaient pas vraiment « des nôtres », qu'ils étaient manipulés par l'extérieur, même s'ils avaient grandi dans nos quartiers.

Aujourd'hui, changement de séquence : d'Auckland à Pittsburgh, de Halle en Allemagne à Bayonne en France, les cibles sont indifféremment juives ou musulmanes. Et, cette fois-ci, on ne peut plus se voiler la face : les criminels sont bien les héritiers directs de la vieille idéologie de la suprématie blanche, celle qui avait encore pignon sur rue dans l'Afrique du Sud d'avant Nelson Mandela ou dans l'Alabama d'avant Martin Luther King. Comme si le surmoi des sociétés européennes, tel qu'il s'était consolidé il y a 75 ans après la révélation des horreurs nazies, était désormais incapable d'empêcher le retour d'un refoulé profond qui risque de tout submerger.

Mais qu'est-ce qui nous arrive ? L'idée d'un progrès humain qui nous éloignerait lentement mais sûrement de la barbarie était-elle un leurre ? Le darwinisme social, qui veut que le plus fort l'emporte toujours, est-il la loi ultime des êtres humains ?

ON VEUT CROIRE [...] QUE LES FORCES DE LA COOPÉRATION SERONT FINALEMENT PLUS FORTES QUE CELLES DE LA PRÉDATION.

On ne s'y résout pas et on veut croire que cette ascension de l'extrême droite est bien « résistible ». Que les forces de la coopération seront finalement

plus fortes que celles de la prédation. Mais cela demandera une mobilisation générale qui sorte des sentiers battus.

Du côté de l'éducation, il ne suffira pas d'inculquer les droits humains à la seringue dans des cours de citoyenneté *ex cathedra* ou d'organiser des voyages à Auschwitz. Pour enraciner la conscience de notre commune humanité, il s'agira, au-delà du slogan, de mettre en œuvre un « vivre ensemble » qui soit surtout un « faire ensemble » et un « ressentir ensemble ». Du côté du discours politique, il ne suffira pas de dérouler une rhétorique démocratique creuse. Mettons le doigt sur la plaie : c'est le néolibéralisme qui fait reculer la conscience d'une société égalitaire, solidaire et interdépendante. Il isole les individus face au marché et distille l'illusion que chacun s'en sortira mieux en étant plus compétitif que son voisin/concurrent. Les grands démocrates auto-proclamés qui détricotent l'État social font le lit du fascisme qui vient.

Par un étonnant pied de nez à l'histoire, l'espoir a pris aujourd'hui le visage d'un homme de 78 ans d'origine juive polonaise qui mène campagne outre Atlantique. Que son combat et son enthousiasme puissent nous inspirer ici et maintenant. ■

2 mars 2020

S'abonner à POLITIQUE

Politique, nouvelle formule (2017), c'est 4 numéros de 132 pages par an.

Particuliers

Papier : 45€ (ordre permanent : 3,75€/mois)

PDF : 40€ (ordre permanent : 3,3€/mois)

Combiné : 50€ (ordre permanent : 4,2€/mois)

Institutions/sociétés

Papier : 48€ (ordre permanent : 4€/mois)

PDF : 43€ (ordre permanent : 3,6€/mois)

Combiné : 53€ (ordre permanent : 4,4€/mois)

Pour d'autres tarifs – réduits (pour chômeurs/euses, étudiant-e-s, BIM)

et pour l'étranger –, voir tous les détails ici : www.revuepolitique.be/abonnement.

Virement à effectuer sur le compte bancaire

BE67-2100-3271-1987 au nom de *Politique* asbl.

POLITIQUE,

c'est aussi un site internet : www.revuepolitique.be.

Numéro 112, à paraître en juin 2020.



POLITIQUE

est une revue belge d'analyse et de débat
qui paraît 4 fois par an

directrice de la publication | France Blanmailland

rédaction en chef | Vaïa Demertzis et Henri Goldman

secrétaire de rédaction | Jérémie Detober

gestion et finances | Bernard Richelle

collectif éditorial | Mateo Alaluf, Pierre Ansay, Pierre Beaulieu,

Hamza Belakbir, Maryam Benayad, Rachel Brahy,

Philippe Buchez, Dominique Cabiaux, Carlo Caldarini,

Delphine Chabbert, Luca Ciccía, Joanne Clotuche,

Carlos Crespo, Willy Estersohn, Bruno Frère, Jean-Paul Gailly,

Marc Jacquemain, Jérôme Jamin, Jean-Jacques Jaspers,

Karim Jguirim, Rabab Khairy, Hugues Le Paige,

Philippe Marlière, Gabriel Maissin, Grégory Mauzé,

José-Manuel Nobre-Correia, François Perl, John Pitseys,

Thierry Poucet, Gratia Pungu, Erdem Resne, Caroline Sägesser,

Edgar Szoc, Anne-Françoise Theunissen,

Caroline Van Wynsberghe, Violaine Wathelet

administration et rédaction

rue du Faucon, 9 – B1000 Bruxelles

+32 (0)2 538 69 96

courriel : info@revuepolitique.be

site : www.revuepolitique.be

mise en page | ZINC

Politique s'engage dans le chantier expérimental de l'écriture inclusive afin de limiter l'impact du « masculin générique » qui, dans la grammaire française, masque la présence des femmes. Chaque auteur-e garde toute liberté d'interprétation de cet engagement.

Politique est publiée par l'asbl *Politique*
avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Chère lectrice, cher lecteur

Vous avez entre vos mains un « exemplaire solidaire » du dernier numéro de *Politique*, sorti de presse il y a quelques jours, que nous vous proposons pour découverte.

Politique parce que nous sommes convaincus qu'il est possible d'agir démocratiquement sur le destin des sociétés humaines.

Politique, parce que nous contribuons à élargir le champ des idées qui peuvent nourrir et éclairer l'action collective, en prenant le recul de l'analyse.

Politique parce qu'engagée politiquement à gauche, notre revue est fondamentalement indépendante et pluraliste.

Politique parce que la Belgique mérite bien une revue d'analyse politique centrée sur son propre champ d'action.

Politique, c'est une revue d'analyse et de débat de 132 pages qui paraît quatre fois l'an, une équipe de passionné·e·s de la et du politique, un collectif éditorial de haut vol aux plumes alertes et expertes qui allie des compétences scientifiques et militantes sur les terrains politique et associatif. Chaque numéro est organisé autour d'un dossier thématique d'environ 80 pages, complété d'articles, chroniques et rubriques variés.

Politique vous offre aujourd'hui une lecture de qualité en des temps bousculés. Que vous ayez plus ou moins de temps que d'habitude, nous vous proposons de prendre du recul, avec ces quelques articles choisis de notre dernier numéro. Nous oserions même vous enjoindre à « prendre avec nous de la distance » en ces temps de distanciation sociale. Parce que la solidarité qui s'exprime aujourd'hui devra trouver demain les soutiens pour être mise en œuvre sur le long terme. Parce qu'il ne peut être question de se contenter d'applaudir aujourd'hui les travailleurs et les travailleuses des secteurs exposés (santé, distribution, sécurité...) sans revendiquer pour demain des moyens financiers et organisationnels pour ces acteurs et actrices ainsi que pour les services publics qui sont en première ligne.

Cet exemplaire solidaire que nous vous offrons reprend une partie des articles du numéro 111 de *Politique*. Le reste est disponible à l'achat du numéro (pdf en ligne ou par envoi postal). Il comprend 9 articles du dossier sur *La résistible ascension de l'extrême droite, vue par la gauche flamande* : d'excellentes analyses venues de Flandre et traduites pour les lecteurs francophones. Deux articles du sous-dossier *Histoires de la solidarité* complètent l'offre pour éclairer les enjeux actuels de la sécurité sociale.

Nous espérons que cet exemplaire vous trouvera en bonnes santé et forme et qu'il suscitera votre curiosité. N'hésitez pas à nous dire ce que vous en pensez par mail (info@revuepolitique.be), sur notre page Facebook ([Politique Revue de débats](#)) ou via notre site web (www.revuepolitique.be).

Restez chez vous, mais n'oubliez pas d'y inviter votre esprit critique et votre sens collectif. ■

VAÏA DEMERTZIS, corédactrice en chef, et HENRI GOLDMAN, corédacteur en chef

FLANDRE

La résistible ascension de l'extrême droite

VUE PAR LA GAUCHE FLAMANDE



Au départ de ce dossier, la sidération qui s'est emparée de toute la Belgique après la percée électorale du Vlaams Belang, lors du dernier « Dimanche noir » du 26 mai 2019. Une percée que personne n'avait vraiment vu venir et qui a fait du VB la deuxième formation politique en nombre d'électeurs à l'échelle du pays.

La protestation fut d'autant plus aisée du côté francophone qu'aucune remise en question n'était exigée de nous. Contrairement à la Flandre, mais aussi à tous les grands pays limitrophes et à la plupart des États européens, Bruxelles et la Wallonie avaient complètement échappé à la poussée du populisme identitaire. Notre « antifascisme » était d'autant plus confortable qu'il ne fallait se confronter à aucune « bête immonde » nourrie dans notre propre sein.

Politique, comme revue engagée, se devait de réagir. En évitant un piège. Pour faire barrage à cette extrême droite renaissante, la pire des choses à faire, ç'aurait été que des francophones pétris de bonne conscience fassent la leçon aux Flamands. D'où le projet de ce dossier, conçu avec le webmedia néerlandophone *DeWereldMorgen.be*, où la

parole n'est donnée – à une exception près – qu'à des auteurs et autrices flamand·e·s pour nous aider à comprendre ce qui s'est vraiment passé ces dernières décennies.

Au départ, ce dossier devait s'appeler « La résistible ascension du Vlaams Belang ». En cours de route, le titre a changé. Nous ne sommes plus en 1991 quand tous les partis flamands de l'époque signaient l'engagement de ne jamais passer d'accord politique avec le VB. Ce fut le fameux « cordon sanitaire », efficace sur le plan politique, mais qui fut largement contourné sur le plan culturel. Depuis, en Flandre comme ailleurs en Europe, le fossé s'est comblé entre une extrême droite qui a réussi à se rendre fréquentable et une droite plus traditionnelle qui s'aligne sur son agenda. Il y a maintenant un *continuum* qui va des courants démocratiques du nationalisme flamand encore présents à la N-VA jusqu'au groupuscule fascisant Schild & Vrienden aux marges du VB, avec des personnalités comme Theo Francken en guise d'agents de liaison.

La deuxième chose que ce dossier nous aura apprise, c'est qu'il est inopérant de caractériser les formations de la droite



radicale de « non démocratiques ». Toutes ces formations – y compris donc le Vlaams Belang, le Rassemblement national, la Lega italienne... – jouent désormais le jeu de la démocratie électorale et évitent soigneusement de tomber sous le coup des législations antiracistes. Tous démocratiques, donc. Mais de quelle démocratie s'agit-il ?

Et c'est là qu'on se rend compte qu'une forme racoleuse de démocratie d'opinion, où les sondages et les micros-trottoirs remplacent la délibération collective, où le vide se fait entre le citoyen individuel et le monde politique, a fini par doper ceux qui prétendent exprimer tout haut ce que les gens pensent tout bas. Bref, la nouvelle droite « illibérale » est l'enfant naturel de la culture mercantile du néolibéralisme, et non son opposé. ■

Ce dossier est composé pour moitié d'articles originaux et de traductions inédites de textes rédigés entre 2000 et 2019.

Il a été coordonné par France Blanmailland, Jean-Paul Gailly, Henri Goldman et Lode Vanoost.

En ouverture, on trouve le seul texte d'un auteur francophone. Le politologue **Benjamin Biard** y décrit l'ascension progressive du Vlaams Belang. Ensuite, **Lode Vanoost**, du webmedia *DeWereldMorgen*, seul Flamand de l'équipe de pilotage de ce dossier, propose aux lecteurs francophones curieux quelques sites à visiter, auxquels nous avons emprunté plusieurs articles.

Premières ripostes

La réaction commença vraiment avec *Charta 91*. Une initiative portée par le monde culturel flamand au lendemain du premier « Dimanche noir » du 24 novembre 1991. Neuf ans plus tard, les trois porte-parole de Charta 91, **Paula Burghraeve**, **Eric Corijn** et **Paul Verbraeke**, tiraient lucidement le bilan de leur initiative. Un bilan qui résonne encore aujourd'hui et que commente, en 2020, **Eric Corijn**. Dans un long mais passionnant essai, **Jan Blommaert** décortique la manière dont « la démocratie » a déroulé le tapis rouge devant les énoncés de l'extrême droite, en avalisant sa manière de parler politique. Enfin, avec l'avocat **Luc Walley**, on revient sur le procès où, en 2004, le Vlaams Blok fut condamné pour racisme, ce qui déboucha sur sa transformation en Vlaams Belang.

Bien cerner l'adversaire

Ico Maly décortique l'idéologie de la Nouvelle Droite européenne, qui n'est pas la reproduction à l'identique du vieux fascisme. Se penchant sur le niveau local, **Lode Vanoost** montre que la N-VA peut présenter des visages différents. L'historien **Vincent Scheltiens** argumente sa thèse : il n'y a plus de rupture nette entre le VB et la N-VA, et ce phénomène se manifeste partout en Europe. Pour **Samira Azabar**, beaucoup d'idées jadis caractéristiques de l'extrême droite sont désormais banalisées. Enfin, trois mandataires politiques de gauche – **Geert Asman** (PTB), **Jan Bertels** (SP.A) et **Jeremie Vaneekhout** (Groen) – réagissent à la montée de l'extrême droite dans leur Région.

La bataille culturelle

Dominique Willaert témoigne de l'intimidation des normalisateurs culturels, désormais au pouvoir, à laquelle il est en butte. **Leonie de Jonge** raconte comment la Flandre a abordé la question du « cordon sanitaire médiatique » sans la moindre réflexion. **Robrecht Vanderbeeken** montre comment Jan Jambon, chef du gouvernement flamand et ministre de la Culture, envisage la bataille culturelle. Enfin, à partir d'un incident récent au festival Pukkelpop où les jeunes du VB se heurtèrent aux organisateurs, **Thomas Decreus** décrit comment une culture jeune, au départ porteuse d'idéaux progressistes, s'est petit à petit dépolitisée. ■

D'AUTRES VOIX EN FLANDRE

Lode Vanoost*

Voyage à travers des sites flamands alternatifs, à l'usage des francophones un peu bilingues et désireux de sortir des clichés.

Dans ce dossier de la revue *Politique*, le lecteur aura une vue synthétique des voix critiques progressistes flamandes qui font face à l'extrême droite en Flandre. Et encore : on n'a pas pu tout y mettre. En effet, bien que la situation soit préoccupante, il y a en Belgique néerlandophone une vaste et solide militance à gauche qui ne se laisse pas décourager par l'actuel tsunami politique d'extrême droite..

À côté de la militance individuelle, et de l'engagement de nombreuses associations de la société civile, on peut compter sur un grand nombre de médias progressistes et alternatifs qui sont pour la plupart inconnus des francophones. Eh oui : la Flandre médiatique ne se réduit pas à *De Standaard* ou à *De Morgen*, à la VRT ou à VTM.

On ne s'en étonnera pas : le web a joué un rôle important dans le développement de ces nouvelles initiatives progressistes. Visite guidée.

* Lode Vanoost a été député Agalev/Groen (1995-2003) dans la circonscription de Bruxelles-Halle-Vilvorde. Il est indépendant depuis 2004. Il est aujourd'hui membre de la rédaction de *DeWereldMorgen*.



Commençons par une des initiatives les plus récentes : **Lava** comprend un site web (lavamedia.be) et une revue qui donnent la parole à des auteurs belges ou étrangers qui « pensent en dehors des lignes », avec l'objectif ambitieux de devenir un espace de rencontre privilégié de la pensée de gauche. De tendance marxiste, c'est une initiative bilingue.

Uitpers (uitpers.be) fut le pionnier des médias web progressistes en Flandre. Il a été créé en 1999 en réaction à la banalisation des informations internationales dans les médias traditionnels. Depuis 20 ans, *Uitpers* continue à délivrer une vision progressiste (analyses, opinions, contextes) sur ce qui se passe dans le monde.



Apache (apache.be) pose depuis 2010 « les questions que les entreprises de presse commerciales évitent ». En recourant à un travail d'enquête journalistique approfondi, *Apache* met à nu ce que les grands médias préfèrent taire. C'est ce site web qui a dévoilé notamment le scandale de corruption où la direction de la N-VA d'Anvers a conclu des arrangements suspects avec le lobby de la promotion immobilière et de la construction.

Samenleving en Politiek (sampil.be) – « Société et politique » –, est un mensuel portant un regard critique sur les problèmes politiques et sociaux à partir de son engagement pour une démocratie sociale. Ce périodique existe depuis 1994 et livre des analyses approfondies, des interviews, des recensions d'ouvrages. S'y exprime une palette large d'auteurs, de chercheurs et de politiques belges ou étrangers. Le site web reprend les articles de la revue qui sont en consultation libre.



MO* (mo.be) est un projet médiatique sur « *les tendances mondiales et les réalités locales partout sur la planète* ». La mondialisation, la migration, le climat, les droits humains y font l'objet d'analyses, d'opinions, de reportages, d'interviews. Ainsi, **MO*** met à disposition des Flamands de l'information pertinente sur cet autre monde, le tiers-monde, qui, dans les grands médias, n'est traité que de façon stéréotypée et superficielle.

Du côté de l'édition, une seule maison d'édition progressiste en néerlandais (Pays-Bas inclus) a subsisté. Créée en 1975 comme maison d'édition bilingue sous le nom d'*Éducation Proletarienne/Proletarische Opvoeding*, **EPO**, et installée à Anvers, elle n'a conservé que l'édition en néerlandais. À côté d'auteurs flamands – dont certains ont écrit dans ce dossier de *Politique* –, **EPO** publie également des auteurs francophones belges et des auteurs internationaux comme Noam Chomsky et Howard Zinn. **EPO** est également l'actionnaire majoritaire de l'excellente librairie progressiste **De Groene Waterman** à Anvers, où des auteurs belges et étrangers sont régulièrement invités à présenter leurs ouvrages.

Le collectif de journalistes **DeWereldMorgen** (www.dewereldmorgen.be) a été créé en mars 2010 comme successeur du site disparu *Indymedia*. Ce site web se concentre sur l'actualité avec des articles et des vidéos. **DeWereldMorgen** veut être une réponse à la crise mondiale des médias. Ceux-ci sont mis en question : commerciaux, trop superficiels, trop portés sur l'esbroufe. À côté des cinq journalistes de la rédaction permanente, des centaines de journalistes citoyens y collaborent. C'est là que je travaille.

DeWereldMorgen aborde des thèmes qui ne sont pas repris par les médias ordinaires ou qui y font l'objet d'un traitement expéditif. Il n'apporte pas des images sensationnelles et vides de sens à propos des luttes sociales, mais bien une information qui aide à comprendre ces luttes pour pouvoir se former son propre jugement. Quel est l'objet de l'action ? Qu'est-ce qui l'a précédée ? Quelles sont les revendications avancées ? Quelles sont les conditions de travail actuelles ? Pendant combien de temps les travailleurs ont-ils négocié avant de passer à l'action ?

Grâce à son intérêt pour l'autre information, **DeWereldMorgen** aborde des sujets qui ne seront repris que bien plus tard par les grands médias. Ainsi, notre rédaction a sonné l'alerte à propos de Schild & Vrienden et de son leader, un an avant le reportage désormais bien connu de la télévision publique VRT.

DeWereldMorgen est largement ouvert à de nouvelles collaborations. Parmi elles, de nombreuses personnes ont pu se faire connaître et publier dans la presse *mainstream*.

DeWereldMorgen suit aussi de près l'actualité internationale et met à la disposition de ses lecteurs des articles publiés dans la presse alternative du monde anglo-saxon, francophone et hispanophone. En outre, beaucoup de Flamands vivant à l'étranger nous servent de correspondants en nous donnant accès à des informations négligées par les grandes agences de presse internationales.

Par ailleurs, de nombreuses ONG flamandes disposent de leur propre site web et de leurs propres publications. Elles nous parlent de culture, de migration, du monde bancaire, du tiers-monde, de la solidarité internationale et de bien d'autres sujets.

Mon souhait, avec cette introduction aux autres voix en Flandre, est d'encourager les lecteurs francophones à faire plus amplement connaissance avec la Flandre progressiste. Nous avons bien plus en commun que ce que nous pensons. Puisse ce dossier être un encouragement à plus de collaboration, à plus d'échange d'idées et au rassemblement de nos forces. ■

Traduction : Jean-Paul Gailly

Premières ripostes

Le « Dimanche noir » du 24 novembre 1991 fut comme un électrochoc.
Le 8 février 1992 à Anvers, au Théâtre de la Ville débordant de monde, toute la gauche flamande et le monde culturel se mobilisent à l'appel de *Charta 91* sous le mot d'ordre :
« *Charta 91 relève le gant* ».



À la tribune, de gauche à droite :
Paula Burghraeve, Tom Lannoye, Paul Goossens,
Hugo Claus, Eric Corijn, Nelly Maes, Jaap Kruithof,
Paula Dhondt et Paul Verbraeken.

Photo Amsab

L'EXTRÊME DROITE EST LE SYMPTÔME D'UNE SOCIÉTÉ

Paula Burghraeve, Eric Corijn et Paul Verbraeken

porte-paroles de *Charta 91*

Le 24 novembre 1991, le premier « Dimanche noir », qui vit la première percée électorale du Vlaams Blok, fut un véritable cataclysme pour toute la part progressiste de la société flamande. Trois figures de la génération 1968, Paula Burghraeve, Eric Corijn et Paul Verbraeken, prirent alors l'initiative de lancer un contre-feu. Ce fut *Charta 91*, qui fut



à la base d'une mobilisation extraordinaire du monde intellectuel et artistique. Le jour de son lancement, le Théâtre de la Ville à Anvers était rempli à ras bord. Les directions des centres culturels prirent l'initiative de faire placarder dans leurs bâtiments et dans toute la Flandre une affiche où l'on pouvait lire : «*Là où le racisme commence, la culture finit*». Le mouvement

fut largement soutenu, y compris financièrement, par des centrales syndicales. Ses pin's et ses t-shirt se vendirent comme des petits pains.

Charta 91, ce n'était pas seulement un mouvement contre l'extrême droite. Pour ses protagonistes, le Vlaams Blok était le symptôme d'une société et d'une certaine manière de faire de la politique. Le mouvement imposa le garde-fou du « cordon sanitaire », popularisa le constat de la « coupure entre la politique et le citoyen », appela à une « nouvelle culture politique ». Par la suite, ces derniers concepts furent habilement récupérés par le VLD de Verhofstadt, dans sa lente ascension vers le pouvoir qui se concrétisa en 1999.

Puis, au fil des années, la belle aventure de *Charta* s'étiola dans le ventre mou de la Flandre profonde, tandis que le Vlaams Blok, avant sa mutation en Vlaams Belang en 2004, mordait sur l'électorat populaire des autres partis. Ceux-ci se sentirent obligés, pour contenir l'hémorragie, d'épouser son style et certaines de ses thèses.

Le Blok gagna les élections de 1995. Puis celle de 1999. Et enfin, les communales d'octobre 2000. Rien de neuf sous le soleil. C'est à ce moment-là que Paul, Eric et Paula publient ce texte lucide et désespéré. Dans son numéro de décembre 2000, *Politique* en assure la traduction. Neuf ans après l'événement qui l'a fait naître, le mouvement qu'elle et ils ont initié est à bout de souffle. Le mal était trop profondément enraciné pour qu'on puisse en venir rapidement à bout. ■ HENRI GOLDMAN

Encore une victoire électorale du Vlaams Blok! Et difficile de camoufler le désarroi, voire le découragement chez tous ceux qui avaient espéré que, cette fois-ci, le vent tournerait. Nulle part, les mesures politiques n'ont pu faire reculer le Blok. Et la théorie d'un plafond sociologique qui aurait été atteint se trouve invalidée.

La réaction des autres partis politiques à ce succès électoral est étonnamment tiède. Les uns s'en tiennent à quelques slogans ou concepts nouveaux (tels le « degré d'aigreur » ou le « trou dans la haie »). D'autres se déclarent soulagés parce que le Blok n'a conquis la majorité absolue dans aucun conseil de district à Anvers ou parce qu'il a reculé de 0,1 % à Liedekerke et de 0,9 % à Vilvorde. D'autres encore, comme le VLD d'Anvers, en déduisent la nécessité d'un virage à droite plus marqué : politique de sécurité plus voyante, plus de répression, tolérance zéro, politique d'asile plus sévère. Ou souhaitent remettre en discussion le « cordon sanitaire », ou envisagent de supprimer l'obligation de vote. Tout cela, bien sûr, pour être « plus à l'écoute des gens ». Ces propositions, on les a déjà entendues en 1991, en 1994, 1995 et jusqu'à l'année dernière. Mais personne ne se risque vraiment à expliquer pourquoi le Vlaams Blok, dix ans après sa percée de 1991, se renforce à tous les coups.

Ce que nous devons pouvoir éclaircir, c'est pourquoi l'extrême droite continue à croître en Flandre, alors qu'elle reflue sur le terrain politique à Bruxelles et en Wallonie. L'analyse n'est pas simple. Bien sûr, l'ultra-droite reste présente partout en Europe, quoiqu'affaiblie ou divisée dans d'autres pays. Bien sûr, De Winter et consorts excellent dans l'art de la communication où ils font beaucoup mieux que leurs congénères francophones. Mais le Blok triomphe même là où il est en crise (comme à Malines), même là où il ne dispose pas de cadres. Il y a aussi l'avantage de la durée : plus l'électorat du Blok gonfle, plus son programme est repris par les autres et plus il peut compter sur la médiatisation, plus sa crédibilité augmente et plus il est facile de faire sauter le tabou du vote d'extrême droite. Ajoutons la kyrielle des motivations particulières des racistes, fascistes, conservateurs chrétiens,

**IL FAUT RECHERCHER
LES CONDITIONS
SOCIALES SPÉCIFIQUES
QUI FAVORISENT LE
DÉVELOPPEMENT DU BLOK
EN FLANDRE.**

séparatistes flammingants et laissés pour compte du bien-être qui s'expriment par le vote en faveur du

Blok. Des motivations qui n'ont jamais vraiment fait l'objet d'un examen scientifique sérieux.

Mais ce succès ne peut pas s'expliquer à partir de quelques phénomènes marginaux, ni par les caractéristiques particulières du parti, ni par les irritations que toute vie sociale complexe induit inévitablement (les déjections canines, les vols à la tire ou les embouteillages) et qui alimenteraient le vote protestataire. Il faut rechercher les conditions sociales spécifiques qui favorisent le développement du Blok en Flandre. Elles nous livreront la clé de son succès. Et, en même temps, de la faillite de ses opposants.

Notre thèse centrale n'a pas changé : le Vlaams Blok est le symptôme de la Flandre. Il n'est pas un « corps étranger » ou un « épiphénomène ». Il incarne une forme spécifiquement flamande de l'extrême droite, qui fait corps avec la manière dont la société flamande a pris forme. Sans un retour critique sur l'idéologie dominante en Flandre, la résistance à l'extrême droite conduira chaque fois aux mêmes déceptions.

« L'IDENTITÉ FLAMANDE »

L'histoire « flamande » se caractérise par une succession d'occupations étrangères et par une longue période de « colonisation interne » par une bourgeoisie francophone du cru. Cette situation s'est prolongée jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. En outre, jusqu'au début des années 1960 et à quelques exceptions près, la Flandre est restée une société agraire dominée par une culture catholique paternaliste. Elle constituait un terreau fertile pour l'antisocialisme, pour l'autoritarisme des années 1930, pour la collaboration pendant la Guerre et pour « l'État-CVP ».

L'industrialisation de l'après-guerre se distinguait par une combinaison de trois éléments : des investissements du capital étranger, des investissements du « capital belge » – incarné longtemps par une Société générale sans un seul administrateur flamand – et

une accumulation primitive de capital par une bourgeoisie flamande. Pour la première fois apparaissait une bourgeoisie avec un soubassement culturel flamand. Ce furent surtout les PME qui profitèrent de l'internationalisation de l'économie, de la concurrence internationale et d'une frénésie de reprises. La nouvelle industrialisation a récupéré à son profit la tradition anti-urbaine, le paternalisme des relations sociales et une éthique conservatrice du travail.

Cette mentalité servit de base au nationalisme officiel qui devait inspirer la réforme de l'État. Une « identité flamande » fut édifiée, où se manifestait sans retenue, en point d'orgue, l'aversion provinciale à l'égard des métropoles urbaines. Le refus de « Bruxelles » comme centre de pouvoir allait de pair avec le refus du cosmopolitisme, du multilinguisme, des « influences étrangères », de la culture urbaine. Sur cet arrière-fond, la société a connu une transformation rapide, avec une industrialisation du secteur agricole à travers laquelle la campagne et les villages se fondirent insensiblement en une seule grande banlieue, se transformant en petites villes somnolentes, même pas conscientes de la mutation qu'elles subissaient. Le localisme put s'appuyer sur le règne de bourgmestres qui peuplaient aussi les parlements et les gouvernements. Sans doute est-ce la raison pour laquelle le gouvernement flamand se fit longtemps remarquer par sa langue de bois d'hôtel de ville et par son absence de toute vision prospective.

Ce manque d'ouverture se camouflait derrière un nationalisme mercantile et culturel très spécifique, traduit dans une idéologie confuse aux relents revancharde (« ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux » et la plainte persistante sur les « flux flamands vers la Wallonie »). Il n'est pas étonnant que la société flamande, dans les enquêtes comparatives sur les valeurs, semble plus raciste, plus anxieuse, plus fermée à l'étranger, plus laborieuse. Une image où dominant, derrière toutes les belles paroles sur les valeurs et les normes, la morale du travail et l'âpreté au gain, et où l'anti-intellectualisme et le populisme donnent le ton.

Cette édification d'un nouvel « État-nation » est, sur deux points au moins, en porte-à-faux par rap-

port aux mutations en cours. En premier lieu, l'accélération du processus de mondialisation : l'intégration du marché mondial met à mal l'identité, quelle qu'elle soit. En second lieu, il y a le démantèlement

**LA SOCIÉTÉ FLAMANDE
[...] SEMBLE PLUS
RACISTE, PLUS
ANXIEUSE, PLUS FERMÉE
À L'ÉTRANGER, PLUS
LABORIEUSE.**

de l'État social, qui fondait l'intégration sociale sur la participation de tous aux fruits de la croissance et sur les services publics. Là-dessus se greffe, depuis la fin des années 1970, un discours néolibéral violemment indivi-

dueliste et de plus en plus dominant, attaquant de front l'État-providence et l'intervention des pouvoirs publics. Le Premier ministre actuel¹ a été pendant plus de quinze ans la figure de proue de ce courant. C'est ainsi que Verhofstadt a su convertir en standard éthique l'égoïsme de la nouvelle classe moyenne, qui s'est dotée d'une nouvelle culture hédoniste de consommation et d'une nouvelle morale de la compétition économique. Ainsi, l'exclusion sociale est ramenée à un problème d'adaptation. Et peut s'approfondir la privatisation de la vie en société.

La percée néolibérale a coïncidé avec le long ralentissement de la croissance économique. Sous une pression idéologique permanente et sous le poids d'une dette publique belge gigantesque, les gouvernements ont mené pendant près de vingt ans des politiques d'austérité. D'autres solutions pour réduire la dette et atteindre les normes (au demeurant étonnantes) de Maastricht furent, compte tenu des rapports de forces, considérées *a priori* comme impraticables. Par exemple, furent disqualifiées et ridiculisées les propositions d'établir un impôt sur les grosses fortunes, et ce avec la participation active de la plupart des journalistes. Modération salariale et économies budgétaires furent idéologiquement traduites par « la nécessité de préserver la capacité concurrentielle » et par « la pression de l'Europe »

1 Il s'agit à l'époque de Guy Verhofstadt (NDLR).

CHARTA

91

pour les présenter comme inéluctables. La politique menée aboutit, par-delà les Communautés, à l'érosion de l'État-providence.

Les différents accents et nuances du discours dominant se combinaient pour former une image minimisant la portée idéologique de la responsabilité politique des autorités et de la responsabilité individuelle des hommes politiques, tandis que chacun était appelé à assumer pleinement la responsabilité individuelle de ses propres conditions de vie. Ainsi, les autorités ont miné leur propre position et les hommes politiques ont accredité le fait qu'ils n'avaient guère de prise sur le cours des choses.

**CETTE CULTURE
REPORTE LE POIDS
DE TOUT CE QUI
NE VA PAS
SUR L'AUTRE, SUR
L'ÉTRANGER.**

De plus en plus de gens ont bien compris ce message. Aidés par les dysfonctionnements, aidés par les médias qui essaient de survivre dans un climat de concurrence inexorable, aidés par une police et par une justice qui n'arrivent pas à satisfaire les exigences d'une région métropolitaine moderne, beaucoup de gens finirent par être convaincus de vivre dans un monde de gangsters. Paradoxalement, on a à la fois le sentiment d'une insécurité accrue et celui de pouvoir enfreindre impunément la loi. Le plan de sécurité du ministre Verwilghen² se concentre sur la criminalité de rue mais laisse de côté la corruption, la fraude fiscale, le blanchiment d'argent, etc.

LA CROISSANCE DU VLAAMS BLOK

Voilà donc le contexte dans lequel le Vlaams Blok s'est développé. Une idéologie dominante qui revendique l'autonomie, fondée sur l'identité, dans un contexte de mondialisation, de dérégulation, de privatisation et de commercialisation croissantes.

Le thème sur lequel la percée du Blok s'est réali-

sée est celui des «étrangers». D'abord, il s'agissait des Marocains et des Turcs, puis vinrent les Noirs et les Européens de l'Est. Et, par extension, «étranger» fut aussi le Wallon qui dilapidait l'argent flamand, l'homosexuel-le avec son comportement contre nature, le «gauchiste» (Pour l'occasion, Agalev³ se trouve rangé à l'extrême gauche.) Dans un contexte urbain, le programme du Blok a pu être synthétisé en néerlandais par les quatre V: Vreemdelingen («étrangers»), Veiligheid («sécurité»), Vuiligheid («saleté») et Verloedering («délabrement»). En ajoutant pour l'usage général un cinquième V incontournable: Vlaanderen («Flandre») avec en sous-titre *Eigen Volk Eerst* («notre propre peuple d'abord»).

La grande force de cet argumentaire réside dans la figure du bouc émissaire. C'est une technique éprouvée pour assurer la cohésion d'un groupe, une technique à laquelle les responsables flamands de la réforme de l'État ont eu sans cesse recours et sur laquelle l'homme de la rue flamand s'est rué avidement, tout heureux qu'il ne puisse rien lui être reproché.

L'histoire culturelle «flamande», l'industrialisation tardive sous la pression internationale, l'offensive néolibérale, les économies, tous ces éléments se retrouvent dans une culture qui se soumet complètement aux lois de l'enrichissement rapide. Cette culture reporte le poids de tout ce qui ne va pas sur l'autre, sur l'étranger. Entretemps, on reste imperméable à l'autocritique et on garde le cap sur l'autosuffisance et le succès (commercial) rapide. Cette mentalité peut expliquer pourquoi le Vlaams Blok compte tellement de cadres qui sont à peine capables de trouver leurs mots. En fin de compte, beaucoup de BV (les *bekende Vlamingen*, ces «Flamands connus» que la plupart des partis avaient racolés pour leurs listes) vendus comme «près du peuple», et même des dirigeants de premier plan ne sont pas si différents.

Ici, les médias jouent un rôle de premier plan. Ce sont eux qui élèvent un récit, un style et une forme

2 Marc Verwilghen, ministre de la Justice dans le gouvernement Verhofstadt (NDLR).

3 *Anders gaan leven* («vivre autrement»), ancien nom du parti écologiste flamand Groen (NDLR).

d'intelligibilité au rang de norme et qui présentent celle-ci comme un plus petit commun multiple. Ce sont eux qui disent quel débat doit se mener, en écartant d'autorité ce qu'ils jugent ringard ou inintéressant. À ce propos, une comparaison avec les chaînes francophones serait édifiante. Sans doute sont-elles un rien plus «ringardes», mais, en Flandre, l'infantilisation a atteint des sommets. À quoi s'ajoutent les phénomènes de dégénérescence résultant d'une endogamie permanente : un cercle toujours plus limité de personnes doivent s'exprimer dans de plus en plus de domaines, avec de temps à autre, en prime, une caricature de débat auquel on convie la nouvelle nomenclature. Opèrent ici aussi des mécanismes d'inclusion et d'exclusion, de confusion des normes et d'affadissement idéologique, de l'affirmation du « nous » auquel « les autres » doivent s'adapter.

LA FLANDRE A UN GRAND PROBLÈME

La suffisance qui se dégage du monde politique et culturel depuis le premier «Dimanche noir» fait appel à la même technique : en décrivant le Vlaams Blok comme une maladie importée de l'extérieur, on le transforme en bouc émissaire et on se dispense soi-même de tout examen critique. La maladie, dit-on, doit être traitée avec des mesures, avec une «bonne gestion». On ne se demande pas si, éventuellement, le malade ne devrait pas commencer à vivre autrement. Voilà dix ans qu'on n'a rien fait d'autre que de s'adapter au symptôme. Les hommes politiques ont repris les accents du Vlaams Blok et n'ont pas cessé de dériver vers la droite. Les médias ont fait mousser le symptôme et l'ont banalisé.

Attendu que la honte « nous » interdit de reconnaître qu'ils puissent effectivement dire ce que « nous » pensons, du fond de notre « identité populaire profonde », que « nous » professons des valeurs conservatrices et égoïstes, nous leur faisons porter tout le poids de la faute. Et tant que le Blok existe, on ne se préoccupera ni du racisme des partis démocratiques, ni de l'inhumanité de la politique qu'ils mènent, ni des manifestations officielles de l'exclusion.

Car la Flandre officielle construit elle aussi un dis-

LA COMPLEXITÉ SOCIALE EST RÉDUITE AU NIVEAU D'UN SIMPLE FEUILLETON TÉLÉVISÉ.

cours sur «notre peuple». L'identité populaire se décline plutôt en une

version romantique du Volksgeist, de la mentalité, du droit du sang. L'identité est quelque chose qui « existe » en dehors des gens et qui s'impose collectivement à eux. La complexité sociale est réduite au niveau d'un simple feuilleton télévisé, et les feuilletons ne sont pas multiculturels mais flamands. C'est tellement simple que les autres n'ont qu'à s'adapter. S'adapter ou dégager ! D'une part, le bon sens flamand, de l'autre, la qualité de la différence, la curiosité du pluralisme, la solidarité avec l'autre. N'est-ce pas là aussi le point de départ d'une politique d'*inburgering* («citoyennisation») qui a fait faillite ? Chaque fois, la normalité flamande est présentée comme une donnée. (C'est là une grande différence avec la Belgique francophone, où prévaut plutôt une conception républicaine, à la française, de la nation, qui s'appuie sur les droits de citoyens qui partagent un même espace juridique et qui peut donc mieux s'accommoder de la différence.)

Cette conception romantique de l'identité populaire n'est pas seulement en porte-à-faux par rapport à la vie de tous les jours, au point de n'exister que dans une certaine littérature à l'eau de rose. Elle a besoin de s'inventer une histoire édifiante sur son propre passé. Il en est ainsi en Flandre, où l'on glisse généralement sur l'existence de courants autoritaires et sur la collaboration, qui constituent un volet nullement accessoire du mouvement flamand. Nous pouvons totalement souscrire à la conclusion de Mia Doornaert dans sa contribution au *Standaard* du 2-3 septembre 2000 : « Si chacun reprend un vocabulaire suggérant que la collaboration fut un accident de parcours, que la collaboration avec le régime nazi et les fautes de l'appareil judiciaire en Belgique doivent être mises sur le même pied, alors l'extrême droite n'a plus besoin de gagner les élections. Alors, elle a déjà gangrené les cœurs et les esprits ». Cela confirme une règle : tous les pays qui ont manipulé leur passé concernant la guerre ou qui l'ont enjolivé (France, Autriche) sont confrontés à la montée de l'extrême droite.

CONCLUSION PROVISOIRE

Nous essayons de faire sortir la discussion de l'ornière où elle s'est fourvoyée depuis déjà dix ans : les antidémocrates xénophobes face aux démocrates humanistes, les bons et les mauvais, eux et nous.

Nous pensons que le Vlaams Blok doit être analysé comme n'importe quel autre parti. Comme chaque parti, son électorat comporte des convaincus, des électeurs protestataires ou de hasard, des supporters de candidats individuels, etc. Mais comme chaque parti, le Vlaams Blok propose une synthèse (souvent implicite et non dépourvue de contradictions internes) entre un certain nombre d'idées présentes dans la population. Il faut prendre ces idées au sérieux : il s'agit d'un programme politique qui ambitionne d'être mis en pratique par l'exercice du pouvoir et qui est soutenu par une part importante de la population.

Le cordon sanitaire est jusqu'à présent le verrou qui tient le Blok à l'écart du pouvoir. C'est un engagement authentiquement démocratique, pris par les partis démocratiques, de ne jamais considérer l'extrême droite comme un partenaire politique. Ni plus ni moins⁴. Ceux qui utilisent le concept du cordon sanitaire à tort et à travers contribuent à la confusion et à détourner de la question centrale : est-on pour ou contre des coalitions avec ce parti ? Heureusement, la réponse est toujours unanimement négative à ce jour⁵.

4 Cet engagement ne dit donc rien de questions tactiques importantes comme : faut-il accepter de débattre en public avec le Blok ou non ? Faut-il même ne jamais le citer ou plutôt le dénoncer explicitement, au risque de faire sa publicité ? (NDA)

5 À l'heure actuelle (2020), le cordon sanitaire tient-il toujours ? Oui, mais il s'en est fallu d'un cheveu. De fait, la N-VA l'a déjà enterré. Aux dernières élections communales (octobre 2018), dans la petite ville de Ninove (près de 40 000 habitants) où une liste d'extrême droite avait raflé 40 % des voix, la N-VA avait décidé de faire l'appoint. Seule une dissidence locale l'en a empêché. Mais surtout, Bart De Wever, président de la N-VA, a négocié pendant des semaines avec le Vlaams Belang, devenu lors du scrutin de mai 2019 le deuxième parti de Flandre (18,5 % des votes flamands), la constitution d'une nouvelle majorité régionale. Il n'y a renoncé que faute d'un troisième partenaire numériquement indispensable (NDLR).

CEUX QUI UTILISENT LE CONCEPT DU CORDON SANITAIRE À TORT ET À TRAVERS CONTRIBUENT À LA CONFUSION.

Nous pensons que le succès du Blok peut aussi s'expliquer parce que son idéologie correspond parfaitement à plusieurs points fon-

damentaux de la politique flamande dans la réforme de l'État. «L'autonomie flamande» n'a jamais été un projet pour plus de démocratie et plus de solidarité. Il s'agissait de défendre les intérêts d'une bourgeoisie émergente qui souhaitait protéger ses intérêts via des institutions étatiques propres et un certain protectionnisme. Elle n'est pas adaptée à la réalité urbaine multiculturelle. Le nationalisme flamand tourne le dos au cosmopolitisme, qui est nécessaire au monde de demain.

La difficulté de faire place à la différence et au pluralisme explique la crise de l'État-CVP, explique pourquoi de nombreuses personnes de gauche cherchent à gérer sans trop d'autocritique (familiale) le passé de la guerre, explique la peur face au plurilinguisme et à la multiculturalité, explique pour beaucoup l'état du débat culturel. Peut-être faut-il oser affirmer que le renforcement de l'État-nation et la recherche d'un fondamentalisme culturel ou religieux ne peuvent constituer une réponse concluante aux conséquences négatives de la mondialisation. Cette mondialisation a au moins comme effet positif que nous devons apprendre à vivre avec le monde et que le mélange et le métissage des cultures sont (heureusement) inévitables. De là découle que les droits politiques et culturels doivent être universels et ne doivent être couplés qu'à un minimum de conditions !

Cette situation explique aussi l'échec de la politique d'intégration, qui s'apparente fort à une politique d'assimilation. Son point de départ, ce sont des considérations identitaires, et non la diversité et la différence, qui sont constitutives de la société. Il est urgent de reprendre la bataille pour les droits politiques de tous les habitants, sans condition culturelle préalable.

Nous pensons qu'il faut aussi parler du complexe politico-médiatico-économique qui maintient le

Vlaams Blok en état – fût-ce comme bouc émissaire, ce qui les arrange d'ailleurs. Et c'est là une invitation particulière aux partis progressistes, qu'ils soient occupés ou non à se rénover. Une invitation à voir

**SANS UNE
ANALYSE SÉRIEUSE ET
CRITIQUE DU DISCOURS
DOMINANT DANS NOTRE
SOCIÉTÉ, LE VENT NE
TOURNERA PAS.**

que le populisme de gauche participe à la conservation de ce complexe. Non que nous soyons contre des mesures sympathiques (surtout s'il s'agit de les mettre en pratique, et pas seulement d'en discuter). Mais il ne faut

pas en attendre qu'elles changent le regard des gens sur leur vie sociale et qu'elles diminuent leur peur et leur égoïsme. Une rénovation sérieuse doit s'appuyer sur une analyse sérieuse du monde tel qu'il est et qu'il devient et sur une épure sérieuse des mesures structurelles nécessaires pour appréhender les vrais problèmes.

Après dix ans d'une lutte infructueuse qui a découragé beaucoup de progressistes, parce que la « bonne politique » ne produisait pas les résultats annoncés, nous invitons toutes les personnes qui pensent correctement à une discussion de fond. Nous voulons mener cette discussion sans « boucs émissaires », mais sur la base d'un bilan honnête des fondements de cette politique : la construction d'une identité flamande, la commercialisation et le tout-au-marché, le lien entre les valeurs conservatrices et l'individualisme utilitaire, la combinaison des droits de l'Homme et des droits du consommateur. Nous espérons que les échecs pourront constituer aussi des « leçons » et que nous ne nous bercerons plus à nouveau de faux espoirs. Sans une analyse sérieuse et critique du discours dominant dans notre société, le vent ne tournera pas. En effet, le Vlaams Blok en est le symptôme. ■

Traduction : Henri Goldman et Serge Govaert

La crise s'exprime aux niveaux politique, socio-économique et culturel.

La politique est perçue comme un spectacle peu crédible, au service d'intérêts particuliers, et qui fonctionne selon des règles qui laissent la majorité de la population sur la touche. Impuissante, cette majorité est réduite au rôle de spectateur et voit triompher l'opacité, un mélange éhonté d'intérêts particuliers et d'inefficacité. Pour s'y opposer, il faut s'atteler à la construction d'une nouvelle culture politique crédible, basée sur la transparence, une meilleure justice et une meilleure qualité du fonctionnement politique. De nouveaux organes et de nouvelles institutions doivent favoriser l'autogestion, le contrôle et la participation directe du citoyen.

Au cours de ces quinze dernières années, la situation socio-économique a connu une profonde modification. La richesse du pays a été redistribuée au détriment des plus défavorisés et l'État providence a été remplacé par une société duale. Il n'est donc pas étonnant que, dans certains quartiers urbains, le chômage, une politique de logement inadéquate et l'exclusion sociale se traduisent par l'intolérance et la xénophobie. Dans les prétendus beaux quartiers, le malaise s'accroît également en raison de l'insécurité croissante quant aux perspectives professionnelles et du manque de reconnaissance. Des institutions telles que l'enseignement, les soins de santé, les activités socioculturelles et la recherche scientifique sont victimes de restrictions budgétaires et de marginalisation.

Le climat culturel se détériore rapidement, ce qui favorise un glissement idéologique vers la droite. La médiocrité de la culture de consommation n'engendre ni le renouveau ni la diversité. La progression de l'analphabétisme, le retard scolaire, la dépréciation de l'enseignement et la culture de jeux médiatiques ont ouvert des plaies profondes dans le tissu mental de la société.

.....

CHARTA

91

Il faut un renversement de ce climat politique, social et culturel. La situation ne changera pas toute seule. Quelles sont les priorités ? Est-ce l'unification économique et monétaire de l'Europe, qui se fait d'une manière non démocratique, ou la réponse aux besoins sociaux et culturels de la population ? Et s'il faut en arriver aux thérapies de choc, qu'elles touchent les groupes dont le seuil de la douleur n'a pas encore été dépassé.

Charta 91 veut contribuer à ce changement de cap. *Charta 91* n'est pas l'embryon d'un parti politique ni un substitut aux nombreux signes d'indignation qu'expriment manifestations et pétitions diverses. Elle se veut complémentaire.

Nous proposons une action en trois parties.

Premièrement : une discussion de fond en termes politiques clairs. L'organisation et le fonctionnement des structures locales, nationales et internationales deviennent de moins en moins démocratiques. Un renversement de la situation ne peut se faire qu'à partir d'une analyse politique sérieuse, non par des ripostes superficielles ou par quelque idéologie miracle.

Deuxièmement : cette nouvelle prise de conscience politique exige stratégie et persévérance. La nature des problèmes déterminera les modalités de la riposte. Tout cela suppose un travail en profondeur et à long terme.

Troisièmement : nous voulons promouvoir un mouvement indépendant de citoyens autonomes. Leur appartenance à des organisations ou à des mouvements n'empêche pas qu'ils puissent travailler ensemble sur la base d'un diagnostic commun du malaise social et qu'ils puissent aboutir ensemble à une meilleure intelligence des problèmes.

La situation est trop grave pour que l'on s'en remette aux structures de pouvoir qui sont un des éléments du problème. Des citoyens responsables peuvent contribuer à combattre cette dégradation, source d'intolérance, de xénophobie, d'exclusion sociale, d'angoisse et d'insécurité.

Charta 91 rassemble des personnes de milieux, d'intérêts, de professions et de cultures différentes, des citoyens aux rêves et aux espérances les plus divers qui veulent, dans le pluralisme, œuvrer pour la liberté, l'égalité et la solidarité.

Il faut inverser le courant ! ■

LE CORDON SANITAIRE EST UNE PASSOIRE

Jan Blommaert

En 2013, soit 8 ans après l'écriture de cet essai*, Jan Blommaert décide de le republier, estimant que, « à la lumière des discussions en cours sur la persistance du cordon sanitaire autour du *Vlaams Belang*, cet ancien texte pourrait être pertinent ». Il ajoutait : « J'ai répété à plusieurs reprises dans le passé que le cordon sanitaire était un tigre de papier. On a exclu le *Vlaams Blok* de la participation au pouvoir, mais, en même temps, on a ouvert largement les portes aux idées et aux points de vue de ce parti. »

Toute personne qui écrira un jour l'histoire politique de la Belgique des deux dernières décennies du XX^e siècle dira que le *Vlaams Blok*¹ en a été le facteur déterminant. C'est remarquable, car depuis sa fondation le parti n'a jamais participé aux structures de gouvernement à quelque niveau que ce soit. Il a exercé sa force et son influence au départ de l'opposition, et cette influence était de nature idéologique, articulée autour de la construction d'idées, d'images et de discours. Après 1991, le *Vlaams Blok* a été le parti qui a élaboré les thèmes, conçu l'architecture des débats à leur sujet et appris au peuple à en parler.

Si nous prenons le canevas historique depuis 1978 et le Pacte d'Egmont² jusqu'à l'an 2000, nous constatons que le consensus politique s'est considérablement modifié dans au moins trois domaines.

Jusqu'en 1978, la migration et la diversité socio-culturelle qui en résulte n'étaient pas des thèmes politiques importants, et certainement pas une question centrale. En 2000, l'immigration figurait en tête des thèmes électoraux sensibles pour presque tous les partis, qui la considéraient, avec la diversité, comme un problème (même s'il n'y a pas eu d'augmentation significative de la migration et que celle-ci s'est tarie après le pic des années 1970). En outre, le thème de l'immigration est fortement lié à un certain nombre d'autres thèmes, qui sont plus anciens mais qui ont évolué en conséquence : le thème de la sécurité, de la criminalité et de la répression ; celui de l'affaiblissement de la cohésion sociale, de la solidarité et de la qualité de vie, en particulier dans les zones urbaines ; celui du chômage et de l'État providence. Des politiques différentes et nouvelles ont émergé dans tous ces domaines sous la pression du thème de la migration.

Jan Blommaert est sociolinguiste et anthropologue (UGent), professeur à l'université de Tilburg (Pays-Bas) et directeur du Babylon Centrum pour l'étude de la superdiversité.

* Initialement publié dans *De Witte Raaf*, n° 114, 2005.

1 L'expression *Vlaams Blok* désignera dans ce texte à la fois et alternativement l'ancien *Vlaams Blok* (nom du parti jusqu'en 2004) et/ou l'actuel *Vlaams Belang* (NDLR).

2 Voir note 3, page 10 (NDLR).

En 1978, le programme nationaliste flamand se limitait au fédéralisme, et la Volksunie³ ainsi que certaines fractions du CVP⁴ en étaient les grands défenseurs. Dans les années 1970, le fédéralisme apparaissait comme une position radicale, et même des gens comme Wilfried Martens et Leo Tindemans étaient décrits dans certains milieux comme des extrémistes flamands. La Volksunie était largement considérée comme « noire » (c'est-à-dire héritière de la collaboration flamande de 1940-45). En 2000, on ne parle plus de fédéralisme, mais d'un confédéralisme beaucoup plus large, et même l'indépendance n'est plus un point de vue perçu comme extrémiste. Et pour ce qui est des « noirs », une partie importante des héritiers de la Volksunie (Spirit) est maintenant aux côtés des squatters de gauche, tandis qu'une autre partie (la N-VA, qui prône l'indépendance!) forme l'« aile modérée » du Parlement flamand. Le Vlaams Blok est aujourd'hui l'aile « radicale », qui prône non seulement l'indépendance, mais aussi une nation flamande ethnoculturellement homogène.

L'opposition gauche-droite est redevenue l'un des « cadres » pour parler de politique. Jusqu'aux années 1970, il existait un consensus social-démocrate sur l'organisation générale de l'État et de la société, partagé par tous les grands partis. Ce consensus (un consensus « fordiste », en jargon) était axé sur la productivité et y associait deux éléments : un maximum d'emplois (masculins) et un État providence puissant qui fonctionnait de manière inclusive. Ce consensus social-démocrate a fourni, dans le champ politique, un « centre » très étendu, les partis socialistes n'étant « de gauche » que pendant les congrès. La « gauche » était constituée par des groupuscules marxistes/communistes, et ceux-ci n'appartenaient

3 « Union populaire », parti nationaliste flamand fondé en 1954 et qui a imploré sous l'effet de conflits internes en 2001. Son appareil principal et la majorité de ses membres se sont retrouvés au sein de la *Nieuw-Vlaamse Alliantie* (« Nouvelle alliance flamande » ou N-VA), la fraction progressiste s'étant émietlée entre d'autres partis, dont le mini-parti Spirit, qui sera absorbé par le SPA (NDLR).

4 *Christelijke Volkspartij* (« Parti chrétien populaire »), ancien nom du CD&V (NDLR).

JUSQU'AUX ANNÉES 1970, IL EXISTAIT UN CONSENSUS SOCIAL-DÉMOCRATE SUR L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ÉTAT.

pas au spectre du socialisme respectable (le grand théoricien marxiste Ernest Mandel, par exemple, avait été exclu de ce qui était le Parti socialiste belge). Depuis la naissance du

Blok, cependant, nous voyons que (a) l'auto-qualification de « droite » n'évoque plus l'association avec le fascisme mais apparaît comme tout à fait respectable, et que (b) le spectre de la « gauche » s'est fort étendu au-delà du SPA : Spirit (l'aile gauche de l'ex-Volksunie) et même des parties du VLD⁵ sont identifiés comme étant « de gauche ». En d'autres termes, de plus en plus de partis se retrouvent dans la marge « gauche » de la politique. En outre, on parle désormais ouvertement d'un consensus « de droite » en Flandre. Ce déplacement vers la gauche signifie également que la légitimité démocratique de ces partis ou fractions est mise en question. Ce mouvement est intéressant parce qu'il se produit à un moment où le centre de l'échiquier politique (par exemple, le VLD de Verhofstadt) répète constamment que les « vieilles » oppositions de gauche et de droite perdent de leur importance, et que nous avons atteint une société post-idéologique. [...]

UNE VICTOIRE IDÉOLOGIQUE

Accorder au Vlaams Blok le crédit exclusif de ce glissement serait excessif. D'ailleurs, le Vlaams Blok est un phénomène cyclique, et nous voyons des partis similaires émerger dans toute l'Europe dans le courant des années 1980.

Dans notre propre pays, diverses formes de dynamiques étaient présentes dans tous ces domaines avant que le Blok n'apparaisse sur la scène. La Volksunie ainsi qu'une partie du CVP en étaient particulièrement responsables. À titre d'illustration,

5 *Vlaamse Liberaal-Democraten* (« Libéraux démocrates flamands », aujourd'hui Open-VLD). Au moment de la parution de cet article, le leader en était Guy Verhofstadt (NDLR).

c'est le secrétaire d'État Vic Anciaux (Volksunie) qui a produit le premier document politique qui, en 1978, décrivait les migrants comme un problème. Et c'est également la Volksunie qui a enterré la Belgique unitaire en 1978 avec le Pacte d'Egmont. Mais le Vlaams Blok a pris cette dynamique comme point de départ pour une stratégie plus radicale et a constamment joué le rôle de catalyseur. En défendant un agenda encore plus radical que celui des politiciens flamands de droite – jusqu'alors radicaux – il a poussé ces derniers dans la catégorie des « modérés », dont l'agenda était négociable. Et cet agenda a été fortement influencé

**LES « EXTRÉMISTES »
D'ANTAN SONT DEVENUS
DES « MODÉRÉS »,
MAIS ILS ONT
ÉTÉ NOURRIS DE
L'EXTRÉMISME DU BLOK.**

par l'existence d'une version plus radicale. En d'autres termes : les « extrémistes » d'antan sont devenus des « modérés », mais ils ont été nourris d'un nouvel extrémisme, celui du Blok.

Ce nouvel extrémisme a parfois dépassé leurs attentes les plus folles. La Volksunie est le seul parti qui ait jamais vu son programme d'origine dépassé dans la réalité. Et d'anciens membres du VLD comme Hugo Coveliers⁶ ont pu, grâce au Vlaams Blok, organiser une extrême droite au sein même des libéraux flamands et, de cette façon, mettre au centre de l'échiquier, dans le parti du Premier ministre⁷, des opinions anti-migrants et un ensemble de vues ouvertement répressives en matière d'ordre public. Nous voyons donc comment le Vlaams Blok souffle constamment des points de vue extrêmes à des personnes « modérées », contribuant à rendre ces positions également « modérées ». Il s'agit d'un changement de catégorie

6 Hugo Coveliers (1947-), homme politique libéral anversoï, quitta le VLD en 2007 pour lancer Vlott (*Vlaams, Liberaal, Onafhankelijk, Transparant en Tolerant*), éphémère satellite libéral du Vlaams Belang (NDLR).

7 Guy Verhofstadt (VLD), à la tête d'un gouvernement « arc-en-ciel » où les libéraux siégeaient avec les socialistes et les écologistes (NDLR).

basé sur des associations stéréotypées entre les partis et les positionnements idéologiques. Le Vlaams Blok est le stéréotype du parti d'extrême droite, ce que ne sont pas le VLD, le SP.A ou la N-VA ; par conséquent, une position empruntée au Blok n'est pas une position extrême si elle est présentée par un membre de ces autres partis. Il s'agit ici d'un modèle classique d'influence idéologique pour lequel Lénine et Gramsci auraient sans doute eu la plus grande admiration. Et c'est un processus qui a couvert l'ensemble de la politique belge, et pas seulement les Flamands, car il a redéfini les relations entre les partis flamands et francophones.

L'influence du Blok se fait sentir exactement là où ce parti le souhaite : dans la structure du « champ » politique au sens de Bourdieu, dans les schémas globaux d'acceptabilité et d'intelligibilité qui déterminent le « discours » au sens de Foucault. L'influence est donc largement invisible et implicite. Elle peut être située sur le plan des principes qui sous-tendent la représentation de la société. Et c'est une victoire idéologique écrasante qui a donné au Vlaams Blok l'hégémonie dans d'innombrables domaines, sans qu'il ait jamais à payer le prix de la responsabilité exécutive : une brillante stratégie politique.

Examinons maintenant de plus près certains aspects de ce processus d'influence. Soyons clairs : il ne s'agit pas de reprises concrètes, mot pour mot, mais de l'influence profonde de grands blocs de discours, des thèmes qui prennent forme d'une certaine manière, des arguments qui y apparaissent (et d'autres qui en sont exclus), des formes de dialogue qui émergent progressivement. Il n'est pas vrai que le Vlaams Blok a imposé son lexique et ses slogans aux autres partis. Jusqu'à présent, le Blok est le seul à utiliser son slogan *Eigen Volk Eerst* (« Notre propre peuple d'abord »). Mais cela n'a pas d'importance : nous verrons que l'influence profonde est beaucoup plus grande.

Je ne vais pas non plus me concentrer sur des questions évidentes telles que la réhabilitation du racisme et de la discrimination dans le discours du Vlaams Blok. Je me concentrerai sur les domaines où l'influence du parti n'est pas immédiatement reconnue.

LA DÉMOCRATIE ET L'ESSENCE DE LA POLITIQUE

Un premier point que je voudrais illustrer est la manière dont le Vlaams Blok a redéfini les concepts et les notions centrales qui ont progressivement dominé et orienté la politique, le modèle politique. En plus d'avoir modifié le consensus politique dans les trois domaines précédemment cités, le Vlaams Blok a apporté un autre changement très important : il a contribué à redéfinir le concept même de démocratie.

Dans la Belgique de l'après-guerre, la démocratie a toujours été une des grandes évidences. La fin de la Deuxième Guerre mondiale, suivie par des décennies de Guerre froide, a fait de notre « démocratie occidentale » une hypothèse tout à fait évidente et suffisamment contrastée avec, d'une part, le fascisme et, d'autre part, le communisme. La nature axiomatique de la démocratie était un ciment idéologique qui maintenait ensemble un centre politique très large (et assurait, par exemple, que le Parti socialiste belge pouvait s'opposer au socialisme « non démocratique » de l'autre côté).

Il n'y a pas eu non plus beaucoup de discussions sur la structure représentative de notre démocratie parlementaire concrète. Tous les partis étaient, plus ou moins, des partis de masse au large public. En outre, ces partis étaient liés à une structure auxiliaire large et multiforme – les « piliers » – qui garantissaient toutes sortes de services sociaux essentiels (soins médicaux, éducation, loisirs et mouvements de jeunesse), une presse écrite et souvent de grands intérêts financiers (mécénat, banques et assurances liées aux « piliers »). La Belgique est un exemple exceptionnel d'un État où la politique, la société civile et le capital sont étroitement liés dans une seule pyramide, ce qui confère une extraordinaire légitimité démocratique aux représentants élus. En effet, ils ont été élus par le mouvement, par le « pilier », et pas seulement par une clientèle indéterminée et sans nom.

**DÈS LE DÉBUT,
LE VLAAMS BLOK A ÉTÉ
UN PARTI QUI PRENAIT
GRAND SOIN DE SON
IMAGE ET DE SON
MARKETING.**

Le fait que cette démocratie représentative présentait de nombreuses lacunes – pensez au droit de vote des femmes – est connu, mais la nature fondamentale de la démocratie a rarement été remise en question. Les débats portaient sur « l'égalité des droits » ou, plus concrètement encore, sur le « droit de vote », mais pas sur les hautes valeurs ou la définition de la démocratie elle-même. Au cœur de la politique belge, ce n'était pas un sujet de discussion. Ce n'est devenu un sujet de discussion que depuis le début des années 1990, ouvrant l'un des principaux champs de bataille idéologiques de notre politique contemporaine. Une fois de plus, le Vlaams Blok a été le facteur déterminant dans ce domaine.

LE POUVOIR DES SLOGANS

Dès le début, le Vlaams Blok a été un parti qui prenait grand soin de son image et de son marketing, éléments déterminants de son succès. C'est sans doute, à l'heure actuelle, le seul parti flamand dont presque tout le monde connaît les grandes lignes du programme, ne serait-ce que par les slogans très bien pensés que le parti utilise depuis deux décennies. Ces slogans – *Eigen Volk Eerst*, « nous disons ce que vous pensez » et « Vlaams Blok : la voix du peuple » – sont devenus une marque exclusive. Aucun parti ne les reprend, mais ils ont eu une influence particulièrement profonde sur la politique.

Ils ont fait appel à l'image d'une majorité silencieuse à la Nixon⁸ – un épouvantail pour les grands partis. Dès ses premiers succès électoraux, lors des élections locales de 1988, le Blok a frappé dans le même sens : « nous sommes le seul parti véritablement démocratique qui transforme les opinions des gens en éléments de programme politique, sans les filtrer. » Le Blok était en dehors des « piliers », il n'y avait donc pas d'autres intérêts en jeu que les intérêts politiques « purs » : les membres du Blok ne pouvaient pas obtenir de postes lucratifs dans les organisations pilariées et les mandats politiques n'en dépendaient

8 Richard Nixon, ancien président des États-Unis (1968-1974), forcé à la démission après le scandale du Watergate, faisait souvent allusion à cette « majorité silencieuse » dont il se réclamait (NDLR).

donc pas. En bref, le Blok était un parti « aux mains propres », en relation directe avec son électorat. Il n'y avait rien entre le parti et le citoyen, et les politiciens du Blok « disent ce que vous pensez ». Le Blok a été le berceau d'un nouveau type de populisme qui prétend interpréter la voix des « gens ordinaires ».

Et qu'en pensaient ces gens ordinaires ? Nous voyons maintenant avec quelle habileté le Blok a traité les opinions. Outre une série de points clés qui n'ont guère été exprimés au niveau électoral – des points de vue réactionnaires sur les conditions de travail, des points de vue éthiques très conservateurs et l'objectif de l'indépendance flamande – le parti a fait un usage extraordinairement habile d'un racisme à peine dissimulé, converti en un discours utopique mais légitime, celui d'une Flandre libre, ethnoculturelle-



« Je dis très bien moi-même ce que je pense ». Sur cette affiche, *Charta 91* prend le contrepied du slogan du Vlaams Blok « Nous disons ce que vous pensez ».

**LE PARTI A FAIT
UN USAGE
EXTRAORDINAIRE
MENT HABILE D'UN
RACISME À PEINE
DISSIMULÉ.**

ment homogène, au sein d'une Europe blanche. Ce thème a été l'atout électoral absolu tout au long

de l'histoire du Vlaams Blok. Il a permis d'aborder à la fois des problèmes locaux microscopiques – tels des conflits de voisinage – et des phénomènes de mondialisation – comme l'afflux de demandeurs d'asile à la suite de conflits internationaux –, l'ensemble étant cadré dans une « Grande Histoire » politique. Encore une fois, cela aurait suscité l'admiration de Lénine ou Gramsci. Et tout cela s'est accompagné d'un cocktail stratégique de thèmes scandaleux (affaires de corruption, népotisme) et d'attaques contre l'inconsistance idéologique des autres partis, le tout soutenant l'image de « partis piliers » dans lesquels on préfère bien se servir, dans lesquels la voix de l'électeur n'a plus d'importance une fois qu'elle est émise, et qui laissent « les gens ordinaires » dans le froid avec leurs problèmes. Telle est l'image puissante que le Blok a donnée de lui-même : « nous, nous voulons vraiment résoudre vos problèmes. »

Il y avait de quoi se plaindre, bien sûr. Les années 1980 et 1990 ont été une période de malaise profond. Après l'explosion du chômage – d'environ 80 000 chômeurs en 1972 à un volume stable d'environ 600 000 en 1983 – le pays a été frappé par de très importants déficits publics qui ont nécessité des économies rigoureuses. La sécurité sociale est entrée dans une phase de démantèlement progressif sous les gouvernements de Wilfried Martens, entraînant immédiatement le délitement du consensus social-démocrate d'après-guerre sur l'État-providence. La démocratie a également quelque peu manqué, car Martens a gouverné à plusieurs reprises avec des pouvoirs spéciaux⁹ et, depuis lors, la ligne de démarcation entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif s'est estompée, puisque presque toutes les lois dans ce pays sont adoptées à l'initiative du gouvernement, et non du parlement. Le malaise social qui

9 Selon ce système, une loi habilite le gouvernement à gouverner par arrêtés sans en référer au Parlement, celui-ci étant amené à entériner les décisions *a posteriori* (NDLR).

en résultait a été accentué par un flot apparemment interminable de scandales et de problèmes : les attentats des Cellules communistes combattantes et des tueurs du Brabant, l'enlèvement de Paul Vanden Boeynants, l'assassinat d'André Cools, sans compter le scandale Agusta-Dassault, la mort des paras belges au Rwanda et, en point d'orgue, l'affaire Dutroux. Sur le plan économique, des secteurs industriels entiers sont entrés en récession (acier, charbon, textile, construction navale), de sorte que les travailleurs peu qualifiés (et donc également la majorité des migrants) peinaient à entrer sur le marché du travail. La faillite de la Sabena a été un triste moment de cette période. Sur le plan international, il y a eu la fin de la Guerre froide et le déclenchement de la [première] Guerre du Golfe – illustrations d'un « nouvel ordre mondial » en réalité très désordonné. On avait le sentiment, dans ce pays, que rien n'allait, que tout se passait mal. Le Vlaams Blok a trouvé là un terrain fertile, car les gouvernements successifs pouvaient être présentés comme incapables.

Pour résumer, le Vlaams Blok utilisait des slogans puissants, et tous ces slogans véhiculaient une même image : celle d'un parti menant une politique pure et désintéressée, un parti de démocratie directe de base, un parti qui représente vraiment le peuple et qui a fait des « préoccupations du peuple ordinaire » des priorités politiques.

L'ÉCART

Avec ces slogans, le Vlaams Blok touche au cœur de la politique : la légitimité démocratique. La question soulevée par ses slogans était celle du contenu et de la structure de la « vraie » démocratie, ce qui a entraîné au sein des autres partis un certain flottement quant à la manière de fonctionner. La spectaculaire victoire électorale du Blok aux élections du 24 novembre 1991 a été un moment charnière dans ce processus.

Bien sûr, le Blok a présenté cette victoire comme la preuve que le « peuple » avait des priorités politiques très différentes de celles des partis politiques tradi-

**TOUS CES SLOGANS
VÉHICULAIENT
UNE MÊME IMAGE : CELLE
D'UN PARTI MENANT
UNE POLITIQUE PURE ET
DÉSINTÉRESSÉE.**

tionnels. Et, bien sûr, ces priorités correspondaient à celles du Blok lui-même. Les autres partis ont

capitulé immédiatement, et ce moment de capitulation est encore étonnant presque vingt ans plus tard. Le soir des élections, ils ont admis qu'ils avaient perdu le contact avec la population, que celle-ci leur avait donné un « signal » et qu'ils devaient maintenant respecter ce signal et réfléchir – et voici l'arrivée d'un nouveau concept – au « fossé entre le citoyen et la politique ». En résumé, les partis traditionnels ont validé l'image du processus démocratique que le Blok avait répandue. Ils ont reconnu qu'ils étaient en effet « déconnectés » des « véritables aspirations du peuple » et que c'était là un problème démocratique fondamental. En outre, ils ont accepté l'idée que le Vlaams Blok, lui, comprenait ces plaintes populaires.

C'est à ce moment-là, le soir du 24 novembre 1991, que le Vlaams Blok a acquis l'hégémonie en ce qui concerne la



définition de la démocratie. C'est alors que la démocratie est devenue synonyme de *vox populi*, de relation directe et non filtrée entre le citoyen individuel et le monde politique. C'est aussi à partir de ce moment-là que la société civile (notamment celle qui était regroupée dans les « piliers ») a été considérée comme un acteur problématique dans une démocratie et qu'elle a progressivement perdu sa position privilégiée dans la société flamande. Les éditorialistes et les politologues ont fait passer l'idée que « le Vlaams Blok pose les bonnes questions, mais donne de mauvaises réponses ». Le rôle historique d'un *middenveld*¹⁰ regroupant les acteurs de terrain, souvent liés aux « piliers », qui soumettent les questions sociales au monde politique, a pris fin, et ce dernier doit maintenant chercher les questions (et les réponses) directement, sans intermédiaire, chez les « gens ordinaires ».

**DANS LA PRATIQUE,
LES QUESTIONS DES
« GENS ORDINAIRES »
ONT DONC ÉTÉ
POSÉES PAR LE
VLAAMS BLOK.**

Soit dit en passant, accepter les « questions » du Blok signifie naturellement accepter ses propres définitions des problèmes, et donc aussi accepter ses points de départ idéologiques. Dans la pratique, les questions des « gens ordinaires » ont donc été posées par le Vlaams Blok.

Le « Dimanche noir » de 1991 a mis en route un processus auquel, à

10 Littéralement « champ du milieu », soit l'ensemble des organisations intermédiaires de la société civile, souvent liées aux « piliers ». Voir H. Goldman, « Éloge du "middenveld" », *Politique* n° 110, décembre 2019 (NDLR).

l'exception d'Agalev¹¹ et du Vlaams Blok lui-même, tous les partis ont participé : le renouveau politique des années 1990. Les *Burgermanifesten*¹² de Guy Verhofstadt ont donné à ce processus une première et puissante impulsion. Dans ces brochures, Verhofstadt esquisse une nouvelle vision politique de la démocratie, dans laquelle « le citoyen » est au centre. Les corps intermédiaires sont décrits comme des institutions condescendantes qui falsifient le processus démocratique, parce que la « vraie » politique est quelque chose qui a lieu dans une relation directe entre le citoyen et son représentant. La démocratie est entièrement modelée sur une image (hautement idéalisée) du marché libre. Il y a une offre (des partis) au consommateur (le citoyen). Cette offre doit correspondre aux besoins et aux préférences de ce consommateur, sans quoi le fournisseur se retrouvera avec sa marchandise sur les bras à la fin du marché, c'est-à-dire au moment des élections.

Les résultats des élections deviennent ainsi non seulement un baromètre de la conjoncture politique, mais surtout un indicateur du contenu démocratique des partis – dans la mesure où leur programme correspond aux « véritables aspirations du citoyen ». C'est ainsi qu'il est possible de combler le « fossé » : tant que le politique adaptera suffisamment ses actions aux aspirations de ses clients, le déficit démocratique de l'ancienne politique centriste sera résolu et le pays sera gouverné par des partis qui représentent « la voix du peuple ». Lorsqu'il a pris ses fonctions de Premier ministre en 1999, Verhofstadt a immédiatement fait passer ce message : le succès de son gouvernement se mesurerait aux résultats du Vlaams Blok aux prochaines élections. Les élections sont donc devenues de plus en plus importantes, non seulement en termes de rapports de forces réels, mais aussi, symboliquement, en tant qu'indicateurs de la qualité démocratique des partis. Plus on récolte de votes, plus c'est démocratique : avec cette logique simple, Verhofstadt s'est mis au niveau du Blok.

11 *Anders gaan leven* (« Vivre autrement »), ancien nom du parti écologiste Groen (NDLR).

12 « Manifestes citoyens » (NDLR).

LA CONCEPTION DE LA DÉMOCRATIE

Par la métaphore du marché libre, Verhofstadt a poussé la *vox populi* au cœur du champ politique. C'est elle qui définit la vraie démocratie et qui donne l'impulsion au grand mouvement de renouveau des années 1990. On n'a pas remarqué alors que c'était un slogan du Vlaams Blok qui était ainsi propulsé au cœur du nouveau discours dominant, ni que c'est précisément pour cette raison que tout le mouvement de renouveau s'est déroulé selon les règles du jeu que le Vlaams Blok avait établies. Après tout, les résultats des élections ont toujours reflété la qualité démocratique des partis, et comme le Blok a obtenu des scores plus élevés à chaque élection, il est resté le maître du jeu. Ainsi, il a pu soutenir à maintes reprises que son score montrait incontestablement qu'il était le parti « le plus démocratique » (ou même le « seul parti démocratique ») et cet argument a été validé par tous les partis.

Verhofstadt n'est pas resté longtemps seul avec ses idées. Tous les partis se sont lancés dans la recherche de « plus de démocratie » au sens donné par le Blok, et cette « redémocratisation » de la société est devenue le leitmotiv pendant une décennie. Les socialistes ont été les premiers à viser le renouveau, avec l'initiative *Het Sienjaal*¹³ (1996), qui a remis en question les frontières des partis et des « piliers », a pris la Flandre (et non plus la Belgique) comme espace logique pour l'action politique et a essayé de combler le « fossé » par toutes sortes de formes de participation démocratique de base. En 1998 et pour la première fois depuis 1974, les socialistes ont tenu un congrès de renouveau idéologique (dans le prolongement du *Sienjaal*). Après le scandale Augusta-Dassault du milieu des années 1990, ils ont également opéré un grand nettoyage dans le personnel politique. Tous les partis ont renouvelé en profondeur leur personnel à cette époque. Dans les années 1990, ils étaient tous à la recherche de « candidats du renouveau », recrutés soit dans d'autres partis (ce qui mettait l'ac-

cent sur la porosité des frontières des partis et des « piliers »), soit, mieux encore, dans le monde des *Be-kende Vlamingen* (« Flamands connus », BV en abrégé)...

Chanteurs, acteurs, journalistes, professeurs, sportifs se sont retrouvés sur les listes électorales, puis dans les conseils communaux ou les parlements. Cette vague de recrutement a servi à des fins de *marketing*

LE FAIT DE NE PAS AVOIR D'EXPÉRIENCE POLITIQUE [...] EST DEVENU UN LABEL DE QUALITÉ POUR LES CANDIDATS DU RENOUVEAU.

(ces candidats ont évidemment reçu beaucoup d'attention de la part des médias), mais a également exprimé le besoin de desserrer davantage les liens avec les « piliers ». Les BV n'avaient pas d'antécédents dans le parti ou le mouvement, ils n'étaient pas huilés par l'appareil du parti, ils étaient « purs » et non contaminés, c'étaient des gens qui se lançaient en politique par conviction et pour « faire quelque chose pour le peuple » – un autre emprunt aux recettes du Vlaams Blok, adopté comme marque de fabrique de la nouvelle politique.

Ne pas avoir d'expérience politique mais être simplement membre de la société est devenu un label de qualité pour ces candidats du renouveau. Il est dommage qu'une grande partie de l'expérience et de l'expertise politiques soit restée inutilisée et ait été trop souvent remplacée par du dilettantisme, de l'incompétence ou du populisme plat. Si on ajoute à cela la tendance, exprimée surtout lors des récentes élections, à conclure des cartels et des alliances, il est clair que la structure classique des partis – une organisation politique avec des racines organiques profondes dans la société civile – n'est plus considérée comme la base du travail politique. Celui-ci se déroule de plus en plus en fonction des élections, qui prennent de l'importance. Et, pour les rendre le plus démocratiques possible, on construit des monuments de pragmatisme, fruits d'alliances *ad hoc* sans fondement idéologique et peuplés de candidats qui, dans bien des cas, n'ont aucun talent politique et dont la vie politique sera brève.

13 Empruntant son nom à un recueil du poète Paul Van Ostaijen, l'initiative *Het Sienjaal* était animée par le socialiste Norbert De Batselier, futur président du Parlement flamand, et l'universitaire de la Volksunie Maurits Coppieters (NDLR).

Le renouveau politique des années 1990, réaction à la percée du Blok, a, dans les faits, adopté l'image de la démocratie produite par ce parti. Par conséquent, cela a conduit à ce que presque tous les partis se limitent maintenant au *marketing* politique en fonction des élections. La tradition idéologique a été foulée aux pieds par presque tous, remplacée par une recherche fébrile et permanente de ce que le peuple pense, ressent et veut à ce moment précis. Le cadre organisationnel de la politique n'est plus le long terme idéologique, mais l'actualité médiatisable. Les sondages d'opinion et le *marketing* ont donc pris la place des services d'études et des organismes de formation, et les gens issus de cet environnement professionnel – pensez à Noël Slangen et Patrick Janssens¹⁴ – sont les équivalents contemporains de Jef Houthuys et Fons Verplaetse¹⁵. Le besoin d'une politique « plus démocratique » a conduit à une dépolitisation de la démocratie et à sa marchandisation. Et jusqu'à nouvel ordre, le Vlaams Blok est seigneur et maître dans ce sport.

STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET USAGE DES MÉDIAS

C'est curieux, car tout au long de ce processus, le Vlaams Blok a toujours été qualifié « d'antidémocratique » et les autres partis étaient automatiquement présentés comme « démocratiques ». Ainsi, les politiciens, les médias et les analystes ont constamment fait la distinction entre les « partis d'opposition démocratiques » et le Vlaams Blok. Le cordon sanitaire qui a été mis en place après le « Dimanche noir » impliquait qu'aucune coalition ou alliance ne serait conclue avec le Blok « antidémocratique ». Au passage, on retrouve ici la dynamique déjà évoquée

14 Noël Slangen fut le gourou de la communication de Guy Verhofstadt. Venant du monde de la publicité et du *marketing*, Patrick Janssens fut propulsé d'un coup en 1999 à la présidence du Parti socialiste flamand, où il n'avait jamais été actif. Il devint ensuite bourgmestre d'Anvers (2003-2012) (NDLR).

15 Figures de proue historiques de la démocratie chrétienne flamande. Le premier fut longtemps le président de la CSC, le second fut gouverneur de la Banque nationale (NDLR).

LE VLAAMS BLOK POUVAIT TOUJOURS SE LIMITER À DES SLOGANS ET NE DEVAIT JAMAIS LIVRER DES EXPLICATIONS COMPLEXES.

plus haut : en définissant *a priori* tous les partis comme « démocratiques », à l'exception du Blok, les positions extrémistes de ces partis sont devenues mo-

dérées. Cela nous amène à la deuxième grande influence du Vlaams Blok : il a redessiné l'espace public et le débat public.

Des slogans tels que « nous disons ce que vous pensez » et « la voix du peuple » pourraient également être compris dans leur sens littéral : comment parler en tant que peuple... Mais, dès le début, le Vlaams Blok a construit une rupture stylistique dans l'utilisation du langage politique et deux facteurs ont joué en sa faveur : d'une part, une série de révolutions dans les médias de masse et, d'autre part, sa place dans l'opposition.

Le Blok a toujours agi contre la majorité et pouvait donc se permettre un style agressif et pas du tout policé. De plus, n'ayant jamais eu à se perdre dans la technicité de la politique ni à faire preuve de diplomatie ou d'aptitude au compromis, il était toujours dans la position la plus facile : l'offensive. Les critiques à son encontre pouvaient facilement être contrées en se référant aux bévues, scandales ou contradictions des partis traditionnels, voire à leur stratégie de boycott ou de diffamation « antidémocratique » envers le Blok. Le phénomène est bien connu : le Vlaams Blok pouvait toujours se limiter à des slogans et ne devait jamais livrer des explications complexes. Et ces slogans ont articulé l'utopie politique du Blok : une Flandre ethniquement homogène au sein d'une Europe blanche. Les utopies sont de puissantes armes rhétoriques dans l'opposition.

La percée du Vlaams Blok a coïncidé avec une série de changements fondamentaux dans le paysage médiatique. Une description complète de cette situation dépasse la portée de ce texte, mais elle peut être résumée : dans les années 1990, on a assisté à une révolution complète dans le monde de la communication de masse, en Belgique comme ailleurs. L'essor d'Internet et du GSM, bien sûr, mais aussi l'es-

sor de la télévision commerciale et, par conséquent, la marchandisation des médias de masse publics. On constate aussi que les journaux et les magazines font tous partie de l'industrie médiatique, passant du contrôle politique au contrôle commercial. Dans les années 1990, tous les médias ont commencé à penser en fonction du marché : c'est l'explosion d'un certain type de programmes mettant notamment en scène des *Bekende Vlamingen*.

Cette évolution a eu une influence réelle sur le discours politique. Alors qu'au début de la décennie, ce discours différait encore nettement des genres du divertissement ou du marketing, on constate que, dans les années 1990, il s'en distingue de moins en moins. La politique devient un divertissement (*The Last Show*, *Villa Politica*¹⁶) et, vice versa, les personnages de divertissement deviennent des politiciens. Un bon exemple est l'évolution des « communications gouvernementales ». Au début de ce processus, ce genre était encore facilement reconnaissable, et il s'agissait du monologue d'un ministre, sans fioritures ni interruptions. À la fin de la décennie, ces annonces apparaissent sous forme de clips publicitaires intitulés « messages d'intérêt public ». Le politicien ne peut plus se reconnaître comme tel, son message est maintenant pleinement développé et produit par des publicitaires professionnels.

Le cœur de cette évolution – dans laquelle la politique, le *marketing* et le divertissement ne font plus qu'un – est un changement dans le discours politique. Le travail discursif s'accélère. Les interviews sont de plus en plus courtes (les formations aux médias en 1999 avaient pour objectif de « tout dire en 30 secondes » ; en 2003, ce temps avait déjà été réduit à 16 secondes), de même que la durée de traitement des sujets d'actualité et de débat. Durant cette période, les médias voient complètement évoluer leur propre image : les journalistes politiques deviennent des célébrités. Dans les *talk shows* politiques, la vedette n'est pas la personne interviewée, mais bien l'intervieweur, et les politiciens aspirent à se produire avec certains intervieweurs ou à apparaître dans cer-

16 Il s'agit d'un *talk show* et d'un magazine politique de la télévision publique VRT (NDLR).

tains programmes. Les entretiens avec Bracke (et Crabbé), de Aguirre, Polspoel et Desmet ou Uytterhoeven¹⁷ deviennent les conversations politiques les plus prestigieuses. De plus en plus, les person-

**LES NOUVELLES
VEDETTES
JOURNALISTIQUES ONT
EXPLICITEMENT VÉHICULÉ
L'IMAGE D'UNE POLITIQUE
ENNUYEUSE.**

nalités politiques se concentrent sur les médias pour assurer leur contact avec le citoyen tandis que la population se représente la politique à travers le regard des mêmes médias. Les carrières politiques sont faites ou squat-

tées par les journalistes, et les résultats des élections sont influencés dans une large mesure par la façon dont les principaux journalistes présentent les différents partis¹⁸.

Les nouvelles vedettes journalistiques ont explicitement véhiculé l'image d'une politique ennuyeuse, qu'elles contribueraient à rendre compréhensible et « sexy » afin de la rapprocher du « peuple ». Concrètement, cela signifiait que les personnalités politiques devaient produire des messages courts, rédigés dans un « langage compréhensible » (c'est-à-dire sans mots réputés « difficiles ») et s'inscrire dans des formats médiatiques privilégiés, comme le débat en face à face avec un « adversaire » ou l'autobiographie commentée. Contrairement à ce que beaucoup pensent (y compris les stars des médias), il ne s'agit pas seulement d'emballage : le contenu est également influencé, car tous les thèmes ou arguments ne peuvent être intégrés dans ce type d'émissions. Certains thèmes politiques passent bien, d'autres non.

Ces transformations ont une composante idéolo-

17 Siegfried Bracke (aujourd'hui personnalité de la N-VA), Ben Crabbé, Phara de Aguirre, Guy Polspoel, Pieterjan Desmet et Mark Uytterhoeven étaient (et sont encore pour certains) des journalistes ou animateurs vedettes de la télévision flamande (NDLR).

18 Par exemple, la catastrophe électorale d'Agalev en 2003 est intervenue après une longue campagne de reportages extrêmement négatifs dans presque tous les médias.

gique, propagée par les journalistes : maintenant que le joug des partis et des « piliers » a été abandonné, nos médias sont « libres, objectifs et indépendants » (en oubliant que le joug du commerce a remplacé celui des « piliers »...). Ainsi, ils peuvent désormais devenir véritablement démocratiques, c'est-à-dire, pour reprendre la vision du Blok, exprimer véritablement la voix des « gens ordinaires » et en être les porte-parole. Poussés par cette idéologie d'indépendance, les médias ont effectivement pris le contrôle de la société civile dans les années 1990. Ils prétendent aujourd'hui être les gardiens de la liberté d'expression et interpréter la vision de « l'homme de la rue », ce qui se traduit par des formules toutes faites : le micro-trottoir, les débats en présence du public...

Encore une fois, il y a une corrélation entre cette évolution médiatique et la phase de percée du Vlaams Blok. Dans les années 1990, le Blok a obtenu exactement les médias dont il avait besoin. Ses mandataires utilisent un style qui correspond exactement aux nouveaux formats médiatiques : des interventions courtes, puissantes et antagonistes, rythmées par des slogans, d'une logique simple que le temps du paysage médiatique actuel ne permet jamais d'analyser. Le Vlaams Blok est devenu le maître incontesté de la communication de masse. Ses slogans et ses personages clés sont connus de tous, sa propagande électorale passe aisément les tests de qualité les plus stricts et les apparitions médiatiques de ses mandataires donnent sans exception l'image souhaitée. Il domine la communication politique.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET « POLITIQUEMENT CORRECT »

Il profite en outre pleinement des nouvelles possibilités. L'idée d'objectivité qui domine les nouveaux médias est impitoyablement exploitée dans un mouvement complètement paradoxal. À partir de 1991, le Blok se plaint avec insistance d'être marginalisé par les médias. Paradoxe : c'est dans les médias que ses têtes connues font entendre cette pro-

**À PARTIR DE 1991,
LE BLOK SE PLAINT
AVEC INSISTANCE
D'ÊTRE MARGINALISÉ
PAR LES MÉDIAS.
PARADOXE...**

testation. Mais l'effet est clair : en permanence, les médias afficheront une grande hésitation dans leur relation avec le Blok.

Après tout, puisque les journalistes revendiquent le rôle de gardiens de la liberté d'expression, et puisque le Blok prétend interpréter la voix des « gens ordinaires », réduire son temps de parole reviendrait à trahir la mission sociale des médias. Ainsi, le Blok bénéficie d'une grande attention médiatique, des leaders tels que Dewinter et Annemans¹⁹ prennent progressivement place parmi les politiciens médiatiques les plus expérimentés de leur génération, et le Blok recrute des journalistes pour des mandats visibles, comme Tastenhoye ou Verstrepen²⁰.

19 Filip Dewinter, député depuis 1988, fut président du VB. Gerolf Annemans est actuellement député européen VB et président du groupe Identité et démocratie au Parlement européen (NDLR).

20 Guido Tastenhoye (1959-2007) a été député VB après avoir été journaliste à la *Gazet van Antwerpen*. Jurgen Verstrepen, ancien journaliste-animateur de télévision, blogueur célèbre pour ses excès de langage, est passé du VB à la Liste Dedecker (NDLR).



La voix du Blok est donc forte dans les médias, alors qu'elle prétend ne pas être entendue. On lui permet de s'exprimer. Déclarations, propositions et arguments en avalanche donnent ainsi l'imprimatur démocratique au style et au discours du Blok. Puisque le Vlaams Blok fait soi-disant résonner la «voix du peuple» et que c'est le parti le plus proche des «gens ordinaires», il est devenu hégémonique, non seulement dans le contenu, mais aussi dans la forme du discours politique.

À partir de ce moment, «avoir une opinion», qu'il fallait bien sûr faire circuler «librement», est devenu synonyme d'avoir une opinion radicale, une opinion apparemment brute et sans nuances, exprimée par quelqu'un qui «dit les choses telles qu'elles sont», etc. Le langage émotionnel, courroucé et exprimé de manière forte est progressivement perçu comme plus précis, correct, honnête et authentique que le langage maîtrisé, calme, concret et complexe. Les envolées lyriques qui manifestent ce genre d'authenticité, notamment pendant l'affaire Dutroux en 1996, sont reprises avec empressement comme des événements politiques importants, des moments où le discours politique prend un nouvel élan. À cette époque, le discours politique fut même dominé par un «homme ordinaire» avec toute son émotion : Paul Marchal²¹. Dès lors, l'inclusion de ces discours «populaires» dans les forums publics est considérée comme le cœur de la liberté d'expression («tout le monde devrait pouvoir s'exprimer», «j'ai aussi mes propres idées»). En d'autres termes, une démocratie devient un forum où peut s'exprimer le discours populaire en tant que «voix du peuple».

SINCÉRITÉ, AUTHENTICITÉ...

Le cœur du populisme contemporain se situe dans cette métamorphose du discours politique. Sous la bannière de la liberté d'expression, on produit des analyses à la va-comme-je-te-pousse, des mensonges, des plaisanteries grossières et des énormités. Tant qu'elles apparaîtront comme «normales», elles seront sincères, authentiques, socialement cor-

rectes. Ceux qui osent questionner la valeur de ce discours populaire sont traités de «politiquement corrects». Cette dichotomie absurde, basée sur un nouveau régime discursif fonctionnant sur la base de stéréotypes, est souvent propagée avec les meilleures intentions par les politiciens, les spécialistes du *marketing* et les responsables des médias. Mais elle est en réalité une aubaine pour le Blok, pour qui ce régime discursif est le discours naturel.

Ce parler-vrai, avec ses connotations de vérité et d'authenticité, est mis en contraste avec un stéréotype opposé : les intellectuels «politiquement corrects» qui ont des tabous et semblent avoir ainsi perdu tout contact avec «l'homme de la rue». Il faut, pour être un démocrate, parler comme l'homme ordinaire. Un discours intellectuel, une analyse ap-

DANS LES ANNÉES 1990, L'INTELLECTUEL ET SES DISCOURS ONT ÉTÉ REMISÉS DANS LE PLACARD DE LA NOUVELLE POLITIQUE POPULISTE.

profondie, une série de nuances, une réflexion critique, appartiennent à un autre genre, qualifié d'élitiste et donc d'antidémocratique. De plus, il ne peut être authentique, ni sincère, ni correct en tant que diagnostic

ou analyse de la réalité. Dans les années 1990, l'intellectuel et ses discours ont été remisés dans le placard de la nouvelle politique populiste.

Une fois de plus, le Vlaams Blok tire fermement l'attelage, et le thème de l'immigration est le domaine par excellence où se joue la contradiction entre le socialement correct qu'il prétend interpréter («c'est la réalité») et le politiquement correct des intellectuels. Selon le Blok, c'est à cause des intellectuels bien-pensants que «le problème des migrants est pourri depuis des années». Pourquoi? Les intellectuels bien intentionnés ne vivent tout simplement pas dans les quartiers habités par les migrants, et c'est facile pour eux de parler positivement de la «multiculture». Après tout, ils ne sont, eux, «pas dérangés par les migrants». Les «gens ordinaires», quant à eux, connaissent les vrais problèmes de l'immigration : une démographie galopante, une criminalité en

21 Le père d'An Marchal, une des victimes de Marc Dutroux (NDLR).

hausse, de la fraude sociale, la dégradation des quartiers. Les personnes bien intentionnées ont considéré tous ces problèmes comme tabou pendant des

années, avec pour résultat que la situation est devenue incontrôlable, que les natifs sont maintenant menacés et qu'en outre, les élites bien intentionnées ne les écoutent pas. Seul le Vlaams Blok les écoute et lui, il parle de ce que les bien-pensants occultent comme des tabous.

Ce motif – à savoir qu'il existe avec les immigrés un «vrai» problème, qui diffère de sa version officielle et que le Vlaams Blok soulève avec vigueur – s'est rapidement et largement répandu. Alimentée par une gestion des médias qui, comme nous l'avons vu, accorde une valeur croissante aux voix de la rue (de préférence brutes, indiscriminées, radicales, émotionnelles), l'image de deux mondes opposés apparaît ainsi : le premier est une réalité fictive, le second est la réalité vraie. Le premier est peuplé de politiciens, de faiseurs d'opinion, d'artistes et d'intellectuels bien-pensants, le second de «gens ordinaires». Le Blok ramène donc la classe sociale, même si c'est de façon cynique et implicite, dans le discours politique. Il y a une réalité prolétarienne et elle n'est pas filtrée, elle est vraie. Il y a aussi une réalité de l'élite, et elle est déformée par une conscience modelée par le politiquement correct. Ceux qui défendent cette vision ne sont pas de vrais démocrates, parce qu'ils refusent de reconnaître la vraie réalité, celle du peuple. Là encore, Lénine ou Gramsci auraient dit «chapeau»! ...

Le «politiquement correct» est bien sûr «de gauche» dans le monde du Blok, qui parvient ici aussi à élargir la notion de «gauche» en politique. Quiconque ne reconnaît pas la réalité telle que la présente le Vlaams Blok est de gauche. La gauche est ainsi devenue synonyme de pensée élitiste, idéologique (c'est-à-dire irréaliste), émanant de gens qui vivent bien. Dans la foulée, la «gauche» finit par représenter tous ceux qui ne partagent pas la vision du monde du Vlaams Blok, y compris certaines par-

**SEUL LE VLAAMS BLOK
LES ÉCOUTE ET LUI,
IL PARLE DE CE QUE
LES BIEN-PENSANTS
OCCULTENT COMME DES
TABOUS.**

ties du CD&V, de l'Open-VLD et de l'ancienne Volksunie. Le lien entre «la gauche» et «le peuple» a été coupé : la gauche devient synonyme de trahison des gens ordinaires, voire un concept négatif, ce qui était l'apanage de «la droite» jusqu'à présent.

Dans le sillage de ce renversement, le «politiquement correct» change également de signification. Le «politiquement correct» fait historiquement partie des mouvements d'émancipation et a servi un noble objectif : éviter la discrimination et la violence verbale à l'encontre des groupes les plus faibles. La loi antiraciste de 1981²² est une forme de «politiquement correct» officiel. Mais le Vlaams Blok a réussi à donner au concept un tout autre sens. Dès qu'une chose est identifiée comme «politiquement correcte», elle occulte désormais une réalité cachée, un tabou. Et cette dissimulation de la réalité est une attaque directe contre la démocratie, car ces réalités vraies doivent pouvoir être exprimées librement. En moins de vingt ans, le «politiquement correct» est passé d'un concept émancipateur à un instrument antidémocratique, d'une avancée à un fléau, d'un moyen de protéger les faibles à un moyen de les opprimer. «Politiquement correct» est devenu un vilain mot.

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE PARLER

C'est une grande victoire pour l'extrême droite. En vingt ans, le Vlaams Blok a bouleversé l'ensemble du mode de prise de parole en public dans notre société. Les discours qui étaient considérés comme prestigieux et importants – discours intellectuels, «savants», rationnels, analytiques – ont perdu beaucoup de leur valeur. Et les autres occupent désormais une place centrale dans la hiérarchie discursive du prestige. Cela a un effet sur les personnalités politiques : il ne suffit pas d'avoir un haut niveau d'expertise dans une certaine matière, il faut surtout être capable de communiquer avec le peuple si on veut éviter de faire naître des doutes sur son degré de compétence démocratique. Des hommes politiques tels que Jean-

22 Loi contre le racisme et les discriminations votée sur l'initiative du ministre socialiste de la Justice Philippe Moureaux (NDLR).

Marie De Decker²³ ou Vincent Van Quickenborne²⁴ n'ont pu se faire connaître que grâce à ce nouveau mode d'expression populaire : on peut dire impunément que des questions complexes ne peuvent pas être politiquement pertinentes ; l'incompétence peut être présentée comme charmante (ou pire encore : comme le but même de la politique) ; la qualité peut être principalement mesurée à l'aune de la capacité à planifier des interventions médiatiques et à mettre en avant une personnalité unidimensionnelle.

Ainsi, le Vlaams Blok n'a pas seulement pris « le peuple » à la gauche, il lui a aussi retiré ses armes les plus puissantes : l'analyse et la critique. Les histoires complexes et nuancées, qu'on présente comme si elles sortaient d'une tour d'ivoire sont en compétition avec des anecdotes racontées avec verve. En effet, même si une analyse critique approfondie offre une image précise et vérifiable de la réalité, on continue à penser que la réalité à laquelle il faut s'attaquer est « ce qui empêche le citoyen de dormir » : le sentiment d'insécurité, les nuisances, le fondamentalisme musulman, les réfugiés qui sont prioritaires dans les services sociaux...

Quiconque observe la montée du Vlaams Blok à travers les lunettes de l'évolution du discours ne peut qu'être pessimiste. La parfaite synergie entre le style d'opposition du Blok et les nouveaux médias, populaires et commercialisés, a profondément modifié les balises du discours politique. Le Vlaams Blok maîtrise non seulement un certain nombre de thèmes centraux de la politique contemporaine – la définition de la « démocratie », par exemple – mais aussi la complexité des genres et des styles avec lesquels on peut parler de la société. Il a redessiné le champ politique et introduit de nouvelles règles pour la légitimité des discours politiques.

23 Ancien entraîneur de judo né en 1952, exclu du VLD après y avoir soutenu les positions d'Hugo Coveliers, il a fondé un mini-parti de droite radicale puis s'est rapproché de la N-VA pour être élu au Parlement européen (NDLR).

24 Né en 1973, cet ancien sénateur Open-VLD a été vice-Premier ministre du gouvernement Di Rupo (2010-2014) et est actuellement bourgmestre de Courtrai (NDLR).

Tant ses opposants politiques que les médias ont suivi ce mouvement, de telle sorte que c'est désormais le Vlaams Blok qui détermine les règles du jeu des débats politiques contemporains. Dans une très

**C'EST LE VLAAMS
BLOK QUI DÉTERMINE
LES RÈGLES DU JEU
DES DÉBATS
POLITIQUES
CONTEMPORAINS.**

large mesure, il détermine la définition des thèmes, les relations entre eux – par exemple, entre la migration et la criminalité –, le positionnement de ces thèmes dans l'actualité, le registre des arguments sur ces thèmes, les

adversaires dans les débats (le Blok choisit contre qui il fait la guerre ou avec qui il flirte)... Paradoxalement, le Blok a été le moteur du renouveau politique des années 1990 : le renouveau était dirigé contre lui, mais a en même temps repris ses axiomes. Par conséquent, ce parti a constamment gardé l'initiative en étant catapulté jusqu'au centre de la vie politique.

De ce point de vue, il n'y a jamais eu de cordon sanitaire dans ce pays. Cette clôture autour du Blok consistait en un seul petit fil d'alarme à basse tension : le refus de former des coalitions. Cependant, un animal de la taille du Blok le franchit sans problème. Depuis la percée du Blok en 1991, presque tous les partis et les grands médias ont adopté le registre discursif imposé par le Blok. Idées, contenus, éléments de perception, arguments, priorités, vocabulaire – tous ces éléments ont été adoptés sans lutte par la gauche, la droite et le centre. Je peux imaginer que certains au Blok sont assez satisfaits d'un tel cordon sanitaire. Lénine et Gramsci auraient admiré... ■

Traduction : France Blanmailland

UNE STRATÉGIE JURIDIQUE

entretien avec Luc Walleyn

En 2004, trois ASBL du Vlaams Blok ont été condamnées par la cour d'appel de Gand pour appartenance à un groupe raciste. C'était le résultat d'un combat spécifique qui visait à s'appuyer sur l'arsenal juridique existant pour attaquer le racisme de l'extrême droite. À l'issue de ce procès, le Blok se fit hara-kiri... pour renaître immédiatement sous la forme du Vlaams Belang.

Luc Walleyn était alors l'avocat du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, qui fut, avec la Ligue flamande des droits de l'Homme, à la base de ce procès. Il revient sur cet épisode.

Donc, vous prépariez déjà la plainte en 2001...

Beaucoup plus tôt ! En 1981, quand la loi antiraciste¹ a été votée, le Vlaams Blok existait déjà depuis trois ans, au départ comme cartel électoral de deux petites formations nationalistes² issues d'une scission de la Volksunie (VU), accusée d'avoir voulu brader les intérêts flamands avec le Pacte d'Egmont³, et qui vont ensuite fusionner. C'est en grande partie pour contrer l'activisme anti-immigrés de ce parti que cette loi fut votée.

Le Blok n'est pas tombé du ciel. Il est le dernier avatar d'un courant d'extrême droite ancien au sein du nationalisme flamand et l'héritier de la collaboration politique durant l'occupation. D'ailleurs, jusqu'aux années 1970, ce courant avait comme revendication centrale l'amnistie pour les anciens collaborateurs. La renaissance de cette extrême droite après la Seconde Guerre mondiale s'est d'abord exprimée par des groupuscules comme *Were Di*⁴, le VMO⁵ et

1 Appelée couramment la « loi Moureaux ».

2 Le *Vlaams Nationale Partij* (« Parti national flamand ») de Karel Dillen et le *Vlaamse Volkspartij* (« Parti populaire flamand ») de Lode Claes.

3 Voir note 3, page 10.

4 *Verbond van Nederlandse Werkgemeenschappen* (« Ligue des communautés de travail néerlandaises »), organisation nationaliste flamande qui prônait l'union des peuples thiois (néerlandais et flamand), fondée en 1963 et dissoute en 2007. Karel Dillen en fut le président de 1965 à 1975.

5 *Vlaamse Militanten Orde* (« Ordre des militants flamands »), groupe d'action paramilitaire nationaliste flamand né en 1949 et dissous en 1970 après plusieurs procès pour violence armée (il fut notamment impliqué dans le meurtre du militant FDF Jacques Georgin). Il se reconstitua en 1971 et devint le service d'ordre officieux du Vlaams Blok avant d'être condamné comme milice privée par la cour d'appel de Gand en 1983.

Luc Walleyn est avocat au barreau de Bruxelles

*Voorpost*⁶, tout en s'infiltrant dans des associations plus larges de la société civile flamande, comme le *Vlaamse Volksbeweging*⁷, et dans la Volksunie. Avec la création d'un nouveau parti d'extrême droite, il prendra son envol.

Dans les années 1960, la Belgique avait recruté des dizaines de milliers de travailleurs immigrés et favorisé la venue de leurs familles. La crise économique des années 1970 a mis ce mouvement migratoire sous pression et les immigrés, notamment ceux venant de pays « musulmans » comme le Maroc et la Turquie, sont devenus la cible privilégiée de l'extrême droite. Dès sa création, le Vlaams Blok a publié des *Grondbeginselen* (« principes de base »). On y est pour l'indépendance de la Flandre, la famille et les valeurs traditionnelles, l'apartheid en Afrique du Sud, et contre le communisme, le capitalisme, les syndicats, l'État-providence et l'avortement. Une revendication centrale : « *Nous exigeons que, dans un délai raisonnable, la grande majorité des travailleurs immigrés non européens soient renvoyés dans leur pays d'origine.* » Ce qui ressort de ces *Grondbeginselen*, c'est une idéologie proche du fascisme historique. L'État doit devenir un instrument au service du peuple, considéré comme une unité organique à base ethnoculturelle, enraciné dans l'histoire, et pas comme un ensemble de citoyens. Le parti prône le « solidarisme⁸ » et rejette la démocratie parlementaire.

Pour atteindre l'objectif d'un retour à une Flandre mono-ethnique, le Vlaams Blok propose une discrimination systématique des immigrés et incite à la

6 « Avant-poste », groupe nationaliste flamand revendiquant l'union de la Flandre, des Pays-Bas et de l'Afrique du Sud dans une « Grande Néerlande » sous la couronne de la maison d'Orange-Nassau. Proche du Vlaams Blok, il est considéré comme la continuation du VMO depuis 1983.

7 « Mouvement populaire flamand », organisation culturelle née en 1991, en principe non-politique mais ayant de bonnes relations avec tous les partis flamands. Elle milite pour l'indépendance de la Flandre.

8 Idéologie inspirée du fascisme italien : à la lutte des classes soit se substituer la solidarité entre les classes et une organisation corporatiste de la société.

LE VLAAMS BLOK PROPOSE UNE DISCRIMINATION SYSTÉMATIQUE DES IMMIGRÉS ET INCITE À LA HAINE.

haine pour faire passer ce programme. À partir de 1981, des organisations de la société civile ont donc déposé des plaintes

au pénal contre des tracts et autres publications racistes, sur la base de la loi antiracisme. Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (ci-après « le Centre »), dont j'étais un des conseils, a fait la même chose dès sa création en 1993. Cela n'a quasi jamais marché, pour deux raisons. D'une part, parce que la Constitution rendait la cour d'assises seule compétente pour juger des délits de presse⁹, soit une procédure tellement lourde et coûteuse que cela revenait à laisser ces infractions impunies. D'autre part, parce que les publications attaquables étaient systématiquement couvertes par l'immunité parlementaire des députés VB. Le moindre petit tract dans un trou perdu avait toujours un parlementaire comme éditeur responsable.

Du côté francophone aussi ?

À la demande du parquet¹⁰, l'immunité parlementaire fut levée pour les élus de l'extrême droite francophone Daniel Féret et Marguerite Bastien¹¹, mais le parquet n'a jamais osé le demander pour les députés du Vlaams Blok, qui avait cessé d'être marginal dans le paysage politique flamand. En 1999, la Constitution a été modifiée et une exception a été introduite pour les écrits racistes ou négationnistes, dont les auteurs pouvaient désormais être jugés par un tribunal correctionnel. La même année, mais sans lien avec cette problématique, une loi a été votée pour permettre de poursuivre pénalement des personnes morales. J'ai alors proposé à Johan Leeman, directeur du Centre, d'introduire une procédure

9 Tout écrit relève du délit de presse. Un article de presse, bien sûr, mais aussi un tract ou un calicot.

10 Le ministère public, dont la fonction est de défendre les intérêts de la société.

11 Élus d'un éphémère Front national belge francophone, divisé en deux fractions.

contre les ASBL à travers lesquelles transitait le financement public du Vlaams Blok (remboursement des dépenses électorales, subsides pour l'organisme de formation et la structure responsable des émissions auxquelles le parti avait droit dans les médias publics...). La loi antiraciste permet en effet de condamner des personnes du simple fait d'appartenir à un groupe qui, de façon régulière et systématique, incite à la haine et à la discrimination. En faisant condamner les ASBL pour appartenance au parti, on espérait obtenir un jugement qui qualifie définitivement celui-ci de raciste, ce qui, dans un deuxième temps, pouvait le priver de financement public.

Et c'est donc cela qu'il fallait démontrer...

Exactement. Or il est plus difficile de prouver le caractère raciste d'un groupe que l'acte d'un individu. La loi exige que le groupe incriminé prône la discrimination ou la ségrégation d'une façon systématique et répétée. Pour monter un dossier, le Centre a rassemblé tout ce qui avait été publié comme propagande depuis l'entrée en vigueur de loi de 1999, et même avant, puisqu'on a pris en compte le fameux programme des 70 points (rédigé en 1992, revu en 1996), qui résumait toujours le programme du Blok pour « résoudre le problème de l'immigration ». Nous avons alors lancé ce qu'on appelle une citation directe, par laquelle une victime, et non le parquet, fait citer par huissier un suspect devant le tribunal. Contrairement à une plainte avec ou sans constitution de partie civile, une citation implique tout un travail d'investigation préalable, vu que c'est à la partie civile d'apporter les preuves du délit. Le parquet se trouve alors dans une position neutre et peut soutenir la citation ou s'y opposer. Devant le tribunal correctionnel de Bruxelles, le parquet nous a soutenus, mais le tribunal s'est déclaré incompetent, avec l'argument que les délits poursuivis étaient de nature politique et donc de la compétence de la cour d'assises. La cour d'appel

de Bruxelles a confirmé ce jugement, mais la Cour de cassation nous a suivis et a renvoyé l'affaire devant une autre cour d'appel, celle de Gand. Celle-ci a partagé nos conclusions pratiquement sur toute la ligne.

Cela a-t-il à voir avec la réputation de la ville de Gand, qui est de façon constante très hostile à l'extrême droite ?

Les juges de Bruxelles n'étaient pas favorables à l'extrême droite non plus mais, à l'époque, pratiquement personne ne soutenait ce procès, que ce soit dans l'opinion publique ou dans les milieux politiques. Karel De Gucht (VLD) était une des rares exceptions. Beaucoup disaient que le combat devait être politique et non juridique. Certains craignaient que des poursuites judiciaires

**IL EST PLUS
DIFFICILE DE PROUVER
LE CARACTÈRE RACISTE
D'UN GROUPE
QUE L'ACTE D'UN
INDIVIDU.**

contre le Blok ne le renforcent en lui donnant une tribune et en le plaçant en position de victime. D'autres pouvaient craindre que les juges ne contrôlent, ce faisant, le discours politique. Ces arguments étaient d'ailleurs valables et, aux premières élections qui suivirent sa condamnation, le Blok est devenu le premier parti flamand.

Même à Gand, ce n'était pas plus gagné d'avance qu'à Bruxelles. Notre crainte n'était pas qu'un tribunal dise que les propositions du Blok n'étaient pas discriminatoires, mais qu'on l'acquitte sur la base de la liberté d'expression. C'est d'ailleurs ce que les avocats du Blok ont toujours plaidé. Faire cet équilibre n'est pas évident pour des juges. Quand Daniel Féret, du Front national, a contesté sa condamnation devant la Cour des droits de l'Homme de Strasbourg, il n'a été débouté que par une majorité d'une seule voix. Sur le fond, on avait des arguments solides parce que les appels à la haine et à la discrimination étaient évidents. La pièce principale de notre dossier, les fameux « 70 points », était constituée de trois parties très différentes. Certaines de ces propositions

étaient plutôt « neutres » – comme la création d’un secrétariat d’État à l’immigration – ou concernaient des choses qui existaient déjà, mais la cour a retenu quand même 20 points qui incitaient à la haine et à la discrimination. Ces points s’articulaient autour d’un projet politique en faveur d’une société mono-ethnique. Des mesures discriminatoires devaient pousser les « étrangers » à partir. Pas certains étrangers, mais tous, en ce compris les « étrangers » devenus belges, auxquels on devait retirer la nationalité. Le but était que tous les gens d’origine étrangère quittent le pays, volontairement ou contraints et forcés. On commencerait avec les délinquants, puis on passerait aux chômeurs, et les autres feraient l’objet d’une « décision individuelle ». On envisageait en effet une exception pour celui qui s’assimilerait complètement, notamment en renonçant à sa religion. L’exemple typique était le petit Coréen adopté. Par contre, un musulman qui resterait fidèle à sa religion ne deviendrait jamais un vrai Flamand. Le seul point où la cour ne nous a pas suivis, c’est celui de la ségrégation. Le Blok prônait un véritable développement séparé : des écoles pour immigrés avec un enseignement dans les langues d’origine, et une sécurité sociale séparée, le tout pour faciliter le retour au pays. La cour a estimé que l’appel à la ségrégation n’était cependant pas suffisamment établi.

LA DIRECTION ACTUELLE SEMBLE AVOIR OPTÉ POUR UNE LIGNE POPULISTE PLUTÔT QUE POUR UN RACISME BRUTAL.

C’était donc une victoire ?

Oui, puisque le Blok a été condamné pour racisme. C’était une condamnation de principe, avec une indemnité symbolique de 5000 euros pour le Centre. Mais l’essentiel, c’est qu’il était désormais punissable de faire partie du Vlaams Blok, que ce soit individuellement ou collectivement. Le Blok s’est immédiatement dissous quand la condamnation a été confirmée en cassation et, dans la foulée, ses dirigeants ont fondé le Vlaams Belang.

Dans la communication, les dirigeants déclaraient que le nouveau parti était dans la continuité de l’ancien, mais formellement on repartait de zéro, en abandonnant les « casseroles » qui avaient fait couler le Blok. Le Belang renonçait donc officiellement aux *Grondbeginselen* et à son programme en 70 points. Le parti a aussi modéré son discours, et une nouvelle procédure devant le Conseil d’État pour le priver de financement public a échoué.

Finalement, du Blok au Belang, rien n’a changé...

Dans un premier temps, la direction est restée la même, mais la condamnation a eu des effets en interne. Déjà auparavant, il y avait deux courants au sein du Blok. Un qui était dans le droit fil du vieux nationalisme collaborationniste, avec Filip Dewinter comme figure de proue, qui n’a jamais rompu clairement avec le fascisme, et un autre autour du président de l’époque, Frank Van Hecke, et de Marie-Rose Morel, qui rêvaient d’un parti populiste plus moderne, moins idéologue, plus opportuniste aussi. Ces deux personnalités finiront par quitter le parti, mais leurs héritiers vont finalement triompher.

Donc, le procès n’a pas arrêté la progression du Blok/Belang. Il l’a seulement un peu retardé...

Oui et non. Dans un premier temps, il y a eu une réaction de solidarité de toute la mouvance nationaliste avec le Blok/Belang, même de personnes qui n’étaient pas tout à fait d’accord avec lui. Mais ce fut temporaire. L’opération de mutation du Blok en Belang n’a pas réussi. En ne se démarquant pas du Vlaams Blok, le nouveau parti a hérité aussi du cordon sanitaire, renforcé par la condamnation. Malgré son poids électoral, la perspective d’une participation au pouvoir, même au niveau local, s’est éloignée, et une bonne partie de son électorat s’est tournée vers la N-VA.

Maintenant, il y a encore des dérapages, notamment de Filip Dewinter et consorts, qui cherchent systématiquement à tester les limites. Mais la direction actuelle semble avoir opté pour une ligne populiste plutôt que pour un racisme brutal.

Dans les nouveaux principes de base, qu'on peut consulter aujourd'hui sur son site, le parti se dit de droite et nationaliste, mais désireux de respecter la

Convention européenne des droits de l'Homme et de défendre l'État de droit et la démocratie. Le rapatriement de toute la population d'origine étrangère est remplacé par l'affirmation que des immigrés doivent respecter la loi et s'adapter à notre culture et aux valeurs européennes, comme la séparation entre l'Église et l'État, la démocratie, la liberté d'expression et l'égalité entre les hommes et les femmes, même si une « politique de retour » devrait être développée pour ceux qui ignorent ou combattent ces principes¹². Le Belang s'est même ouvert aux thématiques sociales, ce qui a été à la base de son succès électoral récent. C'est la même évolution qu'on a vue en France, avec le Rassemblement national qui se retrouve sur les ronds-points des « gilets jaunes » avec la France insoumise...

Et si c'était à refaire ?

Je le referais, bien sûr. Il faut garder à l'esprit que ce n'était pas une stratégie contre le Blok seul, mais contre le racisme dans le discours politique. Et là, l'approche juridique a eu du succès. Ce que des partis politiques pouvaient dire et faire, et qui pouvait apparaître comme *mainstream* à l'époque de Nols¹³, est devenu marginal. Et c'est grâce à ce procès que le cordon sanitaire a tenu si longtemps.

Aujourd'hui, le Belang semble polarisé comme à l'époque, entre le jeune président Tom Van Grieken – qui se donne des airs de rénovateur – et un Dries Van Langenhove, encore plus jeune, mais qui est dans la ligne

**LE BELANG S'EST
MÊME OUVERT AUX
THÉMATIQUES SOCIALES,
CE QUI A ÉTÉ À LA
BASE DE SON SUCCÈS
ÉLECTORAL RÉCENT.**

de Dewinter. C'est la même pièce qui se rejoue ?

Pas tout à fait. Tant que la ligne proposée par Van Grieken remporte des succès et ouvre à nouveau une perspective de participation au pouvoir, le courant Dewinter-Van Langenhove restera minoritaire, et on ne verra donc probablement pas si vite réapparaître le discours des années 1990. Le « recentrage » du Belang fait que des sociologues qui ont analysé les programmes des différents partis ont constaté qu'il est aujourd'hui dépassé par la N-VA même sur sa droite, aussi bien dans les questions sociales que sociétales. Mais le racisme n'est pas mort au sein de ce parti, et le risque qu'il redevienne dominant n'est pas imaginaire. ■

Propos recueillis par Henri Goldman



12 Voir sur www.vlaamsbelang.org/beginselverklaring.

13 Roger Nols, bourgmestre FDF de Schaerbeek – la commune où se trouve le cabinet de Luc Walley – de 1970 à 1989, a fini sa carrière politique au Front national.

La bataille culturelle

Le monde culturel flamand est dans le collimateur des identitaires depuis longtemps. Mais voilà que les ennemis du multiculturalisme siègent désormais au gouvernement flamand. Cumul rare : c'est le Ministre-président, Jan Jambon (N-VA), qui s'est attribué la compétence de la culture. La culture est un important champ de bataille. C'est aussi là que la résistance s'organise.



L'Agneau mystique (1432), œuvre majeure des frères Van Eyck, est la vedette culturelle en 2020, dans le cadre de la promotion du « canon flamand »

JAMBON 1^{er}, MINISTRE DE LA PROPAGANDE

Robrecht Vanderbeeken

L'offensive du gouvernement flamand actuel contre la culture et la société civile, menée par Jan Jambon et la N-VA au nom de la rigueur budgétaire, est en réalité une forme de *Kulturkampf* totalement artificiel visant à imposer une vue factice de l'histoire et de la société, afin de mettre en œuvre le programme politique des nationalistes. Ce que cette offensive met en péril, ce n'est rien moins que la liberté d'expression et le vivre-ensemble.

Robrecht Vanderbeeken est philosophe et responsable syndical flamand du secteur Culture de la CGSP-FGTB.



L'Europe dispose à présent d'un vice-président de la Commission en charge de «la protection de notre mode de vie européen». Qu'entend-on précisément par ce «mode de vie» et par nos «valeurs occidentales»? Cela reste vague. S'agit-il, par exemple, de la liberté et de la diversité de la vie artistique et culturelle? L'Union européenne envisage-t-elle une hausse du budget de la Culture, de telle sorte que les États membres puissent renforcer leur champ artistique démocratique?

L'accord de gouvernement flamand, quant à lui, prend une direction diamétralement opposée. La nouvelle gestion des médias et de la culture doit partir sur «le renforcement de l'identité flamande» – dont la N-VA elle-même reconnaît à quel point elle est faible – car «*la Flandre ne peut rayonner réellement que si elle rayonne aussi culturellement*». Paradoxe: on prétend ensuite atteindre l'excellence par des restrictions budgétaires et par une politique de censure.

Ainsi, notre région rejoint hélas une tendance croissante en Europe: l'émergence de décideurs de droite qui veulent faire des médias, de la culture et de l'art un instrument politique pour la promotion d'un agenda nationaliste. Souvent, cette tendance se distingue à peine du combat identitaire sur lequel se basent les partis d'extrême droite. Cette imprécision, elle aussi, est travestie en termes de pragmatisme électoral. C'est certainement le cas en Flandre, où l'extrême droite recueille de nombreuses voix. Même le professeur Carl Devos¹, habituellement modéré, nous indique la mission que se donne Jambon: préparer l'indépendance flamande. La nouvelle politique flamande des médias et de la culture se lit déjà comme une grande campagne électorale nationaliste-flamande à l'approche de 2024. Un endoctrinement, via l'argent de l'impôt, pour préparer le partage des biens de la Belgique.

1 Professeur de science politique à la faculté des sciences politiques et sociales de l'UGent (université de Gand).

LA POLITIQUE CULTURELLE COMME CAMPAGNE ÉLECTORALE

Cela peut aller vite si la réplique tarde à venir. La N-VA et le Vlaams Belang montent déjà ensemble aux barricades pour « notre » culture flamande. Ce qui les réunit, c'est qu'ils montrent tragiquement peu de confiance dans la force de l'émancipation culturelle à partir d'en bas, une chose pourtant essentielle à la formation d'une communauté. Leur défiance envers les acteurs culturels flamands est tellement grande que, désormais, ils engagent ouvertement une guerre culturelle du haut vers le bas. C'est ainsi que Jan Jambon – qui fut, rappelons-le, un des créateurs du Vlaams Blok à Brasschaat – prend maintenant la compétence de la Culture sous son contrôle direct.

**L'OBJECTIF :
MANIPULER LES
ESPRITS POUR RENDRE
POSSIBLE APRÈS 2024
UN COUP DE FORCE
SÉPARATISTE.**

Si l'on se base sur la note de politique générale flamande, sur l'accord de gouvernement, ainsi que sur les premières déclarations de Jambon à la commission de la Culture du Parlement flamand, on peut redouter un tel traitement préférentiel. Bien que Jambon 1^{er} se soit présenté comme un « gouvernement d'investissement », il a été vite évident qu'il mènerait une politique d'économies sévères, avec quelques glissements cosmétiques dans les budgets. Ce gouvernement fait le choix de surchauffer encore le lami noir néolibéral des économies pour favoriser la marchandisation. C'est ainsi qu'on frappe d'impuissance les acteurs engagés de la culture. S'il faut l'en croire, Jambon n'est pas partisan d'un raboutage uniforme de 6 %, mais cette mesure resurgira peut-être dès que le Brexit pourra être utilisé comme excuse pour une thérapie politique de choc. Selon le ministre-président Jambon (activité complémentaire : ministre de la Culture), c'est le « primat de la politique » qui déterminera des choix argumentés. Plutôt que qualitatifs, ce seront des choix idéologiques, car la politique

d'assainissement budgétaire sert de levier pour une offensive sur le contenu. Cela, ce gouvernement n'en fait pas mystère. Au contraire, il espère confondre et paralyser l'opposition avec un slogan catégorique comme « *les maîtres flamands² doivent être l'enseigné de la majesté que la Flandre comporte en elle.* » Les morts ne risquent pas de contredire les détenteurs du pouvoir...

Pourtant, Rubens et Bruegel – qui était originaire de Breda! –, par exemple, ont déjà été largement mis à contribution, ces dernières années, grâce à toutes sortes d'expositions et de campagnes touristiques. Les musées et les institutions patrimoniales de Flandre font déjà preuve de beaucoup d'attention pour l'histoire de la région flamande. Pour découvrir le passé de la collaboration flamande, nous pouvons déjà nous rendre à Kazerne Dossin, à Malines. Mais Jambon veut autre chose : cela disparaissait dans son discours inaugural au Parlement flamand. Selon lui, le 26 mai 2019 nous aurait montré que les électeurs sont en colère. Celle-ci ne serait pas due à la politique du gouvernement précédent, qui était composé des mêmes partis – lesquels sont aussi, tous, sortis perdants des urnes : N-VA, Open VLD et CD&V. Non, cette colère viendrait du « sentiment que les avantages et les charges sont répartis de manière inégale ». La N-VA a réussi à entraîner totalement ses partenaires de coalition dans la promotion d'une pensée « nous-eux », avec les migrants comme boucs émissaires. L'objectif : manipuler les esprits pour rendre possible après 2024 un coup de force séparatiste, au besoin grâce à un cartel avec le Vlaams Belang. À présent, la Flandre veut déplacer activement les migrants vers Bruxelles et la Wallonie, par le moyen d'une politique d'apartheid faite de toutes sortes de mesures répulsives. Alors, des politiciens cyniques de la nouvelle droite comme Theo Francken pourront twitter joyeusement : « Regardez, ces problèmes sont derrière nous ! »

2 Expression recommandée pour désigner les grandes figures de l'histoire de l'art et de la culture considérées comme « flamandes » (NDLR).

UN NATIONALISME D'AUTORITÉ

Si l'on doute que nous soyons en train de vivre une guerre culturelle, il suffit de regarder comment le gouvernement flamand veut s'en prendre à la radiotélévision publique VRT et à la société civile. Tout à coup, la VRT ne serait plus neutre, selon le texte de l'accord de gouvernement, bien que l'émetteur public ait abandonné depuis longtemps déjà le « cordon sanitaire médiatique³ » et ait ainsi, incontestablement, une part dans le succès électoral de l'activiste d'extrême droite Dries Van Langenhove⁴. Contrairement à la RTBF, la VRT risque maintenant de subir, en plus des restrictions antérieures déjà très lourdes, un assainissement de plusieurs millions et une perte d'emplois équivalant à un membre du personnel sur huit. Ainsi, l'engagement public de la VRT en faveur de l'indépendance prend fin sous le signe du V de *vleugellam* (« impuissance »).

L'argumentation mesquine de l'accord gouvernemental flamand masque difficilement le fait que le gouvernement veut faire pression sur la politique éditoriale de l'opérateur public. Car comment peut-on attendre de la VRT qu'elle excelle, avec une guillotine suspendue au-dessus de sa tête? Wouter Gekiere, le principal dirigeant de la fédération des employeurs publics de l'audiovisuel (l'UER⁵), a été très clair : son organisation cite la VRT en exemple dans d'autres pays pour ce qui concerne l'innovation technologique. Avec les assainissements annoncés, la VRT risque de perdre ce rôle de pionnière. Autre exemple d'incohérence : la VRT devrait devenir un média d'État qui promeut l'identité flamande, et en même temps elle devrait aussi être plus neutre. De l'avis de l'ancien journaliste de la VRT et ex-président de la Chambre Siegfried Bracke (N-VA), le CEO de la

3 Expression qui désigne le refus des médias de donner la parole en direct à des représentants de tendances ou partis xénophobes (NDLR).

4 Député apparenté Vlaams Belang, fondateur du mouvement de jeunesse nationaliste radical Schild & Vrienden, qui s'est rendu célèbre par le contenu sexiste, raciste, antisémite ou violent de certains de ses messages (NDLR).

5 Union européenne de radiodiffusion, en anglais EBU (NDLR).

LE GOUVERNEMENT VEUT FAIRE PRESSION SUR LA POLITIQUE ÉDITORIALE DE L'OPÉRATEUR PUBLIC.

VRT a le droit de s'en aller s'il ne plie pas devant la politique de censure de la N-VA : « Il paraît que le CEO a dit qu'il ne voulait pas être l'homme qui enterrerait l'entreprise de

média. Je le comprends. Personne ne peut être obligé à cela. Mais chacun peut être délivré de sa souffrance. Les vétérinaires le savent – et le peuvent – très bien. » Voilà le ton de la menace, sur le site d'information de la droite flamingante *Doorbraak*.

Heureusement, la solidarité avec la VRT grandit rapidement. Des syndicats à la direction et aux spectateurs, le front *#ledereenVRT* a pris un départ fulgurant. Fait sans précédent, la VVJ (l'association flamande des journalistes professionnels) a d'ores et déjà exprimé officiellement sa préoccupation à propos de l'ingérence politique. Euro-MEI (la Fédération européenne des syndicats des médias, du divertissement et de la culture) a aussi voté, en octobre dernier, une motion de solidarité « Liberté d'expression pour la VRT ». Celle-ci condamne le fait que le nouveau gouvernement conteste l'impartialité de la VRT et impose à l'entreprise de « renforcer l'identité flamande » dans sa programmation. « Nous protestons contre cette action visant à faire de la gestion des médias et de la culture un instrument pour des campagnes politiques, dit Euro-MEI, qui appelle le gouvernement à garantir à la VRT le soutien nécessaire et la liberté : Cette nouvelle politique n'est pas une mesure de discipline budgétaire ou de bonne gouvernance, mais clairement une attaque contre l'indépendance rédactionnelle de la VRT. Priver de liberté cette entreprise publique de média affaiblit notre démocratie au cœur de l'Europe. » Voilà qui cadre parfaitement avec l'appel de l'Union européenne aux États membres pour « protéger notre mode de vie européen »...

La fédération syndicale va dès maintenant soulever la question de cette agression dans le cadre du dialogue social européen et auprès du Parlement européen. L'indignation des syndicats internationaux est compréhensible : dans le passé, la VRT a invariablement servi de modèle en matière de gestion du

personnel et de concertation sociale, par exemple lors des réunions de crise concernant la disparition possible de la radiotélévision publique grecque ou l'emprise de l'État sur l'émetteur public turc. Hélas, à chaque nouveau congrès d'Uni-MEI, on doit constater combien les attaques contre la liberté de la presse augmentent, dans le monde entier mais aussi en Europe. Au douloureux bilan des chasses aux sorcières contre les journalistes, les journaux et les télévisions, ou du contrecoup de la protestation sociale, s'ajoute à présent une victime à Bruxelles, capitale de l'Europe.

Détail piquant, l'offensive contre le service public VRT fait naturellement l'affaire du groupe privé Van Thillo (DPG Media-VTM), avec lequel Bart De Wever entretient d'excellentes relations. *Flanders state of the arts?* Diviser pour régner. Ne plus rivaliser pour les droits de retransmission, faire un pas en arrière sur le marché de la publicité, ne plus publier de contenus longs (*longreads*) que sur la partie payante du site Internet : voilà quelques exemples des contraintes auxquelles la VRT se voit soumise. Et, cerise sur le gâteau, la VRT ne peut plus développer elle-même aucun média numérique mais devra prochainement offrir ses meilleurs programmes à une plateforme privée, le « Netflix flamand ». Ainsi, ce gouvernement tire clairement un trait sur l'avenir du service public. « Primat de la politique » ? Il s'agit plutôt, ici, du primat des intérêts privés flamands.

DES « MAÎTRES FLAMANDS » ?

La société civile (*middenveld*) socioculturelle peut elle aussi s'attendre à une mise au pas.

Ce gouvernement veut très rapidement remettre sur le métier le décret du printemps dernier (adopté par les mêmes partis !) afin de modifier les règles de subventionnement dès avant la prochaine répartition, qui doit être décidée au début de 2020.

Jambon veut désormais avoir lui-même la décision finale,

sans tenir compte des commissions indépendantes d'évaluation. Comme un empereur, le pouce vers le haut ou vers le bas. Pour celui qui ne marche pas au pas ou qui « ne connaît pas Jan Jambon », la guillotine menace. Les voix critiques seront-elles bâillonnées ? À la commission Culture du Parlement flamand, où la N-VA détient la majorité absolue avec le Vlaams Belang, Jambon plaisantait, disant qu'il n'avait encore absolument « aucune liste noire » ou qu'il n'assaini-

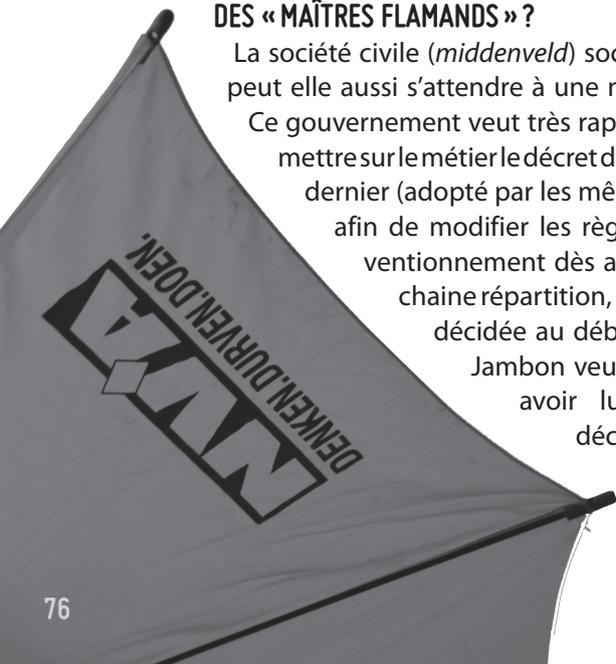
rait pas de façon arbitraire. « *Ne faites pas de caricature*, disait-il pour sa défense, *les ministres précédents de la Culture ont aussi contredit les commissions d'avis prévues au décret Culture.* »

Ou comment trouver dans les irrégularités

de gestion du passé un alibi pour les répéter. Les organisations qui prôneraient la « ségrégation » valent dehors. Sauf le *Vlaamse Beweging* (« Mouvement flamand »), bien sûr. Comme si le séparatisme n'était pas une forme de ségrégation. Comme si les ASBL nationalistes flamandes prônaient un vivre-ensemble ouvert. Comme si on pouvait considérer une mentalité « s'adapter ou dégager » comme une forme d'inclusion. Deux poids deux mesures, voilà le nouveau style auquel il faudra s'habituer. Selon Jambon, la société civile doit « relier ». Un euphémisme pour « être docile, se taire, repasser soigneusement les plis de la résistance, faire le travail de représentation pour Jambon I ».

La N-VA veut utiliser sa puissance pour assujettir le secteur culturel et socioculturel à l'idée chimérique que la Flandre est une nation. Que nous, habitants de cette Région, aurions nos véritables « racines communautaires » dans une culture flamingante conservatrice et tournée vers la tradition. L'exercice intellectuel imposé autour du « canon flamand » résume admirablement cette intention – l'historien Marc Reynebeau l'a appelé « une fraude intellectuelle ». « *Un canon, c'est un moyen de formation d'une communauté qui restitue le fondement et l'identité d'un peuple*

« PRIMAT DE LA POLITIQUE » ? IL S'AGIT PLUTÔT, ICI, DU PRIMAT DES INTÉRÊTS PRIVÉS FLAMANDS.



et d'une nation grâce à une histoire et une culture partagées», a écrit Marius Meremans (N-VA) sur le site Web culturel

rekto:verso. Il ne s'agirait donc pas tant de savoir qui en fait partie ou non. Cela aussi doit être un exercice pesant pour les flamingants : des artistes francophones comme Horta, Ensor, Verhaeren, Broodthaers ou Maeterlinck détonnent dans le tableau, Rosas et la Needcompany⁶ sont des compagnies internationales, etc. L'objectif réel, c'est la discussion elle-même, de manière à situer dans un cadrage identitaire le débat culturel au cours des prochaines années. De temps à autre, quelqu'un de la N-VA lancera un petit ballon d'essai pour attraper au vol l'attention des médias, comme l'a fait incidemment la ministre flamande du Tourisme Zuhair Demir lors d'un événement média de *Horeca-Vlaanderen* : « Pour moi, les boulettes sauce tomate peuvent faire partie du canon flamand. » Mais on entend déjà l'objection : « Les Pays-Bas n'ont-ils pas eux aussi rédigé un canon ? » Cette comparaison veut nous faire oublier que les Pays-Bas sont un État historique depuis 1815 déjà⁷, et une nation qui a grandi par le bas. Les nationalistes flamands, eux, veulent aujourd'hui faire pénétrer l'idée de nation à partir d'en-haut.

Il s'agit naturellement d'une identité factice : des ventriloques populistes veulent nous persuader par le moyen de l'art, de la culture et du tourisme que le séparatisme serait la volonté du peuple. Que le « tissu précieux » de « notre » culture flamande – selon la métaphore communautaire organique de Bart DeWever dans son livre récent *Over identiteit* (« Sur l'identité », 2019) – serait mis en péril par une « élite culturelle » et par quelques soixante-huitards. Si vous doutez de ce qui vous relie réellement, des figures d'ennemis peuvent naturellement être très utiles. Cette attaque

6 Rosas est la compagnie de danse d'Anne Teresa De Keersmaeker. Needcompany est un groupe de performance fondé par l'Anversois Jan Lauwers (NDLR).

7 Et même depuis 1579, date de la formation des Provinces-Unies (NDLR).

... UN MATÉRIEL
PUBLICITAIRE ONÉREUX
QUI, PAR EXEMPLE,
AFFICHAIT RUBENS SUR
DES FRITES, DU FROMAGE,
DE LA BIÈRE...

ouverte contre « l'élite culturelle » par le président du parti, dans un livre paru quelques semaines avant les élections, en dit long. Selon cette vague imagerie hostile inspirée de l'*alt-right*, ceux qui se basent sur la mobilité sociale des minorités, et pas de « nos » gens, ne sont que des « pollueurs de nids » (*nestbevuilers*) pleins de haine pour eux-mêmes. Sans doute la mise en cause de cette élite « cosmopolite » ne vise-t-elle toutefois pas la culture du grappillage des suceurs de subsides, tel le patron portuaire flamingant Fernand Huts⁸. C'est bien commode, ce spectre de « l'élite culturelle » : comme ça, on n'a plus à se préoccuper de la crise sociétale du capitalisme.

RUBENS, BRUEGEL, VAN EYCK

Au fait, *maîtres flamands* (*Vlaamse Meesters*), c'est aussi un terme politique. Selon l'historien Jan Du-molyn, il s'agit d'une contraction étymologique du français *primitifs flamands*, un terme de la fin du XIX^e siècle que les historiens belges ont suggéré en réaction contre les Allemands et les Français qui, selon eux, revendiquaient Jan van Eyck & C^o comme faisant partie de leur propre histoire de l'art. Ensuite sont apparus les *anciens maîtres* (*Oude Meesters*) pour y inclure les artistes de la Renaissance et du Baroque. L'expression *maîtres flamands* apparaissait bien sporadiquement depuis les années 1950, mais c'est Ben Weyts (N-VA) qui, ces dernières années, en tant qu'ancien ministre du Tourisme, a déballé une « campagne *maîtres flamands* » avec un budget de 26,5 millions d'euros, soit le montant annuel total des subsides pour l'ensemble des musées flamands reconnus. Il s'agit de 16 « projets-leviers » et d'un programme de 3 ans, autour des *maîtres flamands* comme Rubens, Bruegel ou van Eyck, qui, en tant qu'enseignes, doivent stimuler un public international à visiter la Flandre. En 2018 c'est Rubens qui était au centre, en 2019 le focus était mis sur Bruegel et en 2020 l'attention ira principalement vers les frères van Eyck. Cette campagne est particulièrement « mé-

8 9^e fortune belge, Fernand Huts, patron du groupe portuaire Katoen Natie, vient d'ouvrir son propre musée pour exposer sa collection du groupe Cobra, avec des aides publiques (NDLR).

**UNE FOIS QUE LE
BÂILLONNEMENT
SE RÉPAND, LA
PERSÉVÉRANCE PREND LE
RELAIS, AVEC TOUTE LA
FORCE DE LA SOLIDARITÉ.**

diagénique », du fait que Weyts, en tant que ministre du Tourisme, a voulu coupler le patrimoine culturel avec l'industrie créative contemporaine et l'horeca, grâce à un matériel publicitaire onéreux qui, par exemple, affichait Rubens sur des frites, du fromage, de la bière et du chocolat.

Difficile de considérer cela comme une approche respectueuse de l'histoire de l'art. Aussi n'était-ce pas l'intention : ce qui compte, c'est l'attention des médias pour « l'être flamand ». Les partis flamingants, dans l'intérêt de la « cause flamande », ne craignent pas de falsifier à nouveau l'histoire culturelle. Car en fait, c'est précisément l'absence de toute pensée identitaire qui caractérise les créateurs culturels tout au long de l'histoire de la région flamande. Le canon « comme exercice intellectuel », c'est une charge politique pour adapter la réalité à leur projet nationaliste de droite. La famille nationaliste-flamande veut s'approprier notre passé culturel riche et divers pour mener une lutte des classes conservatrice de droite. Cela est évidemment dangereux : dès que des politiciens se mêlent de décider de ce qu'est la culture, on ne débouche pas seulement sur un canon de ce qui est « bon » en art, mais aussi sur un index de la « mauvaise » culture. Même si Jambon le nie, une liste noire existe déjà et on y trouve l'ASBL Globe Aroma⁹, le metteur en scène Milo Rau¹⁰, Unia¹¹, le Forum des minorités (*Minderhedenforum*)¹². Le programme de fin de soirée *De Afspraak* (« le rendez-vous ») de la rédaction de la VRT pose apparemment aussi un problème¹³.

9 Association qui promeut les contacts artistiques entre Belges « de souche » et migrants (NDLR).

10 Metteur en scène suisse de réputation internationale, en résidence à Gand (NDLR).

11 Le centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations, que la N-VA veut remplacer par une institution flamande (NDLR).

12 Forum qui rassemble les organisations des minorités ethnoculturelles en Flandre (NDLR).

13 Talkshow politique et social présenté par Bart Schols et Phara de Aguirre (NDLR).

LA SOCIÉTÉ CIVILE MOBILISE

Des intimidations politiques en sous-main, plutôt que de vouloir mener un débat, cela peut provoquer des effets plus rapides qu'on ne le pense. Comme syndicat, nous constatons à quel point l'angoisse s'est emparée de certaines organisations, mais aussi combien les gens sont en colère. Certains employeurs « collaborateurs » rappellent à leur personnel de n'exprimer aucune critique envers ce gouvernement et de ne participer à aucune manifestation contre Jambon 1^{er}. Par peur de perdre cette soi-disant « neutralité », une censure subreptice est donc à l'œuvre. Pourtant, on ne peut pas forcer les gens à abandonner leurs sentiments de citoyenneté mondiale ou leur sympathie pour le modèle belge pluraliste du vivre-ensemble. Comme à l'étranger, les provocations de la nouvelle droite provoquent une accélération oppositionnelle par laquelle des personnes politiquement « neutres » se réveillent. Une fois que le bâillonnement se répand, la persévérance prend le relais, avec toute la force de la solidarité.

De plus, malgré l'arrogance du pouvoir, Jambon s'avère très faible du point de vue argumentatif. Il écarte tout débat de société avec la phrase « il n'y a pas d'argent » et dit que, de toute façon, il faut épargner, que chacun doit apporter sa petite pierre, à l'exception des élites. Pourtant, c'est son gouvernement qui a creusé le trou dans notre sécurité sociale, qui a acheté des avions de chasse d'un prix exorbitant, qui laisse courir librement les fraudeurs fiscaux mais s'est montré prodigue en privilèges pour les banques et les multinationales. La majorité politique est entre les mains d'une minorité et la liste des victimes de cette gestion de droite est longue : tous ceux qui ont des difficultés économiques, les migrants, les fonctionnaires, les médias indépendants, les artistes libres... et, *last but not least*, le climat. Là, selon Jambon, la Flandre est tout à coup une petite Région avec une empreinte carbone marginale et qui, apparemment, ne doit pas viser à l'excellence.

Lorsque le ministre-président commencera de-

main une nouvelle journée de travail, il devrait peut-être d'abord visiter l'exposition organisée dans le centre des visiteurs du Parlement flamand. Sous le titre *Het middenveld mobiliseert* (« La société civile mobilise »), on peut y découvrir comment la société civile au sens large a été, à travers l'histoire, une force démocratique importante, grâce à laquelle notre société diverse, tolérante et sociale est devenue telle que nous la connaissons aujourd'hui. C'est ce que la société civile continuera de faire : cette offensive d'extrême droite aussi, nous la vaincrons ensemble. ■

Traduction : Jean-Jacques Jespers



COMMENT LES MÉDIAS FLAMANDS TRAITENT LES PARTIS POPULISTES DE DROITE

Leonie de Jonge

Comment les médias doivent-ils traiter les partis populistes d'extrême droite ? Cette question hante la Flandre depuis plus de trois décennies. Dernières péripéties : les apparitions médiatiques de Dries Van Langenhove, le fondateur du groupe Schild & Vrienden. À l'heure actuelle, il n'y a toujours pas de réponse concrète à la question*.

Dans cette contribution, j'examine de plus près le paysage médiatique flamand. Plus précisément, je retrace l'évolution des attitudes des journalistes contre les mouvements populistes d'extrême droite. On verra que ces attitudes ont énormément changé au cours des deux dernières décennies¹.

STRATÉGIES DES MÉDIAS

L'Europe connaît en ce moment un virage global vers la droite. Les partis populistes se réclamant d'une droite radicale accumulent les victoires électorales. Même des pays qui ont longtemps semblé à l'abri de ces mouvements, comme l'Allemagne et l'Espagne, ont dû faire face à l'émergence de nouvelles formations d'extrême droite qui s'opposent farouchement à l'establishment, à l'immigration et à l'Union européenne. La Flandre a été confrontée à ce phénomène beaucoup plus tôt. Déjà au début des années 1990, le Vlaams Blok a réussi à convaincre un grand nombre d'électeurs : lors des élections fédérales de 1991, ce parti avait réalisé sa première percée nationale avec 10,3 % des voix flamandes. Dans les médias, ce jour fut baptisé « Dimanche noir » (*Zwarte Zondag*).

La montée des mouvements populistes de droite radicale confronte les partis politiques traditionnels et les médias à une question délicate : quelle attention les personnalités politiques et les journalistes devraient-ils accorder à ces groupes ? Plus directement : de quelle tolérance les médias devraient-ils faire preuve à l'égard de partis intolérants ?

D'un point de vue purement théorique, les rédactions – tout comme les partis politiques établis – ont le choix entre deux options. Les journalistes peuvent décider soit d'isoler systématiquement les mouvements de droite radicale, par exemple en établissant

Leonie de Jonge est chercheuse PhD au département de science politique de l'Université de Cambridge.

* Cet article, titré « Hoe driest gaan de Vlaamse media om met rechts-populisme? », a été publié dans *Samenleving & Politiek*, février 2019.

1 Voir aussi L. de Jonge, "The Populist Radical Right and the Media in the Benelux: Friend or Foe?", *International Journal of Press/Politics*, décembre 2018.

un « cordon sanitaire médiatique » autour des partis qui les représentent, soit d'engager un débat avec ces partis. Ce qui peut être fait de différentes manières. Les journalistes peuvent choisir de les interpellier sans ménagement dans le but de mettre en évidence l'arrière-fond de leurs propositions. Mais les médias peuvent également adopter une position « neutre » en abordant ces partis comme s'ils étaient des acteurs normaux du processus démocratique. De plus, les médias peuvent inviter des responsables de ces partis, en leur offrant une tribune ou en accordant une attention disproportionnée à des thèmes que ces partis mettent en avant, comme la migration et la sécurité.

LE PAYSAGE MÉDIATIQUE FLAMAND SOUS LA LOUPE

En pratique, cependant, ces stratégies sont difficiles à distinguer. Avec le recul, il est possible d'analyser l'attitude des médias flamands à partir de ce cadre théorique. Comment les journalistes flamands ont-ils géré la montée du Vlaams Blok ? Comment les lignes éditoriales ont-elles évolué pour rendre compte des mouvements populistes d'extrême droite ? Comment les journalistes conçoivent-ils leur fonction sociale, et comment justifient-ils leur position particulière ? En Flandre, cette discussion dure depuis plus de trois décennies, mais depuis la récente apparition à la télévision de Dries Van Langenhove, le fondateur du groupe Schild & Vrienden, dans *Terzake*², elle est relancée³. La question est complexe et reste sensible. Dans les rédactions, elle fait l'objet de discussions régulières.

2 *Terzake* est l'émission politique quotidienne de la télévision publique flamande VRT (Canvas). Voir cette interview sur YouTube, 9 janvier 2019. (Mots-clés : Van Langenhove, *Terzake*) (NDT).

3 Voir, sur le site du quotidien *De Standaard*, « Panda, paria, posterboy » (11 janvier 2019) à propos de Dries Van Langenhove (NDT).

**INITIALEMENT,
LE VLAAMS BLOK N'A
PAS ÉTÉ ABORDÉ DANS
LES MÉDIAS COMME
UN PARTI POLITIQUE
ORDINAIRE.**

Pour comprendre le point de vue actuel des médias flamands, il faut remonter à 1988, l'année où le Vlaams Blok a per-

cé au niveau local. Aux élections communales, ce parti a remporté alors plus de 17 % des voix à Anvers. Lorsque, un an plus tard, il a également remporté un siège aux élections européennes, les autres partis ont décidé de boycotter systématiquement le Blok. Sous l'impulsion du député d'Agalev Jos Geyssels, les représentants du CVP (Herman Van Rompuy), du PVV (Annemie Neyts), du SP (Frank Vandembroucke), du VLD (Jaak Gabriëls) et de la Volksunie (Paul Van Grembergen)⁴ ont signé un protocole dans lequel ils ont engagé leurs partis à ne conclure d'accords politiques avec le Vlaams Blok à aucun niveau de pouvoir. Selon les signataires, le motif du « cordon sanitaire » était que le Vlaams Blok tournait le dos aux droits de l'Homme et aux principes fondamentaux de la démocratie⁵.

COMMENT TRAITER LE VLAAMS BLOK

Initialement, le Vlaams Blok n'a pas été abordé dans les médias comme un parti politique ordinaire. Les journalistes belges ont généralement estimé que les médias ne devraient pas offrir une tribune à des personnalités politiques dont les vues et les opinions étaient contraires aux valeurs de la démocratie.

En Communauté française, les journalistes ont passé en 2010 un accord formel par lequel leurs mé-

4 Le nom de tous les partis flamands ont changé depuis. Agalev est devenu Groen. Le CVP est devenu le CD&V, le SP est devenu SP.A, le PVV est devenu l'Open VLD et la Volksunie a explosé, sa fraction la plus conservatrice ayant donné naissance à la N-VA (NDT).

5 S. Damen, « Strategieën tegen extreemrechts: Het cordon sanitaire onder de loep », *Tijdschrift voor Sociologie* 22 (1), 2001, p. 89-110.

**« UNE FOIS QUE LE VER
SERA DANS LA POMME, IL
CONTINUERA SON CHEMIN,
ET PUIS LE FRUIT SERA
POURRI. » (RESPONSABLE
RTBF)**

dias « *s'interdisent de donner l'accès aux tribunes et débats électoraux qu'ils diffusent à des représentants de partis, mouvements ou tendances politiques prônant des valeurs liberticides ou racistes*⁶ ». Le média public RTBF s'est strictement conformé à cet accord⁷. Ainsi, les personnalités politiques ayant des convictions antidémocratiques ne sont jamais interrogées en direct et ne sont jamais invitées à participer à des débats télévisés ou radio-diffusés⁸. Les éditeurs de chaînes commerciales et de journaux y adhèrent également, pendant et en dehors des campagnes électorales⁹. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de reportage sur l'extrême droite dans les médias francophones. Le but de cette stratégie médiatique n'est pas de réduire ces mouvements au silence, mais de les assécher complètement avant qu'ils ne puissent s'enraciner. Comme l'a dit l'un des cofondateurs du cordon médiatique de la RTBF : « *Une fois que le ver sera dans la pomme, il continuera son chemin, et puis le fruit sera pourri* ».

ISOLER OU SE CONFRONTER ?

En Flandre, cependant, un tel cordon médiatique n'a jamais été clairement énoncé. En conséquence,

6 Voir sur le site du Conseil supérieur de l'audiovisuel : http://www.csa.be/faqs/10#question_44.

7 Après les élections de 2010, un débat politique conjoint RTBF-VRT devait avoir lieu avec des représentants des partis des deux côtés de la frontière linguistique, mais il a été bloqué par un membre du conseil d'administration de la RTBF, car, selon lui, une représentation en direct du Vlaams Belang irait à l'encontre des principes du cordon sanitaire médiatique francophone.

8 Bien que le cordon sanitaire médiatique se concentre principalement sur la politique nationale, il s'applique également à des personnalités étrangères. Marine Le Pen, par exemple, n'apparaît jamais en direct dans les médias belges francophones.

9 La victoire de Trump a une fois de plus provoqué des discussions sur la manière de traiter avec l'extrême droite, mais il existe toujours un consensus parmi les rédacteurs en chef francophones sur le maintien du cordon sanitaire médiatique.

il a été appliqué de manière moins cohérente qu'en Belgique francophone. La stratégie de négation des médias s'est rapidement transformée en confrontation : au lieu d'isoler le Vlaams Blok, le journalisme flamand a préféré se confronter aux opinions de ce parti d'une manière particulièrement critique¹⁰. Le but de cette stratégie médiatique était de discréditer le parti afin qu'il ne soit pas considéré comme « normal ». Surtout pendant les périodes électorales, les médias flamands se concentrent sur cette « stratégie de démasquage »¹¹.

En 1999, à l'initiative de l'organisation bruxelloise « Extrême droite ? Non, merci », des scientifiques et des journalistes de journaux flamands de qualité ont élaboré un certain nombre de recommandations sur la manière de traiter l'extrême droite. Ils se sont basés principalement sur les directives néerlandaises et ont conseillé aux rédactions flamandes de se limiter à ne donner la parole qu'aux seuls porte-parole officiels de l'extrême droite¹². Au début des années 2000, il y avait en effet toujours un large consensus au sein des rédactions flamandes pour lutter contre le Vlaams Blok. Par exemple, 17 mai 2003, soit la veille des élections fédérales, *De Standaard* publiait des articles de ses rédacteurs où chacun exposait cinq raisons de voter pour ou contre les principaux partis flamands, mais tous déclaraient explicitement qu'il n'y avait aucune raison de voter pour le Vlaams Blok : « *Les éditeurs ont délibérément mis ce parti sur le même pied que les autres ces derniers mois. Nous avons également analysé son programme, vérifié son bon fonctionnement au Parlement et examiné la qualité de son*

10 Le VB s'en plaint d'ailleurs régulièrement. Voir D. Voorhof, « Van kiesstrijd tot rechtsgeding: het VB en de media », *Samenleving & Politiek*, 2007/, p. 50-56.

11 Voir K. De Swert, « Tussen vergeetput en schandpaal: strategieën tegen extreemrechts in drie Vlaamse kranten », 2001, Département des sciences politiques et sociales, Université d'Anvers, et P. Van Aelst, « Toeschouwer, speler of scheidsrechter? Een studie naar de rol van de media in de verkiezingscampagne van 2003 », 2007, Bruges, Belgique, Vanden Broele.

12 Par exemple, en évitant de mentionner l'extrême droite dans les titres de journaux, ou en ne publiant aucune lettre de lecteur en provenance de l'extrême droite.

personnel politique. Après mûre réflexion, nous avons décidé qu'il n'y avait aucun argument valable pour voter en faveur du Blok.»

La VRT, qui avait à l'époque deux représentants du Vlaams Blok au sein de son conseil d'administration, a également pris clairement position contre ce parti. Dans un memorandum spécial, elle a déclaré à l'automne 2001 qu'elle serait particulièrement prudente en matière de reportage sur le Vlaams Blok, qui n'est «pas un parti politique comme les autres¹³». La directive demandait de ne pas accorder de tribunes ouvertes aux groupes qui menacent la société pluraliste et démocratique, mais seulement de mentionner des opinions dignes d'intérêt ou «pertinentes sur le plan journalistique».

LE TOURNANT

L'attitude des médias flamands envers la droite radicale a complètement changé au début des années 2000. À mesure que le Vlaams Blok gagnait en influence, la couverture médiatique devenait de plus en plus nuancée. Les médias considèrent de plus en plus le Vlaams Blok comme un parti «normal». Selon plusieurs journalistes, 2004 marque le tournant officiel. Cette année-là, le Vlaams Blok a été condamné pour racisme, après quoi il s'est rebaptisé Vlaams Belang. C'est également l'année où ce parti atteint son apogée électoral avec 24 % des voix. Pour les médias, c'était un signal pour traiter de plus en plus le parti comme un acteur «normal».

Aujourd'hui, les médias flamands adoptent une approche plus clémentine à l'égard des groupes populistes d'extrême droite. Le rédacteur en chef de *Gazet van Antwerpen* déclare : «Il y avait beaucoup de discussions au sein du comité de rédaction à l'époque : "C'était si génial ?", "Encore une fois Filip Dewinter ?", "Ne mettez pas cela en première page !" et "Gardez cela pour les pages régionales"... Ce sont les discussions que nous avons eues en permanence. Mais je pense que nous sommes devenus plus adultes. [...] Le Vlaams Belang est un parti que nous abordons avec prudence, mais avec

lequel nous parlons.»

La couverture de la droite radicale a également été «normalisée» dans les journaux flamands «de qualité» au cours des années 2000. En septembre 2004, *De Standaard* a donné pour la première fois une tribune libre au Vlaams Blok¹⁴. Du côté de *De Morgen*, il faudra attendre jusqu'en juin 2016 pour que le journal publie pour la première fois un long entretien avec Filip Dewinter¹⁵. Dans un éditorial qui rendait compte de cette première, le rédacteur en chef Bart Eeckhout justifiait ce virage : «De Morgen ne considère toujours

**LES POSITIONS
DES RÉDACTIONS
FLAMANDES PAR RAPPORT
À LA DROITE RADICALE
ONT ÉNORMÉMENT
CHANGÉ.**

pas le Vlaams Belang comme un parti comme les autres. [...] Le projet de société porté par Filip Dewinter est loin de la société ouverte, libre et égalitaire que ce journal veut promouvoir. C'est précisément pourquoi

nous croyons que sa voix doit être entendue, également largement dans *De Morgen*. Ce "journal indépendant" a une conviction sociale. Il n'y a pas de quoi en avoir honte. L'intérêt journalistique, en particulier pour les opinions perturbatrices, divergentes et contradictoires, fait partie intégrante de cette conviction.» Cette ligne s'est poursuivie depuis lors. En mars 2018, par exemple, *De Morgen* a publié une longue interview avec Dries Van Langenhove, le fondateur alors inconnu de Schild & Vrienden qui allait plus tard rejoindre le Vlaams Belang. Cette initiative avait stupéfait de nombreux lecteurs.

COMMENT EXPLIQUER CETTE ÉVOLUTION ?

Les positions des rédactions flamandes par rapport à la droite radicale ont énormément changé au cours des deux dernières décennies. Trois raisons expliquent cette évolution.

13 Voir P. Schafrad, "Controversial outsiders: a cross-national study of media attention to the far-right, 1986-2004", <https://cutt.ly/vrylfl>.

14 Sous la plume de Filip Dewinter, figure de proue du VB à Anvers : <https://cutt.ly/FrylBm7>.

15 Cet entretien était titré «Pourquoi ne puis-je pas dire que je suis fier d'être blanc ?» (NDLR).

L'INFLUENCE DES FORCES DU MARCHÉ A RENDU LES CONSIDÉRATIONS COMMERCIALES DE PLUS EN PLUS IMPORTANTES

Première raison. Il est tout simplement extrêmement difficile de maintenir un cordon sanitaire médiatique contre un parti comptant un grand nombre d'électeurs. Selon

de nombreux rédacteurs en chef, les médias ne pouvaient pas faire autrement que de donner au Vlaams Blok une place dans leurs reportages. Certes, pour un journal régional tel que la *Gazet van Antwerpen*, où le Vlaams Blok était extrêmement populaire au départ, il était extrêmement difficile de justifier la stratégie de l'ignorance. Et une fois que le cordon sanitaire médiatique est rompu, il est presque impossible de le restaurer par la suite.

Deuxième raison. L'évolution de l'attitude des journalistes flamands peut également s'expliquer par des changements à grande échelle de l'ensemble du système médiatique. D'une part, l'influence des forces du marché a rendu les considérations commerciales de plus en plus importantes. De ce point de vue, il n'est pas commode d'offenser un grand nombre de lecteurs et de téléspectateurs. D'autre part, les considérations relatives à l'inspiration idéologique ou politique des rédactions ont de plus en plus disparu. Cela a à nouveau à voir avec l'effondrement des « piliers » traditionnels et avec la professionnalisation du journalisme, dans lequel le reportage axé sur une information aussi neutre que possible est devenu central.

Troisième raison. C'est pourquoi de nombreux journalistes flamands pensent aujourd'hui qu'il serait tout simplement « journalistiquement mauvais » de ne pas prendre en compte un parti qui a réussi. Dans un premier temps, ils voient les médias comme un forum où se répercutent les affrontements qui animent le débat de société. Selon eux, la fonction sociale du journalisme consiste donc à rendre audible l'ensemble des opinions. Contrairement à leurs collègues francophones, les journalistes flamands estiment qu'il appartient au lecteur ou au téléspectateur de déterminer ce qui est bien ou mal. C'était exactement le raisonnement de Joël De Ceulaer lors de

son entretien avec Dries Van Langenhove dans *De Morgen* : « Je ne pense pas que les journalistes devraient être paternalistes. La question de savoir quel effet une interview a sur le comportement électoral du lecteur est sans importance pour moi. Je fais juste mon travail. »

COMMENT GÉRER MÉDIATIQUEMENT LE POPULISME DE DROITE ?

L'effet que la couverture médiatique des partis populistes d'extrême droite a sur leur performance électorale n'est pas évident : l'attention des médias ne mène pas automatiquement à une victoire électorale. Mais, bien que l'influence des médias ne doive pas être surestimée, il est désormais clair que ceux-ci ont un impact. Ainsi, des recherches ont montré à plusieurs reprises que la visibilité du thème « immigration » dans les médias augmente le soutien électoral aux partis anti-immigration. En dehors de cela, l'attention des médias peut légitimer un parti : contrairement aux médias sociaux, les médias traditionnels peuvent lever la stigmatisation comme « partis extrémistes » qui colle souvent aux groupes populistes de droite. Certes, c'est surtout aux premiers stades de la vie d'un parti que les médias peuvent constituer un atout important (et bon marché) pour lui.

Le traitement de la droite radicale reste un défi pour le journalisme. Le rapport évoqué plus haut soulève des questions sur l'évolution des médias et sur le rôle et la responsabilité du journalisme dans le débat social : les médias devraient-ils alerter l'opinion ou « juste » s'en tenir aux faits ? Le journaliste est-il une vigie ou « juste » un intermédiaire ? Où est la frontière entre la respect de la liberté d'expression et le refus de la discrimination ? Et quelle est la mission de l'opérateur public ?

En Flandre, il n'y a pas de charte claire sur la manière dont le journalisme doit traiter le populisme ou l'extrémisme. Mais mes recherches montrent qu'il est important pour les rédactions de faire des accords clairs et formels sur les frontières à ne pas franchir. S'il n'y en a pas, il est tellement plus facile de les déplacer. ■

Traduction : Henri Goldman

POLITIQUE

revue belge d'analyse et de débat

Quelle politique économique de gauche?

UNE FEUILLE DE ROUTE POUR CHANGER DE CAP

Enseignement
UNIVERSITÉ ET FORMATION : LA FUITE EN AVANT
Controverse
LA SÉCURITÉ SOCIALE AVEC OU CONTRE LE REVENU DE BASE ?
Social
L'UBÉRISATION, UNIQUE HORIZON DU TRAVAIL ?
Idées
AXEL HONNETH ET LE SOCIALISME RÉNOVÉ

107

POLITIQUE

revue belge d'analyse et de débat

Réenchanter la ville?

CRITIQUE DE L'ANIMATION CULTURELLE URBAINE

Élections
LES LENDEMAINS DE LA VEILLE
Mouvements sociaux
GILETS JAUNES : LE RETOUR DE LA DÉMOCRATIE ?
Technologie
LE CLIMAT OU LA 5G ? LA BELGIQUE À L'HEURE DES CHOIX
Une œuvre
JOHN DEWEY, UNE PÉDAGOGIE TRÈS POLITIQUE

108

POLITIQUE

revue belge d'analyse et de débat

Le consentement après #metoo

CULTURE DU VIOL, ZONES GRISSES, JUSTICE...

Politique 1
BELGIQUE : LA NOUVELLE DONNE
Politique 2
EUROPE : PAYSAGE APRÈS LA BATAILLE
Le trimestre
CONFÉDÉRALISME ?

109

POLITIQUE

revue belge d'analyse et de débat

Réinventer la société civile

FORCE ET DÉCLIN DES « PILIERS »

Économie
LES IMPENSÉS À GAUCHE
Un livre
KARL POLANYI, LA GRANDE TRANSFORMATION
Conversation
LA QUESTION DU POUVOIR

110

SOCIAL

HISTOIRES DE LA SOLIDARITÉ DE LA SÉCURITÉ SOCIALE BELGE À L'OIT



Harald

UN CŒUR EN COMMUN

La belge histoire
de la sécurité sociale





« *Lorsque tu ne sais pas où tu vas, regarde d'où tu viens.* »

Voilà un proverbe africain qui, dans les périodes de menaces qui pèsent sur nos droits sociaux collectifs, peut inspirer nos paroles et nos actes. Nulle intention ici de s'appesantir sur le souvenir de temps supposés plus heureux quant à l'ampleur et l'efficacité de leur mobilisation collective. Bien au contraire. Se remémorer d'où nous venons, collectivement, relève d'une action quasi thérapeutique lorsqu'autour de nous, s'effondrent l'espoir et les perspectives. Le temps des commémorations peut également servir à remettre en perspective les fondements communs et l'avenir des solidarités à l'œuvre. Quant à viser l'émancipation individuelle et collective, le comble serait de taire sciemment ou involontairement des pans entiers de notre histoire sociale, supposément connus. À ce titre, l'année 2019 a été le théâtre d'une double commémoration aux dimensions nationale et internationale qui interrogent les rapports de force dans le débat social : les 75 ans de la sécurité sociale belge et le centenaire de l'Organisation internationale du travail.

L'histoire méconnue de la sécu pèse sur les capacités de la gauche à défendre et renforcer cet édifice social commun. Faire preuve de pédagogie à cet égard, c'est l'objectif de la bande dessinée *Un cœur en commun*, sortie en janvier. L'entretien croisé avec Harald, son dessinateur, et Yannick Bovy, partenaire Cepag qui a soutenu le projet, offre un regard historique original avec un outil décalé pour un propos d'ordinaire abordé si sérieusement. Faire preuve de pédagogie, c'est également le message d'un acteur syndical au cœur de la sécurité sociale, Jean-François Tamellini, secrétaire fédéral FGTB : expliquer, démontrer chiffres à la main, avant de convaincre et mobiliser au-delà des acteurs traditionnels de la sécu.

Commémorer ne se limite toutefois pas à faire preuve de pédagogie, tant s'en faut. Ce temps permet aussi de prendre du recul sur les principes avoués et parfois dévoyés malgré les bonnes intentions. Le centenaire de l'OIT est ainsi questionné par un texte de François Vandamme présentant les grands enjeux de l'organisation, auquel répondent les commentaires de Cédric Leterme. L'enjeu spécifique de la protection sociale mondiale trouve un écho plus large tout autant que nuancé dans l'article de François Perl, pointant ses apports autant que ses faiblesses. ■ VAÏA DEMERTZIS

LA SÉCU : UNE BELGE HISTOIRE

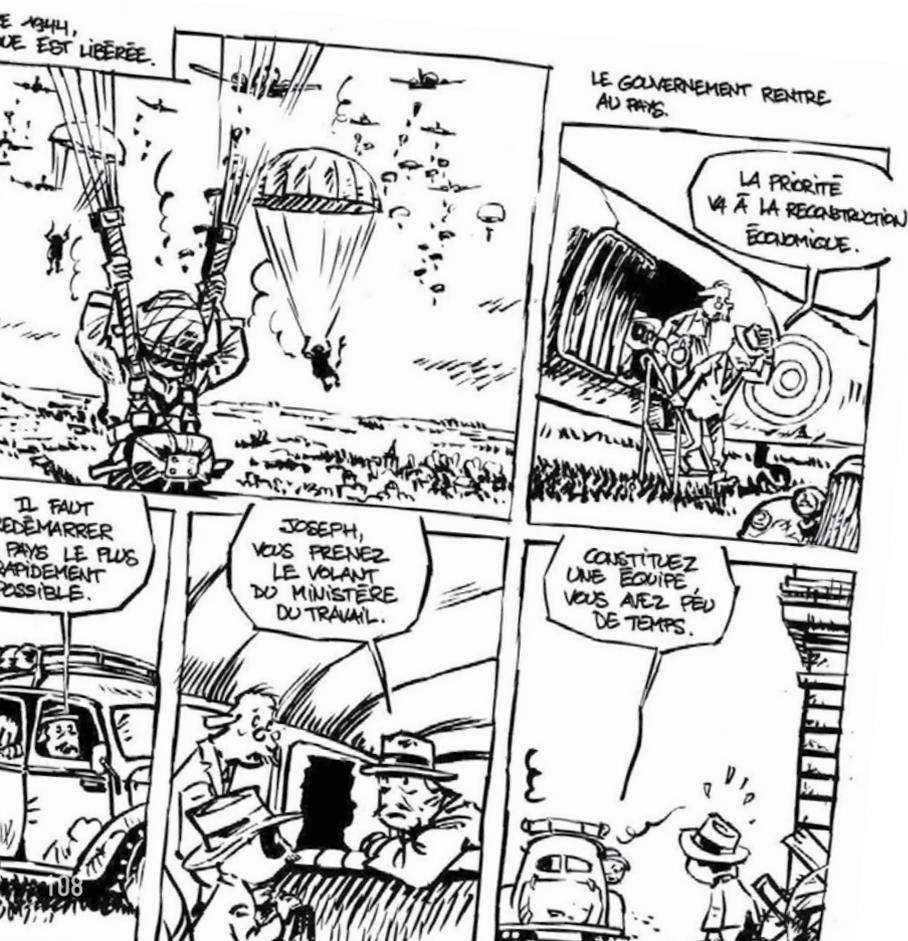
entretien avec Harald Franssen
et Yannick Bovy

La Belgique vient de célébrer les 75 ans de la naissance de la sécurité sociale, symbolisée par la publication de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944.

Le 8 janvier paraissait une bande dessinée qui raconte la « belge histoire de la sécurité sociale¹ ».

Rencontre avec Harald Franssen, auteur de la bande dessinée, et Yannick Bovy, partenaire du projet pour le Centre d'éducation populaire André Genot (Cepag).

Après 75 ans, la sécurité sociale continue de faire débat : son contenu, sa gestion et son financement ne cessent d'être discutés dans l'espace public. Et pourtant, son impact dans les vies quotidiennes semble, lui, très peu mis en récit. Pour raconter les origines de la sécurité sociale, vous avez choisi d'associer la grande Histoire à un vécu plus personnel, la naissance de votre enfant, qui met en perspective les apports de cette institution à la vie des citoyens d'aujourd'hui et d'hier. Comment, à partir d'une expérience si individuelle, en êtes-vous venu à interroger les origines de cette institution collective ?



HARALD FRANSSSEN : La première question que je me suis posée à un certain moment, c'est « qu'est-ce que je suis réellement ? » ici en tant que Belge, « d'où je viens », « comment je fais mes choix ? » et « pourquoi ça se passe de cette manière aujourd'hui ? ». J'ai voulu comprendre ce qui fait mon histoire personnelle et ce qui fait finalement l'histoire de tous ceux que je côtoie et, par extension, tous les citoyens de ce pays.

Il y a dix ans, on m'avait suggéré ce sujet mais l'idée de raconter une histoire sur cette administration me semblait inintéressante. Je me suis mis à la recherche d'in-

1 Harald, *Un cœur en commun. La belge histoire de la sécurité sociale*, Éditions Delcourt, janvier 2020. Pour suivre l'actualité des événements autour de la bande dessinée *Un cœur en commun* : <https://urlz.fr/bWNH>.

formations mais je ne trouvais rien de très concluant. Un jour, je me suis rendu dans une grande librairie pour découvrir ce qu'il y avait comme livres sur le sujet. Je m'attendais à trouver toute une étagère remplie de bouquins très spécifiques sur l'histoire de la sécu. Et à vrai dire, il n'y avait que trois livres sur la sécurité sociale, perdus entre la sociologie, la philosophie et l'économie. Un des trois était complètement hors sujet, j'ai acheté l'un des deux autres (qui datait des années 1990), un recueil de fiches totalement incomplet.

C'était quand même bizarre : il existe dans ce pays une énorme administration qui centralise plein de services qui touchent à la vie de chaque individu, de la naissance au décès, en passant par toutes les étapes de la vie, et malgré ça, j'ai du mal à trouver des informations. La démarche était lancée, j'en ai discuté un peu autour de moi pour voir si j'étais le seul à ne rien y connaître. Je parlais en effet un peu de l'idée que j'étais vraiment ignorant sur la question mais que tout le monde en Belgique connaissait aussi bien l'histoire que le principe qui soutiennent la sécurité sociale. Mais en parlant autour de moi, je me suis rendu compte que s'il y a bien un trou dans la sécu, c'est l'ignorance de son histoire !

YANNICK BOVY : Je me suis vraiment intéressé à la question de la sécurité sociale après avoir eu la chance de rencontrer le résistant français Raymond Aubrac. Cet homme de luttés évoquait les « jours heureux », titre du programme du Conseil national de la résistance². Dans ce programme, on retrouve la sécurité sociale

2 Le programme du Conseil national de la résistance est disponible sur <https://resistance-44.fr/?Les-jours-heureux-Le-programme-du>, 108. Il a également fait l'objet d'un film documentaire réalisé par Gilles Perret en 2013, intitulé *Les jours heureux*.

**« JE ME SUIS RENDU
COMPTE QUE S'IL Y A
BIEN UN TROU DANS
LA SÉCU, C'EST
L'IGNORANCE DE SON
HISTOIRE ! » HF**

mais aussi le fait de libérer la société de la domination des puissances d'argent.

Il y a la question des moyens et du type de production, des nationalisations par rapport aux dynamiques de privatisations et la volonté de subordonner les intérêts particuliers à l'intérêt général. Tout ce corpus des « jours heureux », si on le relit aujourd'hui, que cela soit pour la France ou pour la Belgique, reste d'une actualité fracassante. L'enjeu de la sécurité sociale, à travers ce que ce système représente, c'est toute la vision de société qu'on défend au Cepag qui transparait : la solidarité, l'égalité, la justice sociale.

Dans ce processus de reconstruction d'un récit collectif, le choix de la bande dessinée est audacieux pour un sujet aussi complexe et mal connu. Quels sont ses avantages et contraintes ?

HARALD FRANSSSEN : La bande dessinée est le média le plus accessible et le plus populaire qu'on puisse trouver. Elle touche tous les pans de la population, des enfants aux adultes. Je suis dessinateur à la base et j'étais convaincu par l'idée de raconter tant l'histoire que les principes d'une administration en bande dessinée, sous forme d'enquête personnelle. La bande dessinée a cet avantage d'être placée entre le roman et le film : on peut y retourner facilement relire un détail tout en racontant cette histoire à la fois en séquences, en images et avec un certain rythme. Je voulais raconter la trace vivante d'une aventure humaine, en partant d'une réunion clandestine de 1941 qui a vraiment existé. La sécurité sociale, ce n'est pas une administration hors sol, elle est ancrée dans l'histoire des gens.



Ci-contre : une planche de Harald, *Un cœur en commun. La belge histoire de la sécurité sociale*, Éditions Delcourt, janvier 2020.

YANNICK BOVY : Cette bande dessinée a aussi été pensée pour intéresser les jeunes et donc les professeurs et les écoles, qui n'enseignent pas, ou si peu, ce qu'est la sécurité sociale, alors qu'elle constitue une histoire à partager et un enjeu qui nous concerne toutes et tous.

HARALD FRANSSSEN : J'avais en tant qu'auteur et dessinateur le problème de traduire des mots en dessins. C'est un peu ma mission et ce n'est pas toujours évident. Je cherchais un symbole, ou plutôt une ficelle, pour y arriver. Je me suis inspiré des arbres que je voyais par ma fenêtre. En choisissant cette image, j'ai d'abord pensé que cela deviendrait polémique, qu'on me dirait que c'est une vue d'artiste très personnelle mais qui n'évoque pas grand-chose. Je m'attendais donc à des réactions un peu négatives par rapport à cette idée, sans doute un peu naïve. Finalement, l'image a convaincu, au point qu'on m'a expliqué que l'arbre était le symbole des premières caisses d'assurances sociales imaginées en Allemagne en 1884, un symbole qui était présent sur des folders distribués lors de l'Exposition universelle de Paris au début du XX^e siècle. Donc le symbole de l'arbre tient tout à fait dans l'histoire sociale. Et cette idée d'un arbre est extrêmement puissante aujourd'hui puisqu'on n'arrête pas d'appeler à planter des arbres, des arbres qui brûlent un peu partout.

YANNICK BOVY : Nous sommes cet arbre, de notre premier à notre dernier jour.

Dans les négociations politiques actuelles, la sécurité sociale se retrouve au cœur des projets qui opposent PS et N-VA : chômage, santé, pensions... Intéresser le citoyen à la sécurité sociale avec votre récit imagé, vous l'envisagez comme un moyen pour les citoyens de s'approprier une histoire collective et cette institution qu'est la sécu mais aussi comme une manière de la défendre ?

HARALD FRANSSSEN : Je ne suis pas un technicien de la sécu. Mais je me suis rendu compte que c'était un sujet central au niveau politique. L'élection de Donald Trump s'est faite sur la sécu, le Brexit s'est fait sur la sécu, Macron fait sa politique sur la sécu, en

« ISOLER LES INDIVIDUS, LES CITOYENS, DES HASARDS DE LA VIE ET [...] SUBVENIR AUX BESOINS DES GENS » HF

Allemagne, c'était il y a dix ans, et encore maintenant, la sécurité sociale est régulièrement remise au cœur de l'actualité. L'Union européenne, pourtant sans compétence en la matière, se positionne aussi sur ces ques-

tions. La sécurité sociale est donc vraiment au cœur de la politique actuelle. En travaillant sur cette période historique de genèse de la sécurité sociale, je vois qu'on est à une époque charnière où on redessine le monde. On est de nouveau en train de rediscuter le rapport de la société à l'homme et de l'homme à la société et selon moi, cette question du rapport au travail et au salariat est au centre. Dès son origine, le principe de la sécu, l'une de ses missions principales, c'est d'isoler les individus, les citoyens, des hasards de la vie et de subvenir aux besoins des gens, et non pas selon leurs moyens.

YANNICK BOVY : Ce projet de sécurité sociale faisait aussi de nous des acteurs. Il ne s'agissait pas simplement de décider d'en haut pour l'intérêt général mais de reprendre le contrôle de l'intérêt commun. C'est une question de pouvoir, d'émancipation, d'égalité.

HARALD FRANSSSEN : Ce qui signifie qu'on a une responsabilité, qu'on ne peut pas l'abandonner.

YANNICK BOVY : C'est notre outil, en fait. On veut l'affaiblir, pour mieux le démanteler et nous en déposer, mais ce cœur commun est à nous.

Vous mettez en évidence comment les discussions préparatoires au pacte d'accord social ont réuni des acteurs de différents bords aux positionnements divergents : syndicalistes chrétien et socialiste, patrons, fonctionnaires de l'État. Une telle association serait-elle possible aujourd'hui ? Serait-elle suffisante pour élaborer un nouveau pacte social ?

HARALD FRANSSEN : Des outils pour mettre en place la réflexion nécessaire existent. Je rejoins par exemple un auteur comme l'historien belge David Van Reybrouck, qui prône une forme de tirage au sort assez complexe avec une série de chambres, d'assemblées à mettre en place de façon pérenne, avec une rétribution qui permette à leurs acteurs de réfléchir dans de bonnes conditions. Le sujet devient trop complexe pour être limité à une délibération réduite au seul Parlement et aux représentants élus issus des partis politiques. Et il y a un piège évidemment dans ce discours, le piège du populisme : se laisser tenter par un système autoritaire où les décisions viendraient d'en haut. Cette expérience a séduit pas mal de démocrates ici même en Belgique à l'époque. Il y a eu le manifeste d'Henri De Man, président du Parti ouvrier belge³, qui en avait marre de cette inertie du parlementarisme et s'est laissé tenter. Pour éviter ce genre de dérive, on doit tester des solutions qui englobent des grands pans de la société. Parce que, c'est aujourd'hui un lieu commun de le dire, la justice sociale et la justice climatique sont liées.

« IL NOUS FAUT CONSTRUIRE CE QUE FRANÇOIS RUFFIN, EN FRANCE, APPELLE LE "FRONT POPULAIRE ÉCOLOGIQUE" ». YB

³ Après la reddition belge face à l'Allemagne nazie, Henri De Man écrit son Manifeste du 28 juin 1940 dans lequel il enjoint les militants du POB à ne pas « résister à l'occupant » et présente « la débâcle du régime parlementaire et de la ploutocratie capitaliste » comme une « délivrance » pour les classes laborieuses.

YANNICK BOVY : Monique et Michel Pinçon-Charlot écrivent à la fin de leur postface que « Harald Franssen parvient à nous faire vivre de manière à la fois émouvante et intellectuelle ce combat décisif pour l'humanité : soit la mort des plus vulnérables, soit le bonheur de tous dans le partage et la solidarité ». Derrière cette phrase, il n'y a pas seulement la question de la sécurité sociale, de la solidarité, du partage des richesses, il y a aussi la question climatique. La question sociale et la question environnementale sont indissociables. Il nous faut construire ce que François Ruffin, en France, appelle le « Front populaire écologique ». La situation nous oblige à la radicalité. À rompre avec le capitalisme, car il ne va pas s'autoréguler ou se verdier. Penser que l'on va pouvoir résoudre les questions sociale et climatique urgentissimes en l'aménageant, c'est un peu, pour reprendre l'expression de l'économiste français Frédéric Lordon, comme dire à un tigre affamé face auquel on se retrouve dans la jungle : « Sage, Kiki ! »

La parution d'une version en néerlandais est prévue pour mai 2020. C'était important pour vous d'éditer ce projet dans deux langues nationales ?

HARALD FRANSSEN : L'édition en néerlandais faisait partie du projet dès le début. On parle avec la sécu d'un projet national, cette bande dessinée devait être nationale pour remettre à niveau les connaissances de la genèse de l'institution, pour que tout le monde parte avec la même base. Il n'y a pas si longtemps j'étais le président de la N-VA, Bart De Wever, décrire la sécurité sociale comme un grand machin compliqué et socialiste, je me suis dit qu'il fallait que je termine vite mon projet et qu'il sorte en flamand. Il faut dépasser le débat uniquement au sein des instances politiques, c'est mon intention : je veux que mon voisin, ma voisine et les habitants de l'autre côté de la frontière linguistique puissent avoir les mêmes références historiques. ■

Propos recueillis par Vaïa Demertzis

UNE PROTECTION SOCIALE MONDIALE, ENTRE ILLUSIONS ET NÉCESSITÉS

François Perl

Entre les régimes de protection sociale institutionnalisés en Europe et l'absence de toute protection dans les pays émergents, quelle place donner à une protection sociale mondiale ?

Depuis deux décennies, sous l'impulsion de l'Organisation internationale du travail (OIT), les institutions internationales ont fait de la promotion de la protection sociale universelle un des principaux mantras de leurs stratégies visant à la réduction de la pauvreté.

Cette évolution est intrinsèquement liée au développement progressif du concept de « pays émergents » qui s'appuie sur l'apparition (réelle ou mythifiée) graduelle d'une classe moyenne dans ces pays : celle-ci transformerait fondamentalement les modèles sociaux et les priorités politiques nationales.

À L'AGENDA DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 25 septembre 2015 un programme de développement durable¹ à l'horizon 2030, mieux connu sous le nom d'Agenda 2030. Ce programme fixe 17 objectifs de développement durable (ODD) répondant aux trois dimensions du développement durable : dimensions sociale, économique et environnementale. L'ODD n° 1 vise à « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ». L'ODD 1.3. est plus spécifiquement consacré à la protection sociale et vise à « mettre en place des systèmes et mesures

1 Voir le site de l'ONU consacré aux ODD : <https://cutt.ly/2rGJgDY>

François Perl est membre du collectif éditorial de *Politique*.



de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient ». Cet objectif est lui-même matérialisé par un indicateur de suivi : l'augmentation du taux de couverture de la protection sociale par catégories de population. Selon ces principes, afin de couvrir la population la plus large et, en particulier, les populations les plus vulnérables, les systèmes de protection sociale doivent sortir, progressivement, des logiques uniquement contributives (cf. *infra*) pour offrir un socle général de protection le plus inclusif possible. Cette logique se retrouve, notamment, dans l'appel à actions du Partenariat mondial pour la protection sociale universelle (Universal Social Protection, USP 2030) adopté par l'OIT le 9 février 2019 et qui vient renforcer et préciser l'ODD 1.3.

La logique de l'universalisation des régimes de protection sociale est également consacrée par la recommandation n° 202 de l'OIT sur les socles de protection sociale qui précise en son article 5 : « Les socles de protection sociale visés au paragraphe 4 devraient comporter au moins les garanties élémentaires de protection sociale suivantes : [...] c) sécurité élémentaire de revenu, se situant au moins à un niveau minimal défini à l'échelle nationale, pour les personnes d'âge actif qui sont dans l'incapacité de gagner un revenu suffisant, en particulier dans les cas de maladie, de chômage, de maternité et d'invalidité ».

UNE VARIÉTÉ DE RÉGIMES DE PROTECTION SOCIALE

Il n'existe toutefois pas un système de protection sociale qui soit universel. En effet, la protection sociale se caractérise par la diversité dans ses conceptions et ses formes de gestion et financement. On distingue ainsi généralement trois modèles de protection sociale :

1. Les prestations universelles : ces régimes peuvent être situés dans ou hors du périmètre de gestion et de financement de la protection sociale. Ils sont non-contributifs.

2. Les assurances sociales : ces branches contributives fonctionnent sur le principe d'une indemnisation liée à des contributions patronales/salariales, parfois complétées par des sources fiscales. Ils couvrent les travailleurs et leurs familles contre les grands risques sociaux (maladie, pensions, invalidité, chômage, risques professionnels).

3. Les régimes d'indemnisation des risques professionnels : ils se distinguent des précédents par la couverture du seul travailleur et par la notion de causalité du risque. Il doit y avoir un lien incontestable entre l'activité professionnelle et le préjudice subi.

Le recours à ces distinctions dans les systèmes de protection sociale répond notamment à des considérations historiques. Les systèmes d'assurances sociales, dits bismarckiens², se fondent sur des régimes contributifs. Les systèmes universels, dit beveridgiens³, fonctionnent, quant à eux, essentiellement sur une indemnisation non contributive. Cette distinction est profondément ancrée dans l'histoire sociale européenne, et dans l'histoire tout court si on considère que c'est la Deuxième Guerre mondiale qui a joué le rôle de catalyseur dans le développement des systèmes de protection sociale.

Ces distinctions sont cependant de plus en plus théoriques parce que les systèmes ont tendance à

2 Du nom du chancelier Otto von Bismarck qui instaura en Allemagne le premier système d'assurances sociales à la fin du XIX^e siècle.

3 Du nom de Lord William Beveridge dont le rapport publié en 1942 a inspiré au gouvernement britannique une politique de *Welfare State*, fondée sur la mise en œuvre d'une solidarité nationale.

LES SYSTÈMES ONT TENDANCE À DEVENIR DE PLUS EN PLUS HYBRIDES EN RAISON DES ÉVOLUTIONS DU MARCHÉ DE L'EMPLOI.

devenir de plus en plus hybrides en raison des évolutions du marché de l'emploi au niveau mondial

(développement du travail informel, du travail indépendant, etc...). Ces évolutions rendent moins opérantes les traditionnelles divisions entre les régimes d'assurances sociales et les régimes universels. Dans la pratique, les régimes contributifs et non-contributifs peuvent coexister au sein des mêmes systèmes, être cumulables et s'adresser ou non à des catégories différentes de bénéficiaires.

SES FACTEURS DE DÉVELOPPEMENT

Il est difficile évidemment de polariser le débat entre un monde industrialisé (qu'on peut représenter schématiquement par les pays membres de l'OCDE) et un « reste du monde » aussi vaste que disparate. Il est toutefois évident que le développement de systèmes de protection sociale globaux agissant « du berceau au cimetière » est une particularité des démocraties libérales. Certes, l'aire « communiste » organisait une protection sociale « totale » basée sur la gratuité d'une grande partie des services mais, hormis quelques exemples emblématiques, celle-ci s'avérait complètement inefficace. Et si de nombreux pays se sont engagés dans les années 1950/60 vers des couvertures sociales contributives, elles furent souvent fort limitées. En effet, ces systèmes ont cohabité, essentiellement en Afrique, en Amérique latine et en Asie, avec des systèmes traditionnels de solidarité mutuelle comme les tontines⁴ qui apparaissent souvent plus légitimes aux yeux des populations.

Le cycle de développement des pays émergents, basé sur le récit d'une croissance économique ver-

4 Les tontines sont des associations collectives d'épargne organisées localement et échappant complètement à l'aire de régulation publique. L'épargne constituée sert à couvrir une série d'aléas et risques sociaux comme l'hospitalisation, le paiement des frais scolaires ou la privation temporaire d'un revenu professionnel. Elles répondent à une fonction sociale très proche des premières caisses d'entraide mutuelle fondées par les ouvriers européens à la fin du XVIII^e siècle.

tueuse et de la théorie du ruissellement, induit invariablement un débat similaire à celui qui s'est posé dans les pays européens et nord-américains au moment de la révolution industrielle : développer une protection sociale étendant sa couverture à une grosse majorité de la population. Mais la comparaison s'arrête là. En effet, là où la protection sociale « traditionnelle » est consubstantielle au salariat, le développement économique des pays émergents se construit sur des relations sociales beaucoup plus « liquides », basées, au mieux, sur des protections salariales rudimentaires et, au pire, sur une absence de relations formelles entre employés et employeurs et un recours généralisé au travail informel.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PAYS ÉMERGENTS SE CONSTRUIT SUR DES RELATIONS SOCIALES BEAUCOUP PLUS « LIQUIDES ».

TENDANCES À L'UNIVERSALISATION

Le fait que le noyau contributif « classique » des systèmes de protection sociale (les travailleurs salariés) représente une part très réduite de la population active dans les économies émergentes en Afrique, en Asie ou en Amérique latine entraîne, *ipso facto*, une tendance à l'universalisation des systèmes de protection sociale. C'est ce qui explique que la protection sociale universelle y fait désormais consensus, sous l'impulsion des organisations internationales, alors que l'émergence de cette protection sociale universelle fait débat en Europe (notamment dans les discussions autour du revenu de base). La protection sociale universelle a même tendance à se substituer progressivement aux programmes ciblés de lutte contre la pauvreté. Cette évolution n'est pas forcément négative quand elle est conçue de manière inclusive, comme au Rwanda qui s'est engagé dans le développement d'un régime universel d'assurance-maladie devenu en quelques années une référence dans ce domaine. L'accès aux soins de santé « gratuits » y est garanti contre le paiement d'une cotisation personnelle assez faible et, d'ailleurs, essen-

tiellement symbolique pour les catégories les plus défavorisées qui doivent s'acquitter d'une somme équivalente à un euro par an pour bénéficier de cette couverture.

SES POINTS DE TENSION

Dans l'abondante littérature que l'OIT a consacré à la question, les objectifs de protection sociale et de lutte contre la pauvreté convergent. Il subsiste néanmoins un point de tension, à ce jour irrésolu : les pays concernés pourraient être à l'avenir contraints d'effectuer un choix dans leurs priorités budgétaires entre d'un côté, les systèmes plus innovants de protection sociale universelle et, de l'autre, les programmes plus traditionnels de lutte contre la pauvreté. Cette tension peut parfois conduire à des rééquilibrages budgétaires – tant la part des États que de la part des organisations internationales – au détriment des besoins, pourtant encore plus actuels que jamais, de pans entiers de population qui sont exclus de la classe moyenne mondiale émergente.

Il ne s'agit pas là du seul angle mort de la protection sociale universelle. Celle-ci pose trois défis majeurs :

1. La protection sociale « traditionnelle » s'articule autour d'un principe fondamental : la redistribution d'une partie des gains de productivité au profit des travailleurs qui l'ont créée. Cette socialisation des gains de productivité permet un rééquilibrage, aussi minime soit-il, entre les revenus du capital et du travail et contribue ainsi à la réduction des inégalités de revenus. Il n'est pas étonnant de constater que les pays les plus « égalitaires » du monde sont aussi ceux qui ont les systèmes de protection sociale les plus développés. *A contrario*, les protections universelles financées par l'impôt échappent à cette logique, *a fortiori* dans des pays où le produit de l'impôt sur le revenu est très faible et où la logique de la contribution des revenus du capital à la solidarité nationale est absente. Leur financement est essentiellement assuré par des taxes sur la consommation et/ou des contributions de l'aide internationale et, par conséquent, étranger à toute forme de solidarité et de mutualisation des risques. C'est pourquoi leur apport à la réduction des inégalités peut s'avérer très faible, alors même que cet objectif (souvent volontairement ou

involontairement confondu avec la réduction de la pauvreté) est désormais une des priorités aussi bien de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international que des organisations du système onusien.

2. Quand les systèmes classiques de protection sociale se sont structurés à partir du salariat, la protection sociale universelle, quant à elle, évacue complètement la question salariale en ouvrant des droits inconditionnels à toute la population. C'est évidemment un passage obligé dans des pays où le salariat ne représente qu'une petite part de l'activité professionnelle. Mais on peut légitimement se poser la question de savoir si la généralisation des régimes universels de couverture des risques sociaux n'est pas un facteur d'affaiblissement du salariat. Et envisager que leur promotion par l'OIT soit, en partie du moins, contradictoire avec les recommandations de l'organisation qui définit justement la conclusion d'un contrat de travail comme un pilier fondamental des relations employeurs/employés, à l'instar de la recommandation n° 198 sur la relation de travail.

**LA QUESTION
DE LA GESTION PARITAIRE
EST UN TROISIÈME
ANGLE MORT DE LA
PROTECTION SOCIALE
UNIVERSELLE.**

3. La question de la gestion paritaire est un troisième angle mort de la protection sociale universelle, malgré la recommandation n° 202 de l'OIT sur les socles de protection sociale indiquant que les États membres doivent « *effectuer un suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre des socles de protection sociale et dans la réalisation des autres objectifs des stratégies nationales d'extension de la sécurité sociale, par le biais de mécanismes appropriés définis à l'échelle nationale, y compris la participation tripartite avec les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs ainsi que la consultation d'autres organisations pertinentes et représentatives de personnes concernées* ». Cette gestion paritaire est déjà remise en question dans les pays à la protection sociale traditionnelle. Elle est encore plus complexe dans les pays sans véritable culture de relations sociales

et de représentation du monde du travail. La pratique montre que les corps intermédiaires ont la plupart du temps été exclus de la gestion des nouvelles protections sociales dans les pays émergents.

UN DÉBAT POLITIQUE

Dans le contexte d'une « globalisation » des problèmes sociaux, il n'est pas étonnant que le débat autour d'une protection sociale universelle soit vigoureux. Comme souvent, il faut appréhender cet « objet politique » en fonction des valeurs qu'il véhicule et de la manière dont il est instrumentalisé. Perçu en Europe, singulièrement durant l'épisode que la France connaît actuellement autour de la réforme des retraites, comme un levier de démantèlement des protections traditionnelles, il questionne également l'essoufflement de ces protections dont le modèle de financement et de couverture n'apporte plus forcément toutes les garanties d'efficacité sociale et d'équité. Dans les pays émergents pourtant, il représente une voie express permettant de mettre en œuvre rapidement un système de protection sociale minimale.

Tout est dès lors fonction du projet politique porté par le concept. S'il s'accompagne, singulièrement dans les pays émergents, de mesures d'encadrement garantissant le recours au salariat et prévoyant une participation des usagers et de leurs représentants à sa gestion, le développement d'un système de protection sociale universelle peut constituer un réel levier de cohésion sociale et de réduction des inégalités. Il doit aussi s'inscrire dans un ensemble cohérent maintenant et développant des programmes spécifiques et ciblés de lutte contre la grande pauvreté. Enfin, il doit s'accompagner d'une réflexion profonde sur ses modes de gestion et de financement afin de ne pas se muer, paradoxalement, en facteur d'aggravation des inégalités sociales.

Une telle proposition implique, par conséquent, de sortir d'un discours assez contradictoire qui entretient une confusion ambiguë entre les objectifs de réduction des inégalités et ceux de la lutte contre la pauvreté. ■